




# VERS LA RESILIENCE FACE AUX CATASTROPHES EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE:

## RENFORCER LES CAPACITES REGIONALES DE COORDINATION, DE PLANIFICATION ET DE CONSEIL EN MATIERE DE GESTION DES RISQUES DE CATASTROPHE



RÉSULTATS DU PROGRAMME ET RÉALISATIONS  
BANQUE MONDIALE

SEPTEMBRE 2021



WORLD BANK GROUP

**La Banque mondiale**

**Septembre 2021**

**© 2021 Banque internationale pour la reconstruction et le développement / La Banque mondiale**

1818 H Street NW

Washington DC 20433

Téléphone : +1 202-473-1000

Internet : [www.worldbank.org](http://www.worldbank.org)

Le texte de la présente publication peut être reproduit en totalité ou en partie et sous quelque forme que ce soit à des fins éducatives ou non lucratives, sans autorisation spéciale, à condition de la citer comme source. La Banque mondiale apprécierait de recevoir un exemplaire de toute publication utilisant ce rapport comme source. Des exemplaires peuvent être envoyés au Secrétariat à l'adresse susmentionnée. La présente publication ne peut être ni revendue ni utilisée à quelque fin commerciale que ce soit sans l'autorisation écrite préalable de la Banque mondiale. Toutes les images restent la propriété exclusive de la source et ne peuvent être utilisées à quelque fin que ce soit sans l'autorisation écrite de la source.

## **DROITS ET AUTORISATIONS**

Le matériel contenu dans cet ouvrage est soumis à des droits d'auteur. La Banque mondiale encourage la diffusion de ses connaissances. Le présent ouvrage peut être reproduit, en totalité ou en partie, à des fins non commerciales, à condition que la source soit citée.

## **CITATION**

Veillez citer le rapport comme suit : Banque mondiale 2021. Vers la résilience face aux catastrophes en Afrique subsaharienne : Renforcer les capacités régionales de coordination, de planification et de conseil en matière de gestion des risques de catastrophe Washington, DC : Banque mondiale. Traductions - Si vous créez une traduction du présent ouvrage, veuillez ajouter la clause de non-responsabilité suivante avec l'attribution : Cette traduction n'a pas été créée par la Banque mondiale et ne doit pas être considérée comme une traduction officielle de la Banque mondiale. La Banque mondiale ne peut être tenue responsable de tout contenu ou erreur dans cette traduction.







# I. RÉSUMÉ DU RAPPORT

En raison de la croissance rapide de la population, de l'urbanisation et des défis de développement engendrés par le changement climatique, les communautés d'Afrique subsaharienne sont disproportionnellement vulnérables aux catastrophes.<sup>1</sup> Entre 2008 et 2018, plus de 157 millions de personnes ont été directement ou indirectement touchées par des catastrophes naturelles. La majeure partie des aléas auxquels elles sont confrontés sont hydrométéorologiques. Ces problèmes risquent de s'aggraver car le changement climatique a des répercussions sur la croissance, le développement et la stabilité, et les communautés peinent à maintenir la hausse des températures en dessous de 2°C, conformément aux engagements internationaux.<sup>2</sup>

## CONTEXTE DU PROGRAMME

Dans la continuité d'un soutien antérieur, l'Union européenne (UE) a signé un accord (2013) avec le Secrétariat du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP)<sup>3</sup> afin de programmer des ressources pour accélérer l'intégration de la gestion des risques de catastrophe (GRC) dans la planification et les programmes de développement, en renforçant ses liens avec la réduction de la pauvreté et l'adaptation au changement climatique (ACC). En 2014, le programme « *Renforcement de la résilience aux aléas naturels dans les régions, les pays et les communautés d'Afrique subsaharienne* » a été créé dans le cadre de cet accord. Le programme de 80 millions d'euros a été financé par le 10e Fonds européen de développement et couvrait cinq résultats en soutien au Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe. Il a été mis en oeuvre sur une période de cinq ans, de 2015 à 2020 (prolongée d'un an en raison de la pandémie de Covid-19).

Ce rapport souligne certains résultats du R2 - *Les Communautés économiques régionales africaines disposent de capacités opérationnelles de coordination, de planification et de conseil politique en matière de réduction des risques de catastrophe (RRC) pour soutenir leurs États membres respectifs et les programmes régionaux et sous régionaux.* Ils ont été mis en oeuvre par les quatre Communautés économiques régionales (CER) - la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) - avec le soutien de la Facilité mondiale pour la prévention des catastrophes et le relèvement de la Banque mondiale (GFDRR).

## MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME ET RÉSULTATS ATTENDUS

Les CER ont la responsabilité de partager les connaissances régionales en matière de GRC, de promouvoir les bonnes pratiques, de coordonner les actions de préparation et d'intervention, et de formuler des politiques et des stratégies régionales de GRC, selon cinq résultats attendus résumés ici. Plus de détails suivent dans le rapport principal.

### **01. Opérationnalisation des stratégies de GRC des CER conformément à leurs plans d'action respectifs, en s'appuyant sur les réalisations d'initiatives de GRC précédentes.**

Les CER, par l'intermédiaire de leurs unités de RRC, ont soutenu une série d'activités qui ont renforcé le dialogue politique sur la RRC dans leurs régions respectives. Toutes les CER ont participé à la Troisième conférence mondiale sur la RRC en mars 2015 à Sendai, au Japon, afin de renseigner le document de politique mondiale sur la RRC avec les perspectives sous-régionales de l'Afrique subsaharienne.

1 UNDRR, 2020.

2 Banque mondiale, 2014.

3 Renommé le Secrétariat de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP) en avril 2020.

Elles ont depuis toutes formulé leurs propres stratégies et plans d'action sous-régionaux, alignés sur les principes de Sendai. Toutes les CER ont également élaboré des stratégies et des plans d'action en matière de genre afin de formuler des approches nuancées pour une prise en compte particulière du genre, des jeunes et des groupes vulnérables.

## **02. Amélioration des connaissances et de la compréhension de la GRC au niveau régional, en accordant une attention particulière au renforcement des capacités nationales de prise de décisions.**

Le programme a mis l'accent sur le renforcement de la compréhension des risques météorologiques et climatiques et a permis à la CEEAC, à la CEDEAO, à l'IGAD et à la SADC de partager leurs connaissances et de formuler des politiques pertinentes. Les points forts du programme comprennent, entre autres, la formulation de la stratégie de gestion des risques d'inondation de la CEDEAO, étayée par un travail analytique sur les zones sensibles aux inondations et des conseils sur les bonnes pratiques de prévision des inondations. Pour l'Afrique australe, une étude régionale sur le risque urbain et la résilience a été préparée en collaboration avec ONU-Habitat. Un travail analytique sur l'état des services hydrométéorologiques et d'alerte précoce a été mis en œuvre dans la CEEAC, la CEDEAO et la SADC. Les Forums Hydromet, organisés par la CEEAC, la CEDEAO et la SADC en 2018 et 2021, ont rassemblé des agences nationales de météorologie, d'hydrologie et de gestion des risques de catastrophes, des partenaires du développement, des universitaires, le secteur privé et la société civile pour discuter du renforcement des services pour un développement durable. L'IGAD et la SADC ont également soutenu les forums sur les perspectives climatiques tels que le Forum sur les perspectives climatiques de la Grande Corne de l'Afrique (GHACOF) et le Forum régional sur les perspectives climatiques en Afrique australe (SARCOF) afin de diffuser les perspectives et les informations climatiques régionales et saisonnières.

Le programme a également permis aux CER de participer à des conférences mondiales sur la connaissance et le plaidoyer, telles que les conférences sur la Compréhension des risques et la Reconstruction mondiale. Elles ont permis de renforcer les capacités concernant les dernières tendances, les outils et les méthodologies de compréhension des risques.

## **03. Amélioration de la coopération et du travail en réseau entre les CER d'une part et les établissements de recherche et centres techniques mondiaux, régionaux et nationaux de l'autre, en vue de renforcer la GRC et de l'intégrer dans le développement durable.**

Les activités de renforcement des capacités et de la pratique de la recherche soutenues par le programme ont compris des programmes de formation universitaire sur la GRC et les domaines connexes, des possibilités de stage pour les étudiants en master et les diplômés de la CEEAC et de la CEDEAO, ainsi qu'une formation à l'évaluation des risques à l'aide des SIG et de l'observation de la terre au sein de l'IGAD. Des programmes de recherche ont été établis avec l'Université du Nord-Ouest et l'Université de Stellenbosch dans la SADC, et avec le Centre de services scientifiques ouest-africains sur les changements climatiques et l'utilisation adaptée des terres (WASCAL) au sein de la CEDEAO. De plus, les étudiants en master et les diplômés ont participé à la Conférence sur la RRC de la SADC, au Forum Hydromet de la CEDEAO et au Forum Hydromet de la CEEAC en 2018 et 2021. Ils ont ainsi pu se familiariser avec les pratiques de pointe de la GRC dans leur régions et saisir les opportunités de mise en réseau pour le transfert de connaissances et le développement professionnel.

## **04. Apport de conseils et d'assistance technique aux États membres des CER à l'élaboration de politiques et de stratégies de GRC ainsi que des programmes de prévention des risques sur le plan national.**

Grâce à ce programme, les CER ont développé des programmes de partenariat solides avec leurs États membres, qui comprenaient une assistance technique pour le renforcement des capacités, le

renforcement des plateformes nationales et des politiques de RRC, la promotion de l'apprentissage par les pairs entre les États membres, du soutien analytique et des formations. La CEEAC et la CEDEAO ont également soutenu les institutions nationales de gestion des catastrophes de leurs États membres en leur fournissant du matériel de bureau, notamment des ordinateurs, des imprimantes et des logiciels connexes.

#### **05. Amélioration des capacités régionales, en vue de soutenir les évaluations des besoins post-catastrophe (Post-Disaster Needs Assessment - PDNA) et la planification du relèvement/de la reconstruction.**

Dans le cadre du programme, les CER ont soutenu plusieurs formations sur la méthodologie PDNA et la planification du relèvement pour les experts des États membres aux niveaux régional et national. Le programme a soutenu une évaluation de 10 années de soutien aux pays pour la réalisation des PDNA afin d'en tirer des leçons et d'établir une liste d'experts régionaux en matière de planification du relèvement. Le programme a également soutenu la mise en place du Centre d'opération humanitaire (SHOC) de la SADC, d'une équipe d'intervention d'urgence (ERT) d'experts régionaux, et des fonds d'intervention aux catastrophes de la SADC et de l'IGAD.

## **CONCLUSIONS ET LEÇONS TIRÉES**

Grâce au programme, les CER ont renforcé leurs capacités institutionnelles en matière de collaboration, de coordination, de communication et de partage d'informations au niveau régional. La capacité renforcée des CER à conduire le processus de développement, d'adoption et de mise en œuvre des politiques, des stratégies et des plans d'action régionaux a été saluée par leurs États membres.

Cependant, des défis subsistent. Les réalisations du programme sont fragiles et doivent être soutenues sur une plus longue période. La GRC continue d'être perçue comme un secteur d'investissement plutôt que comme un élément intégré à l'ensemble des politiques et programmes de développement. De ce fait, elle est en concurrence avec les priorités régionales telles que l'agriculture, l'énergie, les transports, la santé, l'éducation, etc. Si le programme a stimulé la GRC dans les CER d'Afrique subsaharienne, il a également permis de tirer quelques leçons pour l'avenir.

- Les entités régionales sont les pièces importantes du puzzle de la résilience. La coopération régionale est le thème du programme. Il a permis aux CER de réunir les États membres, les partenaires du développement, le secteur privé, le monde universitaire et la société civile autour d'initiatives régionales et d'actions prioritaires.
- Les CER reconnaissent qu'il est temps de passer du plaidoyer à l'action. Alors que les CER ont formulé des politiques, des stratégies et plans d'action régionaux, il y a une forte demande pour passer à des actions de mise en œuvre.
- Le renforcement de l'intégration de la GRC doit être une cascade à plusieurs niveaux. Le renforcement de l'intégration de la GRC/ACC doit être conçu pour toutes les parties prenantes dans un cadre global en cascade.
- Les politiques et programmes régionaux ne seront efficaces que si les États membres les soutiennent. Au fil des années, de nombreuses organisations régionales se sont concentrées sur la mise en œuvre de programmes financés par les donateurs, tandis que les États membres étaient en retard dans le paiement de leurs cotisations.
- Le plaidoyer politique est aussi important que le savoir-faire technique. Il est nécessaire de trouver un équilibre entre le renforcement des capacités fonctionnelles et techniques. L'efficacité de ce programme est due à sa conception consistant à établir un équilibre entre l'assistance technique et le développement du leadership régional.



- Le renforcement des capacités est un résultat programmatique, et non l'extrait d'un projet. L'assistance technique et le renforcement des capacités sont des processus qui demandent beaucoup de temps et d'énergie. Ces initiatives doivent s'inscrire dans un calendrier plus étendu, car le renforcement des capacités nécessite des efforts soutenus et du temps.
- Il faudra une approche cadre, programmatique et de grande envergure pour soutenir les CER. Un cadre programmatique d'engagement à plus long terme par les partenaires du développement peut être envisagé comme modèle de développement durable des capacités des entités régionales en matière de GRC.

## II. AVANT-PROPOS



### VIJAY PILLAI

**DIRECTEUR INTÉRIMAIRE, INTÉGRATION RÉGIONALE  
RÉGIONS AFRIQUE, MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD**

Je suis ravi de présenter cette publication sur certains des résultats et des réalisations du programme « Renforcement de la résilience aux aléas naturels en Afrique subsaharienne ». Ce rapport est spécifiquement axé sur le Résultat 2 du programme, qui consiste à faire en sorte que les communautés économiques régionales (CER) africaines disposent de capacités de coordination, de planification et de conseil en matière de réduction des risques de catastrophe (RRC) pour soutenir leurs États membres respectifs et les programmes régionaux et sous-régionaux. Le Résultat 2, l'un des cinq que compte le programme, est financé par une subvention de 20 millions d'euros du 10e Fonds européen de développement (FED) de l'Union européenne (UE), par le biais de la Facilité mondiale pour la prévention des catastrophes et le relèvement de la Banque mondiale. Les projets relevant de ce Résultat ont été mis en œuvre avec le soutien du Pôle mondial d'expertise en Développement urbain, Gestion du risque de catastrophe, Résilience et Foncier dans la région Afrique de la Banque mondiale, sous la supervision de l'unité d'intégration régionale de la Banque. Son objectif de développement est de renforcer la collaboration, la coordination, la planification, le conseil politique et la capacité de diffusion des connaissances des CER en matière de RRC afin de mieux servir leurs États membres et les programmes régionaux et sous-régionaux. L'UE a également financé le renforcement des capacités de RRC dans les CER d'Afrique par le biais du 9e FED et programme actuellement le prochain cycle de subventions pour soutenir le renforcement de la résilience dans les CER d'Afrique subsaharienne.

L'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la Commission économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) et la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), leurs États membres et communautés respectifs, ont été les destinataires et les bénéficiaires de cette assistance programmatique de 2015 à 2021. Nous apprécions les efforts importants déployés par les CER pour mettre en œuvre ce programme avec succès.

Le renforcement de la résilience aux catastrophes et aux chocs climatiques nécessite une action collective de la part des pays et des parties prenantes concernées. Il est important que les efforts nationaux soient complétés par des initiatives de renforcement des capacités et de soutien aux niveaux régional et sous-régional. Au niveau sous-régional, les CER peuvent jouer un rôle clé en matière de coordination régionale, de coopération technique, d'échange de connaissances, de coopération Sud-Sud, et en permettant aux différents pays de bénéficier d'économies d'échelle. Le soutien apporté aux CER dans le cadre du programme a visé à les doter des capacités nécessaires pour qu'elles puissent s'acquitter des responsabilités qui leur incombent. L'assistance technique et le soutien au renforcement des capacités de l'UE ont été cruciaux et opportuns pour renforcer les CER afin qu'elles puissent relever les défis de développement que représentent les catastrophes et les risques climatiques.

Nous espérons que cette publication mettra en lumière les réalisations et les résultats des initiatives de renforcement des capacités entreprises avec les quatre CER d'Afrique subsaharienne au cours des six dernières années, et qu'elle contribuera à éclairer la voie à suivre pour renforcer les capacités régionales de résilience aux catastrophes et au climat en Afrique.



# III. ACRONYMES / ABRÉVIATIONS

<b>ACC</b>	Adaptation aux changements climatiques	<b>FANFAR</b>	Prévisions opérationnelles des inondations et des alertes en Afrique de l'Ouest
<b>ACP</b>	Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique	<b>FUTA</b>	Université fédérale de technologie d'Akure
<b>ANPC</b>	Agence Nationale de la Protection Civile	<b>GECEAO</b>	Comité régional de gestion des catastrophes en Afrique de l'Ouest
<b>CCNUCC</b>	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques	<b>GFDRR</b>	Facilité mondiale pour la prévention des catastrophes et le relèvement
<b>CCR</b>	Centre climatologique régional	<b>GHACOF</b>	Forum sur les perspectives climatiques de la Grande Corne de l'Afrique
<b>CCT</b>	Comité consultatif technique	<b>GIEC</b>	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
<b>CEA-SROWA</b>	Commission économique pour l'Afrique de l'ONU - Bureau sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest	<b>GIZ</b>	Agence allemande de coopération internationale
<b>CEDEAO</b>	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest	<b>GRC</b>	Gestion des risques de catastrophe
<b>CEEAC</b>	Communauté économique des États de l'Afrique centrale	<b>GSAP</b>	Stratégies et plans d'action en matière de genre
<b>CER</b>	Communautés économiques régionales	<b>HAND</b>	Hauteur au-dessus du drain le plus proche
<b>CERFE</b>	Italian Centro di Ricerca e Documentazione Febbraio '74	<b>ICPAC</b>	Centre de prévision et d'applications climatologiques de l'IGAD
<b>CILSS</b>	Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel	<b>IDRF</b>	Fonds d'intervention en cas de catastrophe de l'IGAD
<b>CSC</b>	Centre de services climatiques	<b>IGAD</b>	Autorité intergouvernementale pour le développement
<b>CSIR</b>	Centre de recherche scientifique et industrielle	<b>IRD</b>	Institut français de recherche pour le développement
<b>CUA</b>	Commission de l'Union africaine	<b>IRDC</b>	Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
<b>DIMSUR</b>	Centre technique pour la gestion de catastrophes, la durabilité et la résilience urbaine en Afrique australe	<b>NDMA</b>	Agence nationale de gestion de catastrophes
<b>DRF</b>	Cadre de relèvement après une catastrophe	<b>NDRR</b>	Réduction des risques de catastrophes naturelles
<b>ERT</b>	Équipe d'intervention d'urgence		

<b>NWU</b>	Université du Nord-Ouest	<b>SAP</b>	Système d'alerte précoce
<b>OCHA</b>	Bureau de la coordination des affaires humanitaires	<b>SARCOF</b>	Forum régional sur les perspectives climatiques en Afrique australe
<b>OEACP</b>	Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique	<b>SHOC</b>	Centre d'opération humanitaire de la SADC
<b>ONG</b>	Organisation non gouvernementale	<b>SIG</b>	Système d'information géographique
<b>OMM</b>	Organisation météorologique mondiale	<b>SMHN</b>	Services météorologiques et hydrologiques nationaux
<b>ONU</b>	Organisation des Nations Unies	<b>TWG</b>	Groupe de travail technique
<b>PAM</b>	Programme alimentaire mondial	<b>UE</b>	Union européenne
<b>PDNA</b>	Évaluations des besoins après une catastrophe	<b>UNDRR</b>	Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes
<b>PIB</b>	Produit intérieur brut	<b>UNITAR</b>	Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche
<b>PIU</b>	Unité d'exécution du projet	<b>WASCAL</b>	Centre de services scientifiques ouest-africains sur les changements climatiques et l'utilisation adaptée des terres
<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le développement		
<b>R2</b>	Résultat 2 du programme		
<b>RDC</b>	République démocratique du Congo		
<b>REPARC</b>	Réseau des parlementaires d'Afrique centrale pour la réduction des risques de catastrophe et l'adaptation aux changements climatiques		
<b>RINA</b>	Évaluation rapide de l'impact et des besoins		
<b>RRC</b>	Réduction des risques de catastrophe		
<b>S&amp;E</b>	Suivi et évaluation		
<b>SADC</b>	Communauté de développement de l'Afrique australe		

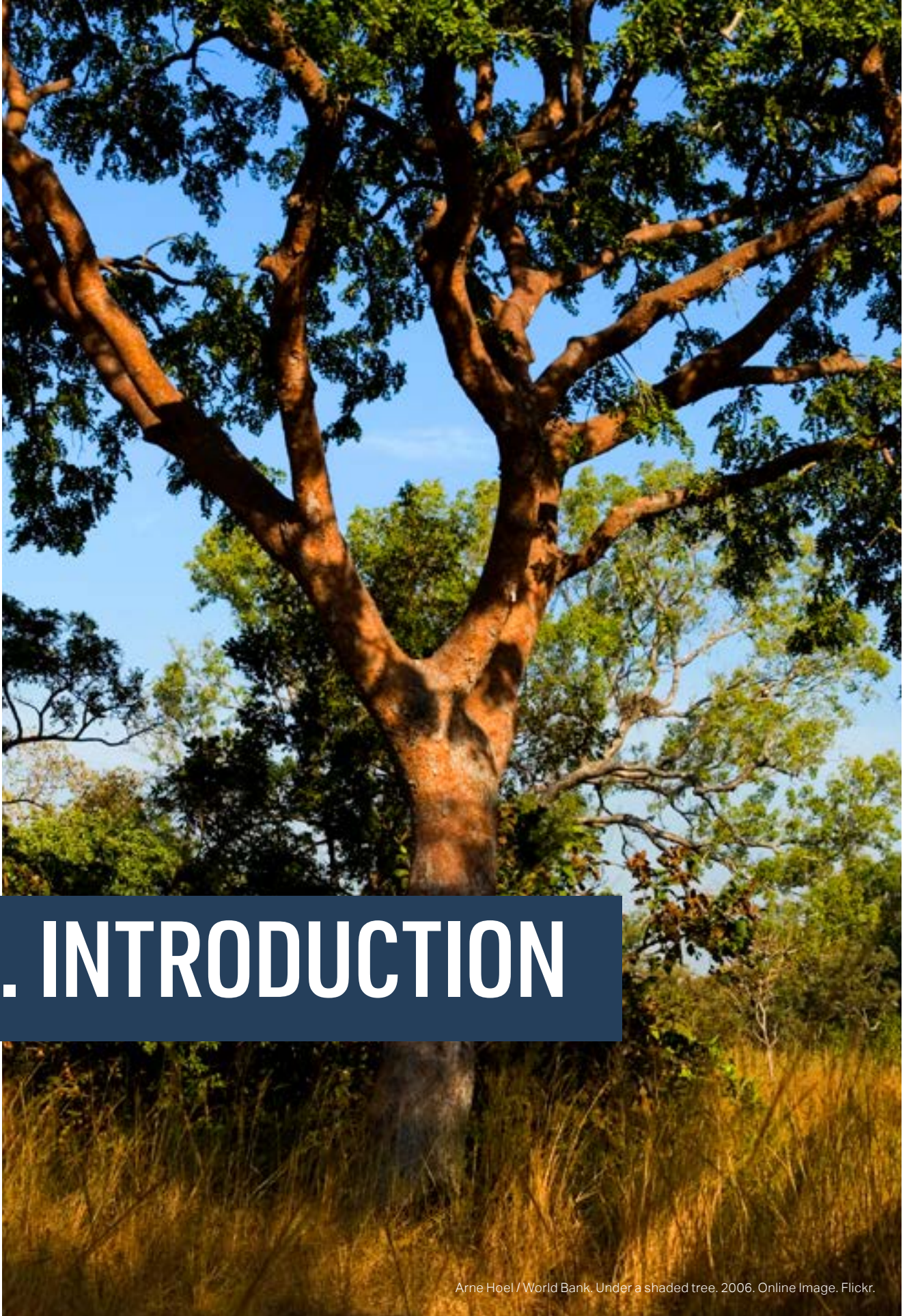
# IV. TABLE DES MATIÈRES

<b>I. RÉSUMÉ DU RAPPORT</b>	<b>I</b>
<b>II. AVANT-PROPOS</b>	<b>V</b>
<b>III. ACRONYMES / ABRÉVIATIONS</b>	<b>VI</b>
<b>1. INTRODUCTION</b>	<b>02</b>
1.1 APERÇU RÉGIONAL DES RISQUES DE CATASTROPHE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE	02
1.2 LE PROGRAMME DE RÉSILIENCE AUX CATASTROPHES POUR L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE	03
1.3 PLUS FORTS ENSEMBLE - UNE APPROCHE INTERRÉGIONALE DE LA GESTION DES RISQUES DE CATASTROPHE	05
1.4. STRUCTURE DU RAPPORT	11
<b>2. RENFORCEMENT DU DIALOGUE ET DES POLITIQUES EN MATIÈRE DE RRC AU NIVEAU RÉGIONAL</b>	<b>13</b>
2.1 PRINCIPALES RÉALISATIONS DES CER DANS LE CADRE DU RÉSULTAT ATTENDU #1	14
2.2 ÉTUDES DE CAS RELATIVES AU «RENFORCEMENT DU DIALOGUE ET DES POLITIQUES EN MATIÈRE DE RRC AU NIVEAU RÉGIONAL»	23
<b>3. RENFORCEMENT DES CONNAISSANCES SUR LES ALÉAS, LA VULNÉRABILITÉ ET LES RISQUES DE CATASTROPHES AU NIVEAU RÉGIONAL</b>	<b>28</b>
3.1 PRINCIPALES RÉALISATIONS DES CER DANS LE CADRE DU RÉSULTAT ATTENDU #2	28
3.2 ÉTUDES DE CAS RELATIVES AU « RENFORCEMENT DES CONNAISSANCES SUR LES ALÉAS, LA VULNÉRABILITÉ ET LES RISQUES DE CATASTROPHES AU NIVEAU RÉGIONAL »	37



<b>4. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ET DE LA PRATIQUE DE LA RECHERCHE</b>	<b>41</b>
4.1 PRINCIPALES RÉALISATIONS DES CER DANS LE CADRE DU RÉSULTAT ATTENDU #3	41
4.2 ÉTUDES DE CAS RELATIVES AU « RENFORCEMENT DES CAPACITES ET DE LA PRATIQUE DE LA RECHERCHE »	45
<b>5. CONSEILS EN MATIÈRE DE POLITIQUES ET SOUTIEN TECHNIQUE AUX ÉTATS MEMBRES</b>	<b>50</b>
5.1 PRINCIPALES RÉALISATIONS DES CER DANS LE CADRE DU RÉSULTAT ATTENDU #4	51
5.2 ÉTUDES DE CAS RELATIVES AUX « CONSEILS EN MATIÈRE DE POLITIQUE ET SOUTIEN TECHNIQUE AUX ÉTATS MEMBRES »	53
<b>6. PRÉPARATION AUX CATASTROPHES ET PLANIFICATION DU RELÈVEMENT</b>	<b>57</b>
6.1. PRINCIPALES RÉALISATIONS DES CER DANS LE CADRE DU RÉSULTAT ATTENDU #5	59
6.2. ÉTUDES DE CAS RELATIVES À LA « PRÉPARATION AUX CATASTROPHES ET PLANIFICATION DU RELÈVEMENT »	61
<b>7. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS</b>	<b>63</b>
7.1. LE RÔLE CENTRAL DU PROGRAMME D'INTÉGRATION RÉGIONALE	63
7.2. LES DÉFIS QUI RESTENT À RELEVER ET LA MANIÈRE D'ALLER DE L'AVANT	64
7.3. LEÇONS TIRÉES ET RECOMMANDATIONS	65





# 1. INTRODUCTION

Arne Hoel / World Bank. Under a shaded tree. 2006. Online Image. Flickr.



# 1. INTRODUCTION

## 1.1 APERÇU RÉGIONAL DES RISQUES DE CATASTROPHE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Bien que l'Afrique subsaharienne ne représente qu'une fraction des émissions mondiales de gaz à effet de serre, elle est la région la plus vulnérable en termes d'impacts du changement climatique. Entre 2008 et 2018, plus de 157 millions de personnes ont été directement ou indirectement touchées par des catastrophes naturelles<sup>1</sup>, un chiffre qui devrait continuer à augmenter alors que les événements météorologiques risquent d'être de plus en plus sévères et fréquents, et ce, même si les températures mondiales sont limitées à moins de 2°C, conformément aux engagements internationaux<sup>2</sup>.

« DEPUIS 2000, PRÈS DE DEUX CATASTROPHES D'AMPLEUR SIGNIFICATIVE ONT ÉTÉ ENREGISTRÉES CHAQUE SEMAINE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE, AFFECTANT (VIRGULE) ENVIRON 12,5 MILLIONS DE PERSONNES PAR AN ».<sup>3</sup>

La plupart des catastrophes dans la région sont « hydrométéorologiques », résultant d'inondations, de sécheresses et d'effets secondaires tels que les maladies. D'ici 2030, on prévoit que 118 millions de personnes, soit 7 % des 1,6 milliard d'habitants de l'Afrique subsaharienne, seront exposées à la sécheresse, aux inondations et aux chaleurs extrêmes<sup>4</sup>. Cette situation pourrait être extrêmement catastrophique pour une région fortement tributaire de l'agriculture pour l'emploi et les revenus, ainsi que pour l'alimentation. Sur les 11 pays les plus exposés à la pauvreté provoquée par les catastrophes dans le monde, huit se trouvent en Afrique subsaharienne<sup>5</sup>.

Entre 1960 et 2018, l'Afrique subsaharienne a connu la plus forte croissance démographique au monde. Sa population a été multipliée par cinq, passant de 227 millions à plus d'un milliard d'habitants. La population devrait doubler d'ici 2050 pour atteindre 2,2 milliards d'habitants. En conséquence, l'Afrique subsaharienne devrait représenter 23 % de la population mondiale en 2050, contre 7 % en 1960 et 14 % en 2018.

Malgré des progrès importants en matière de développement, le proportion de personnes vivant sous le seuil de pauvreté ayant diminué de 56 % en 1990 à 40 % en 2018, la croissance démographique rapide signifie qu'en termes absolus, le nombre de personnes vivant avec moins de 1,90 USD par jour a atteint un niveau sans précédent. On estimait à 433 millions le nombre d'Africains subsahariens vivant dans l'extrême pauvreté en 2018, contre 284 millions en 1990<sup>6</sup>. Il existe des liens étroits entre la pauvreté et la vulnérabilité aux catastrophes naturelles car les personnes les plus pauvres sont souvent poussées vers des zones plus dangereuses et disposent de moins de capacités d'adaptation en cas d'aléas.

L'Afrique subsaharienne connaît également une urbanisation galopante, avec environ 65 millions de résidents urbains supplémentaires chaque année. La population urbaine actuelle de 472 millions de personnes devrait plus que doubler au cours des 25 prochaines années, passant, en proportion, de 44 % à environ 65 % de la population totale<sup>7</sup>. L'urbanisation peut exacerber les risques liés au climat et aux catastrophes naturelles en concentrant les communautés vulnérables et les biens de valeur, auxquels s'ajoutent les effets externes sur l'environnement tels que la pollution.

Ainsi, un défi complexe en matière de développement, associant une forte croissance démographique, une urbanisation galopante et une pauvreté persistante, aggrave le profil de risque en matière de catastrophes et de climat en Afrique subsaharienne.

1 UNDRR, 2020. Points forts : Rapport d'évaluation régional pour l'Afrique (à paraître). Nairobi, Kenya. Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes (UNDRR). <https://www.undrr.org/publication/highlights-africa-regional-assessment-report-2020>

2 Baissons la chaleur : Confronter la nouvelle normalité climatique, Banque mondiale 2014.

3 UNDRR, 2016. Actualités : Les législateurs centrafricains renforcent la réduction des risques de catastrophes (p. 1). <https://www.undrr.org/news/central-african-lawmakers-step-disaster-risk-reduction>

4 Overseas Development Institute. 2013. Les catastrophes menacent de compromettre la guerre mondiale contre la pauvreté extrême. Disponible à l'adresse suivante : <https://odi.org/en/press/disasters-threaten-to-derail-the-global-war-on-extreme-poverty>

5 Overseas Development Institute. 2013. Les catastrophes menacent de compromettre la guerre mondiale contre la pauvreté extrême. Disponible à l'adresse suivante : <https://odi.org/en/press/disasters-threaten-to-derail-the-global-war-on-extreme-poverty>

6 Schoch, M. et Lakner, C. 2020. Le nombre de personnes pauvres continue d'augmenter en Afrique subsaharienne, malgré une lente diminution du taux de pauvreté. Disponible à l'adresse suivante : <https://blogs.worldbank.org/opendata/number-poor-people-continues-rise-sub-saharan-africa-despite-slow-decline-poverty-rate>

7 Center for Strategic & International Studies. 2018. L'urbanisation en Afrique subsaharienne Relever les défis en rapprochant les parties prenantes. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.csis.org/analysis/urbanization-sub-saharan-africa>



LA BANQUE MONDIALE PRÉVOIT QUE L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE NÉCESSITERA ENTRE 14 ET 17 MILLIARDS DE DOLLARS US PAR AN ENTRE 2010 ET 2050 POUR S'ADAPTER AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET RÉDUIRE LA VULNÉRABILITÉ AUX CATASTROPHES.<sup>8</sup>

En outre, les efforts en matière de gestion des risques de catastrophe (GRC) interviennent dans un contexte de contraintes persistantes en termes de capacités techniques, institutionnelles et financières. Pour protéger les vies, les moyens de subsistance et le développement durable en Afrique subsaharienne, il est impératif de développer et de renforcer les connaissances, la coopération, les capacités et les cadres législatifs régionaux en matière de GRC. Le renforcement de la résilience aux catastrophes dans les pays et les communautés d'Afrique subsaharienne n'est pas seulement une priorité absolue, mais aussi une condition essentielle au développement socio-économique, à la paix, à la stabilité et à la croissance dans la région.

## 1.2 LE PROGRAMME DE RÉSILIENCE AUX CATASTROPHES POUR L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Plusieurs partenaires du développement de l'Afrique subsaharienne ont soutenu les efforts visant à renforcer la résilience aux catastrophes et au climat aux niveaux local, national et régional. En particulier, la Banque mondiale, l'Union européenne et plusieurs partenaires bilatéraux ont contribué à renforcer la résilience pour une croissance et un développement durables en Afrique subsaharienne, grâce à des engagements soutenus avec les gouvernements, les communautés économiques régionales, le secteur privé, la société civile, le monde universitaire et les institutions techniques. Dans le cadre d'un soutien financier antérieur, l'Union européenne (UE) et le Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP)<sup>9</sup> ont signé un accord en 2013 afin de programmer des ressources pour soutenir et accélérer l'intégration effective de la GRC dans la planification et les programmes de développement, en renforçant ses liens avec la réduction de la pauvreté et l'adaptation au changement climatique, et l'intégration des pays ACP dans l'économie régionale.

**Tableau 1. Partenaires clés pour le programme de « Renforcement de la résilience aux aléas naturels dans les régions, les pays et les communautés d'Afrique subsaharienne »**

### INSTITUTION

#### APERÇU ET RÔLE



#### UNION EUROPÉENNE (UE)

L'UE a conclu l'Accord de Cotonou en 2000 avec le Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Le programme dont les résultats et les réalisations sont décrits dans cette publication a été financé par le Fonds européen de développement.



#### ORGANISATION DES ÉTATS D'AFRIQUE, DES CARAÏBES ET DU PACIFIQUE (OEACP)

Le Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, institué par l'Accord de Georgetown en 1975, compte parmi ses membres tous les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, à l'exception de Cuba. En avril 2020, le groupe a été reconnu comme une organisation internationale sous le nom de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP).



#### FACILITÉ MONDIALE POUR LA PRÉVENTION DES CATASTROPHES ET LE RELÈVEMENT (GFDRR)

Le GFDRR est un partenariat mondial et un mécanisme de financement par subvention, géré par la Banque mondiale. Il fournit une assistance technique et des services de renforcement des capacités pour soutenir la mise en œuvre du Cadre de Sendai en intégrant la GRC, l'ACC et le relèvement résilient dans les stratégies de développement et les investissements.

<sup>8</sup> Forum économique mondial. Le rapport sur les risques mondiaux 2016. 11e édition. 2016. Genève

<sup>9</sup> Nommé le Secrétariat de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP) depuis avril 2020.

Dans le cadre de cet accord, le programme « **Renforcement de la résilience aux aléas naturels dans les régions, les pays et les communautés d'Afrique subsaharienne** » a été créé en 2014, soulignant le partenariat entre la Commission de l'Union africaine, les communautés économiques régionales et les pays d'Afrique subsaharienne, et l'UE. L'objectif était de **renforcer la résilience des régions, des pays et des communautés d'Afrique subsaharienne face aux impacts des catastrophes naturelles**, y compris les impacts potentiels du changement climatique sur la réduction de la pauvreté et le développement durable.

Le programme de 80 millions d'euros a été financé par le 10<sup>e</sup> Fonds européen de développement et couvrait cinq domaines de résultats (voir le tableau 2 ci-dessous) en soutien au Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (RRC) sur une période de cinq ans (2015 à 2020 prolongé d'un an en raison de la pandémie de Covid-19). Il a facilité la mise en œuvre du Cadre grâce à un accompagnement complet en matière d'identification des risques, d'évaluation des risques, de réduction des risques, de préparation aux catastrophes, de financement des risques de catastrophes et de relèvement résilient. L'objectif de ce rapport est de présenter les réalisations du à retirer Résultat 2 (R2) du programme.

## Tableau 2. Aperçu du programme « Renforcement de la résilience aux aléas naturels dans les régions, les pays et les communautés d'Afrique subsaharienne » et de ses partenaires de mise en œuvre

### NOM DU PROGRAMME

Renforcement de la résilience aux aléas naturels dans les régions, les pays et les communautés d'Afrique subsaharienne

### OBJECTIF DU PROGRAMME

Renforcer la résilience aux aléas naturels dans les régions, les pays et les communautés d'Afrique subsaharienne

Mis en œuvre par la Commission de l'Union africaine (CUA) et le Bureau des Nations Unies pour la RRC (UNDRR).

#### RÉSULTAT 1

Programme d'action élargi pour la mise en œuvre de la stratégie régionale africaine pour la RRC.

Mis en œuvre par la Facilité mondiale pour la prévention des catastrophes et le relèvement (GFDRR).

#### RÉSULTAT 2

**Les Communautés économiques régionales africaines disposent de capacités opérationnelles de coordination, de planification et de conseil politique en matière de RRC pour soutenir leurs États membres respectifs et les programmes régionaux et sous-régionaux.**

Mis en œuvre par la Banque africaine de développement (BAD).

#### RÉSULTAT 3

Les capacités de base des centres climatiques nationaux et régionaux sont améliorées pour répondre aux besoins des agences de GRC et des secteurs socio-économiques en matière d'utilisation efficace des services météorologiques et climatiques, ainsi que des systèmes d'alerte précoce (SAP) en temps réel et axés sur les communautés.

Mis en œuvre par l'UNDRR.

#### RÉSULTAT 4

Les pays africains ont amélioré leur connaissance des risques en rassemblant des données historiques sur les catastrophes afin de mieux évaluer et modéliser les risques futurs.

Mis en œuvre par la GFDRR.

#### RÉSULTAT 5

Des stratégies de financement multirisques sont élaborées aux niveaux régional, national et local afin d'aider les pays africains à prendre des décisions fondées et à atténuer l'impact socio-économique, budgétaire et financier des catastrophes.

## 1.3 PLUS FORTS ENSEMBLE - UNE APPROCHE INTERRÉGIONALE DE LA GESTION DES RISQUES DE CATASTROPHE

Le Cadre de Sendai reconnaît le rôle central de la coopération régionale dans la réduction des risques de catastrophe et l'importance de renforcer les mécanismes régionaux et nationaux pour soutenir les politiques et les stratégies, partager les informations et promouvoir l'apprentissage mutuel, la formation et le renforcement des capacités.

Pour soutenir cet aspect du Cadre de Sendai, le domaine de Résultat 2 (R2) du programme a soutenu les Communautés économiques régionales (CER) africaines suivantes :

- Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC)
- Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)
- Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD)
- Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC)



Peter Kapuscinski / Banque mondiale. Des agriculteurs récoltent leurs cultures près de Kisumu, au Kenya. 2015. Image en ligne. Flickr.



## APERÇU DES COMMUNAUTÉS ÉCONOMIQUES RÉGIONALES D'AFRIQUE SUBSAHARIENNE

### LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE DES ÉTATS DE L'AFRIQUE CENTRALE (CEEAC)

**Fondée en :** 1983. A obtenu le statut de Commission en 2020.

**Siège social :** Libreville, Gabon.

**11 États membres :** Angola, Burundi, Cameroun, République centrafricaine, République du Congo, République démocratique du Congo, Gabon, Guinée équatoriale, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe et Tchad,

**Total de la population :** 204 millions (2020)<sup>1</sup>,

**Site Web :** <https://ceeac-eccas.org/>

**L'unité en charge de la GRC et de l'ACC à la CEEAC est hébergée au sein du Département en charge de l'Environnement, des Ressources Naturelles, de l'Agriculture et du Développement Rural.**

Les **composantes** du programme du Résultat 2 de la CEEAC:

01. Renforcer la connaissance régionale des aléas, de la vulnérabilité et des risques par la cartographie des aléas transfrontaliers ;
02. Renforcer les capacités régionales et nationales de RRC et d'ACC ;
03. Renforcer le dialogue politique et la législation en matière de RRC et d'ACC ;
04. Renforcer la capacité régionale d'intervention, d'évaluation et de planification de la reconstruction après une catastrophe ; et
05. Renforcer les capacités techniques et de gestion du Secrétariat de la CEEAC.



<sup>1</sup> CNUCED. 2021. Population totale et urbaine, annuelle. <https://unctadstat.unctad.org/wds/TableViewer/tableView.aspx?ReportId=97>

## LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE DES ÉTATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (CEDEAO)

**Fondée en :** 1975 par le Traité de Lagos.

**Siège social :** Abuja, Nigeria.

**15 États membres :** Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone et Togo.

**Total de la population :** 397 millions (2020)<sup>1</sup>.

**Site Web :** <https://www.ecowas.int/>

**L'unité RRC de la CEDEAO est hébergée au sein de la Direction des Affaires Humanitaires et Sociales, sous la direction générale du Commissaire en charge des Affaires sociales et du Genre.**

Les **composantes** du programme du Résultat 2 de la CEDEAO :

01. Renforcer les politiques et les institutions de GRC aux niveaux national et régional ;
02. Renforcer les capacités régionales de gestion des inondations ;
03. Améliorer la planification régionale du relèvement après une catastrophe ; et
04. Renforcer la capacité et la coordination pour la GRC.



<sup>1</sup> CNUCED. 2021. Population totale et urbaine, annuelle. <https://unctadstat.unctad.org/wds/TableViewer/tableView.aspx?ReportId=97>

## L'AUTORITÉ INTERGOUVERNEMENTALE POUR LE DÉVELOPPEMENT (IGAD)

**Fondée en :** 1986 pour faire face à la sécheresse et à la désertification dans la Corne de l'Afrique.

**Siège social :** Djibouti, Djibouti.

**8 États membres :** Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Ouganda, Somalie, Soudan et Soudan du Sud.

**Total de la population :** 290 millions (2020)<sup>1</sup>.

**Site Web :** <https://igad.int/> and <https://www.icpac.net/>

**L'unité de GRC de l'IGAD est hébergée par le Centre de prévision et d'applications climatologiques (ICPAC) de l'IGAD à Nairobi, au Kenya.**

Les **composantes** du programme du Résultat 2 de l'IGAD:

01. Renforcer la capacité de l'IGAD à mener le programme de GRC et d'ACC de la région, et celle des États membres de l'IGAD à mettre en œuvre des interventions de GRC et d'ACC pour améliorer la résilience aux aléas naturels ;
02. Renforcer la capacité de coordination de la GRC et de l'ACC dans la région de l'IGAD ; et
03. Renforcer l'unité de GRC de l'IGAD.



<sup>1</sup> CNUCED. 2021. Population totale et urbaine, annuelle. <https://unctadstat.unctad.org/wds/TableViewer/tableView.aspx?ReportId=97>



## LA COMMUNAUTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE AUSTRALE (SADC)

**Fondée en :** 1980.

**Siège social :** Gaborone, Botswana.

**16 États membres :** Afrique du Sud, Angola, Botswana, Comores, République démocratique du Congo, Eswatini, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Seychelles, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe.

**Total de la population :** 363 millions (2020)<sup>1</sup>.

**Site Web :** <https://www.sadc.int/>

**L'unité RRC est hébergée au sein du Secrétaire exécutif adjoint, Intégration régionale.**

Les **composantes** du programme du Résultat 2 de la SADC:

01. Renforcer la préparation et la réponse institutionnelles aux catastrophes au niveau régional ainsi que les mécanismes de coordination ;
02. Rendre opérationnels les systèmes d'information et de connaissances de la RRC au niveau national et régional ;
03. Renforcer le programme régional de plaidoyer et de développement des capacités de RRC ;
04. Renforcer l'intégration de la RRC dans la planification et les stratégies de développement ; et
05. Renforcer la capacité de mise en œuvre et de coordination du Secrétariat de la SADC.



<sup>1</sup> CNUCED. 2021. Population totale et urbaine, annuelle. <https://unctadstat.unctad.org/wds/TableView/tableView.aspx?ReportId=97>

Les CER d'Afrique subsaharienne sont des « nœuds » d'intégration régionale aux niveaux politique et économique, et jouent un rôle clé en facilitant la collaboration de leurs États membres respectifs avec la Commission de l'UA pour promouvoir la croissance, la paix et la stabilité. En tant qu'institutions régionales représentant les États membres, les CER ont veillé à ce que les éléments et les activités du programme R2 soient adaptés au contexte sous-régional tout en conservant une approche régionale. Les CER ont la responsabilité de partager les connaissances régionales de RRC, de promouvoir les bonnes pratiques, de coordonner les actions de préparation et d'intervention, et de formuler des politiques et des stratégies régionales de RRC.

Le programme du Résultat 2 a été conçu pour atteindre son objectif de développement en :

01. Renforçant les capacités de coordination des CER afin de faire progresser l'agenda régional en matière de GRC ;
02. Renforçant les capacités des CER en matière de planification, de conseils stratégiques et de diffusion des connaissances, pour que les CER appuient leurs États membres respectifs à prendre des décisions éclairées sur le renforcement de la résilience aux catastrophes, et pour qu'elles apportent un meilleur appui aux programmes régionaux et sous-régionaux de GRC ; et
03. Mettant à disposition une plateforme de sensibilisation pour améliorer la coopération et le travail en réseau entre établissements techniques mondiaux, régionaux et nationaux.

Les résultats attendus du programme du Résultat 2 sont les suivants :

- a. Opérationnalisation des stratégies de RRC des CER conformément à leurs plans d'action respectifs, en s'appuyant sur les réalisations d'initiatives de GRC précédentes ;
- b. Amélioration des connaissances et de la compréhension de la GRC au niveau régional, en accordant une attention particulière au renforcement des capacités nationales de prise de décisions ;
- c. Amélioration de la coopération et du travail en réseau entre les CER d'une part et les établissements de recherche et centres techniques mondiaux, régionaux et nationaux de l'autre, en vue de renforcer la GRC et de l'intégrer dans le développement durable ;
- d. Apport de conseils et d'assistance technique aux États membres des CER à l'élaboration de politiques et de stratégies de GRC ainsi que des programmes de prévention des risques sur le plan national ; et
- e. Amélioration des capacités régionales, en vue de soutenir les évaluations des besoins postcatastrophe (Post-Disaster Needs Assessment - PDNA) et la planification du relèvement/de la reconstruction.

Les objectifs suivants permettent de suivre la réalisation des résultats attendus :

- Les quatre CER africaines ont rendu opérationnelles leurs stratégies de RRC en conformité avec leurs plans d'action respectifs, en s'appuyant sur les réalisations d'initiatives de GRC précédentes ;
- Au moins huit ateliers de formation sous-régionaux ont été organisés sous la direction de leurs CER concernées. ;
- Les quatre CER africaines ont renforcé leurs capacités de conseil et d'apport d'assistance technique à leurs États membres en vue d'élaborer des politiques et stratégies nationales de GRC et des programmes de prévention des risques ; et
- Les quatre CER ont développé et/ou amélioré leurs capacités à soutenir leurs États membres respectifs à entreprendre des évaluations des besoins post-catastrophe (PDNA) et la planification du relèvement.

Les CER participantes disposent d'unités dédiées à la GRC pour soutenir l'intégration des politiques régionales de GRC dans les stratégies, les politiques et la planification du développement national. Ces unités sont responsables du renforcement des capacités, de l'assistance technique et des fonctions de coordination pour renforcer les institutions nationales de RRC afin de sensibiliser, de mettre en œuvre des mesures de RRC et de mener des actions pour une plus grande résilience aux risques climatiques et de catastrophes. Au cours de la mise en œuvre du programme R2, les unités de GRC ont collaboré étroitement avec un large éventail de partenaires mondiaux, régionaux et nationaux, le secteur privé, la société civile, les institutions techniques et universitaires, les autorités des bassins fluviaux, etc.

La CEEAC, la CEDEAO et l'IGAD disposaient chacune d'un poste régulier d'agent de GRC dans leur structure lorsque le programme a été lancé, et ont construit leur unité d'exécution du projet (PIU) autour de ce poste. La SADC n'avait pas de poste régulier financé pour la GRC lorsque le programme a débuté, et pendant la mise en œuvre, elle a créé des postes réguliers pour gérer les activités de la GRC en plus de l'unité d'exécution du projet financée par le programme.

## 1.4 STRUCTURE DU RAPPORT

Ce rapport présente les principales réalisations du Résultat 2 du programme « Renforcement de la résilience aux aléas naturels dans les régions, les pays et les communautés d'Afrique subsaharienne ». Basé sur un examen méticuleux des documents du programme et sur plus de 30 entretiens avec les principales parties prenantes, le rapport est façonné par les témoignages et les récits de certains des principaux acteurs. Le rapport essaie également de résumer les enseignements tirés et les recommandations, en guise de conclusion tournée vers l'avenir. Il ne s'agit pas d'un rapport de suivi et d'évaluation. Le tableau 3 ci-dessous présente les points saillants et les principales réalisations du programme dans les différentes CER participantes.

**Tableau 3. Aperçu des différents résultats attendus du programme.**

RÉSULTAT ATTENDU	CEEAC	CEDEAO	IGAD	SADC
R1	Réseau des parlementaires d'Afrique centrale pour la réduction des risques de catastrophe et d'adaptation aux changements climatiques (REPARC)	Stratégie et plan d'action de RRC sensibles au genre	Cadre politique pour l'intégration de la GRC et de l'ACC	Conférence sur la RCC de la SADC
R2	Évaluation régionale des aléas, de la vulnérabilité et des risques pour l'Afrique centrale	Stratégie de gestion des risques d'inondation de la CEDEAO	Initiative pour une agriculture intelligente face au climat au Kenya	Planification de la résilience urbaine en Afrique australe
R3	Renforcement des capacités et pratique de la recherche en Afrique centrale	Forums Hydromet régionaux et conférences	Formation à l'évaluation des risques à l'aide des SIG et des outils d'observation de la terre	Recherche sur la pratique de la RRC en Afrique australe
R4	Stratégies en matière de RRC dans 5 États membres	Formation à l'évaluation rapide après une catastrophe au Togo	Stratégies en matière de RRC pour le Soudan, le Soudan du Sud et la Somalie	Leçons tirées et soutien après une catastrophe au Malawi, au Mozambique et au Zimbabwe après les cyclones Idai et Kenneth
R5	Formations PDNA			



## 2. RENFORCEMENT DU DIALOGUE ET DES POLITIQUES EN MATIÈRE DE RRC AU NIVEAU RÉGIONAL



©Jessica Tinkler, Côte d'Ivoire. 2017.

## 2. RENFORCEMENT DU DIALOGUE ET DES POLITIQUES EN MATIÈRE DE RRC AU NIVEAU RÉGIONAL

### RÉSULTAT ATTENDU #1 : OPÉRATIONNALISATION DES STRATÉGIES DE GRC DES CER CONFORMÉMENT À LEURS PLANS D'ACTION RESPECTIFS, EN S'APPUYANT SUR LES RÉALISATIONS D'INITIATIVES DE GRC PRÉCÉDENTES.

Dans le cadre de ce résultat attendu, la CEEAC, la CEDEAO, l'IGAD et la SADC ont mis la priorité sur l'alignement de leurs politiques et stratégies régionales respectives en matière de RRC sur le Cadre de Sendai pour la RRC. Validées par leurs États membres, les stratégies régionales de RRC des CER ont joué un rôle déterminant dans l'intégration de questions transversales telles que le genre, les questions sociales, la santé et le changement climatique, dans le but principal de développer des politiques et des stratégies régionales communes et d'aider les États membres à renforcer la préparation, l'atténuation, la réponse et le relèvement. L'élaboration de stratégies régionales et nationales de RRC fait référence à la cible E du Cadre de Sendai : « Augmenter substantiellement le nombre de pays dotés de stratégies nationales et locales de gestion des risques de catastrophe » (UNDRR, 2015). Toutes les actions et les résultats connexes (résultats et réalisations) du programme sont interconnectés avec son résultat attendu #1.

En tant qu'outils politiques d'orientation, les stratégies régionales de RRC s'articulent autour d'objectifs et d'indicateurs tangibles, accompagnés de délais réalistes. Les stratégies servent également d'outils de planification et permettent le suivi et l'évaluation des objectifs définis. En outre, la CEEAC, la CEDEAO, l'IGAD et la SADC ont apporté des conseils et un soutien à leurs États membres dans l'élaboration de stratégies nationales de GRC, de politiques et de plans d'action de RRC conformes aux politiques et stratégies régionales.



UN Habitat CityRAP, Mozambique



## 2.1 PRINCIPALES RÉALISATIONS DES CER DANS LE CADRE DU RÉSULTAT ATTENDU #1

Les CER participantes, par l'intermédiaire de leurs unités de RRC respectives, ont soutenu une série d'activités qui ont renforcé le dialogue et les politiques sur la RRC dans leurs régions. Les deux catégories de politiques suivantes sont particulièrement importantes :

- a. Les politiques, stratégies et plans d'action génériques en matière de RRC qui visaient à ventiler les objectifs du Cadre de Sendai en objectifs et actions spécifiques et sous-régionaux. En effet, l'une des premières actions soutenues dans le cadre du programme a été la participation de toutes les CER à la Troisième conférence mondiale sur la RRC en mars 2015 à Sendai, au Japon, afin de renseigner le document de politique mondiale sur la RRC avec les perspectives sous-régionales de l'Afrique subsaharienne. Les recommandations politiques et les objectifs du Cadre de Sendai ont ensuite été repris aux niveaux régional et sous-régional et ont contribué aux stratégies sous-régionales respectives avec le soutien du programme.
- b. Les stratégies et plans d'action spécifiques sur le rôle des femmes, des jeunes et des autres groupes vulnérables dans la réduction des risques, la préparation et la réponse aux catastrophes qui découlent des politiques génériques. Ce domaine prioritaire a été largement pris en compte par toutes les CER, qui ont mis en place des stratégies et des plans d'action en faveur du genre adaptés à leurs contextes sous-régionaux en utilisant des normes et une méthodologie communes. Par exemple, étant donné que le plan d'action 2015-2030 de la CEDEAO en matière de RRC définissait déjà des actions spécifiques fondées sur le genre, l'initiative s'est concentrée sur des orientations supplémentaires concernant le contexte et la mise en œuvre des actions en matière de genre dans la région.

Toutes les actions et les résultats attendus sont regroupés selon les quatre rubriques suivantes :

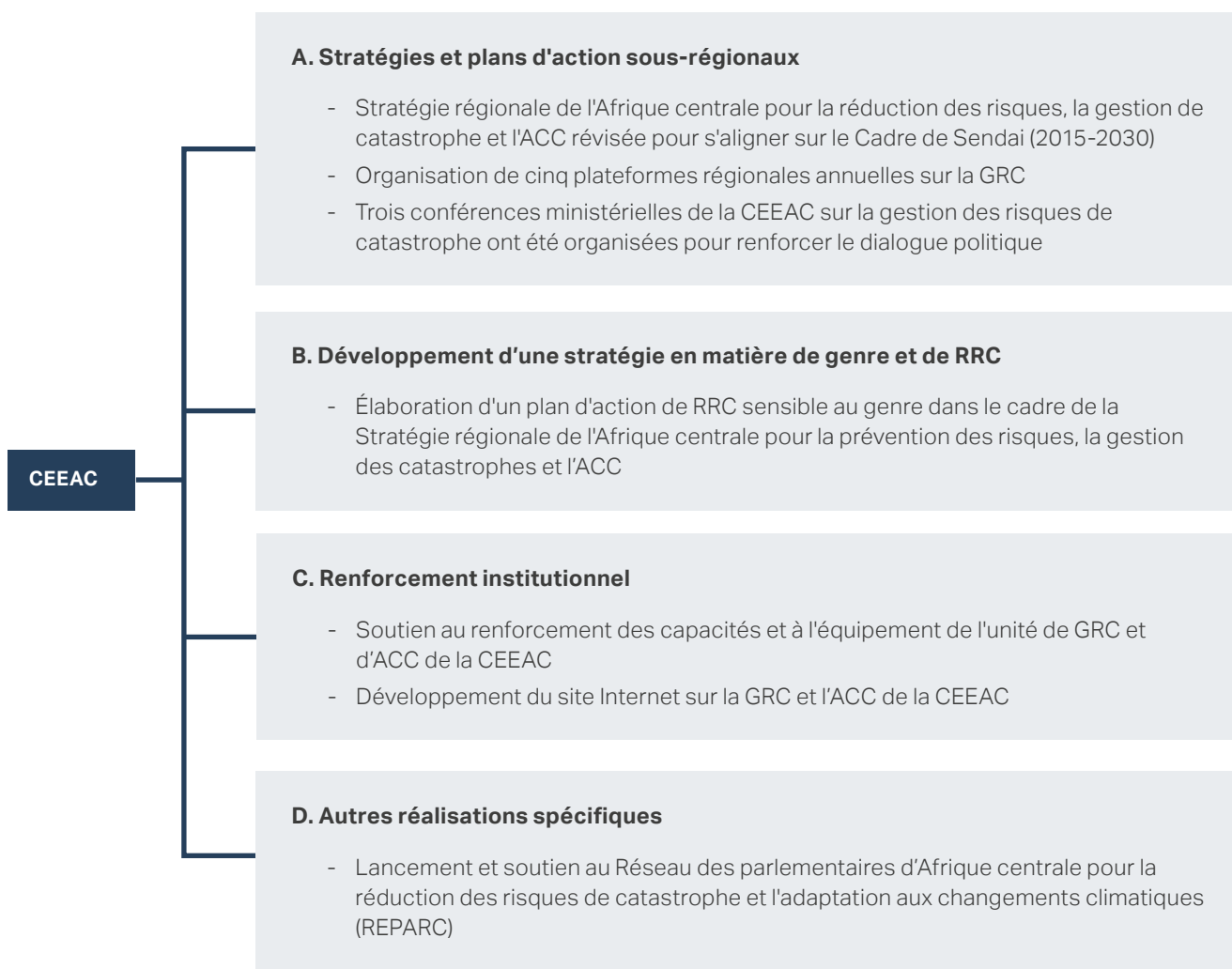
- A. Politiques, stratégies et plans d'action sous-régionaux en matière de GRC
- B. Stratégies et plans d'action en matière de genre
- C. Renforcement institutionnel
- D. Autres réalisations spécifiques



Isabelle Forge/ Banque mondiale, 2020



## CEEAC



## A. STRATÉGIES ET PLANS D'ACTION SOUS-RÉGIONAUX

Le programme a aidé la CEEAC à mettre à jour la Stratégie régionale de l'Afrique centrale pour la RRC et l'ACC afin de s'aligner sur le Cadre de Sendai pour la RRC. Celle-ci a ensuite été traduite et imprimée dans les quatre langues officielles de la CEEAC. Le programme a soutenu cinq plateformes régionales annuelles de GRC : en 2015 à Kinshasa, en 2016 à Yaoundé, en 2017 à Brazzaville, début 2019 à Bujumbura et en 2019 à Kinshasa. Chaque plateforme a réuni en moyenne 80 participants, dont les points focaux RRC, climat, eau et météorologie, des représentants du gouvernement, du secteur privé, des universités, des organisations communautaires, des organisations de la société civile (y compris des groupes de femmes et de jeunes), des parlementaires et des partenaires du développement tels que l'UE.

Les réunions ont contribué à mettre à jour le Plan d'action de l'Afrique centrale pour la RRC conformément au Plan d'action africain pour la RRC, à déterminer les priorités des activités et à renforcer l'intégration de la RRC dans les législations nationales. Les plateformes ont proposé des recommandations sur la voie à suivre pour le Secrétariat de la CEEAC, les États membres et les partenaires, concernant la nécessité de renforcer les capacités en matière de GRC et d'ACC et de renforcer les services hydrométéorologiques.

La conférence des ministres de la CEEAC en charge de la GRC est organisée tous les deux ans en marge de la plateforme régionale. Au cours du programme, trois réunions ministérielles ont eu lieu (en 2015, 2017 et 2019). Le communiqué de la 4<sup>e</sup> conférence ministérielle de 2019 a fourni des recommandations pour des plans d'urgence pour le Rwanda et la RDC pour la gestion des risques volcaniques ; pour la mise en place de mécanismes de financement pour les interventions en cas de catastrophe dans la CEEAC ; pour l'intégration du genre dans les activités de GRC des États membres de la CEEAC ; et pour l'intégration de la GRC dans les programmes universitaires. Le programme a fourni des ressources pour le suivi des recommandations sur l'intégration de la dimension de genre et la formation à la gestion des risques de catastrophe.

## B. DÉVELOPPEMENT D'UNE STRATÉGIE EN MATIÈRE DE GENRE ET DE RRC

Le plan d'action de RRC de la CEEAC sensible au genre a été élaboré pour aider à lutter contre la disparité entre les sexes dans le domaine de la RRC en intégrant le genre dans les différentes activités de RRC. Son objectif était de guider les États membres de la CEEAC sur les méthodes et les actions visant à améliorer l'inclusion économique, sociale et culturelle des femmes dans la RRC. La stratégie et le plan d'action de la CEEAC en matière de GRC ont été adoptés lors d'un atelier de validation organisé par la CEEAC à Libreville en 2020. L'atelier a réuni 59 participants, dont 29 femmes de tous les États membres de la CEEAC. Il a été le tremplin de la CEEAC pour l'intégration du genre dans sa Stratégie régionale de RRC et d'ACC.

## C. RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL

Le programme a facilité la création d'une unité en charge de la GRC et de l'ACC au sein du Secrétariat de la CEEAC. Il a également contribué à la mise en place d'une unité d'exécution du projet (PIU) entièrement équipée pour soutenir le coordonnateur de GRC. L'unité était composée d'un spécialiste en GRC, d'un jeune expert en GRC, d'un assistant financier, d'un analyste chargé des passations de marchés, d'un spécialiste en suivi et évaluation et d'un assistant comptable.

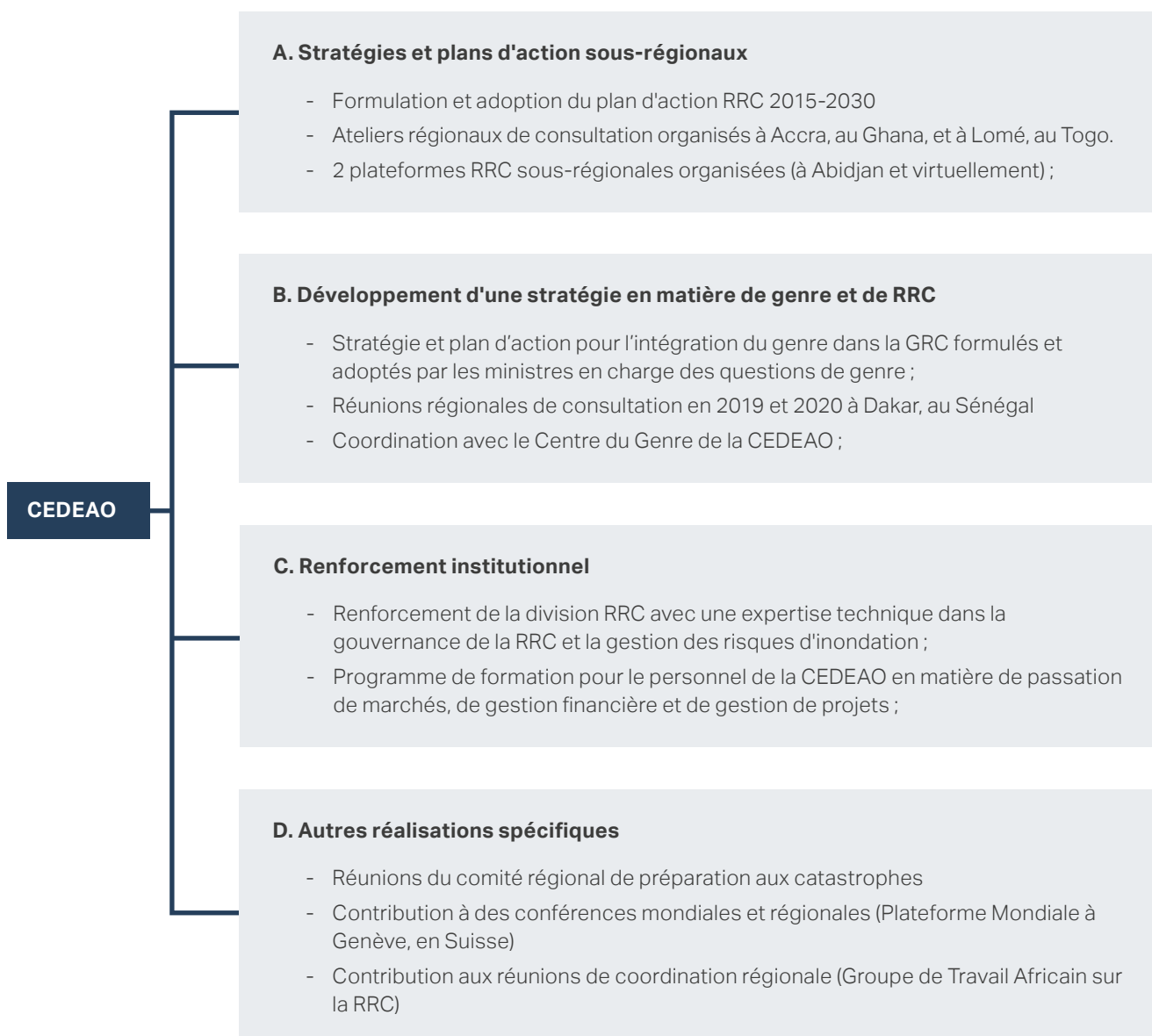
Le programme a soutenu le développement du site Internet de la CEEAC sur la RRC (<http://www.grc-ceeac.org/>), qui a été mis en ligne avec des données et des vidéos pertinentes en 2020. Les principales réalisations sont régulièrement publiées et le site est mis à jour avec les informations du Centre d'application et de prévisions climatologiques de l'Afrique centrale (CAPC-AC) basé à Douala.

## D. AUTRES RÉALISATIONS SPÉCIFIQUES

La CEEAC a lancé son Réseau des parlementaires d'Afrique centrale pour la RRC et l'ACC (REPARC) en 2015. Le programme a soutenu la participation du groupe à des événements régionaux et internationaux, donnant ainsi l'occasion à ses membres de mieux comprendre les questions et les enjeux en matière de GRC/ACC afin de mener les programmes de résilience aux catastrophes et au climat dans leurs circonscriptions, parlements et gouvernements respectifs.

Le REPARC a été un mécanisme de plaidoyer important pour accélérer la sensibilisation et l'échange de connaissances sur la GRC et l'ACC au sein des parlements nationaux, et pour accélérer les processus législatifs visant à institutionnaliser ces impératifs de développement dans la planification et les politiques de développement national.

## CEDEAO



## A. STRATÉGIES ET PLANS D'ACTION SOUS-RÉGIONAUX

La formulation de politiques et de stratégies régionales de RRC rassemblant les États membres de la CEDEAO autour d'une vision, d'une politique et d'une stratégie de mise en œuvre communes a été l'une des actions clés du programme en Afrique de l'Ouest. Le plan d'action RRC de la CEDEAO 2015-2030 a été formulé à la suite d'une série de consultations avec des experts des États membres en 2015 (Lomé) et en 2016 (Accra). Il fournit une vue d'ensemble des objectifs quantifiables, des actions sensibles au genre et du budget de mise en œuvre, et est aligné sur le Cadre de Sendai.

La CEDEAO a organisé consécutivement des plateformes régionales de RRC avec des experts des États membres, du monde universitaire, de la société civile, des institutions techniques, des partenaires du développement et du secteur privé en 2018 (Abidjan) et 2021 (virtuel) lors des Forums Hydromet.



## B. DÉVELOPPEMENT D'UNE STRATÉGIE EN MATIÈRE DE GENRE ET DE RRC

Suite à l'élaboration du plan d'action 2015-2030 de la CEDEAO sur la RRC, les parties prenantes ont demandé au groupe régional d'élaborer une stratégie et un plan d'action pour l'intégration du genre dans la GRC afin de guider la mise en œuvre d'un plan d'action sensible au Genre et de fournir une base analytique pour les actions relatives au genre. Sous la direction du Centre du Genre de la CEDEAO à Dakar, des consultations avec les parties prenantes régionales ont été menées en 2019 et 2020. Une stratégie et un plan d'action pour l'intégration du genre dans la GRC ont finalement été adoptés par les ministres en charge des questions de genre en 2021 lors du Forum Hydromet et de la plateforme sous-régionale de RRC de la CEDEAO.

## C. RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL

Le programme a renforcé le département aux affaires humanitaires de la CEDEAO avec une expertise supplémentaire en matière de gouvernance de la RRC et de gestion des risques d'inondation. De 2018 à 2021, le programme a soutenu deux experts à long terme pour assurer la mise en œuvre en temps opportun de toutes les actions et gérer le dialogue politique régional sur la RRC et la gestion des risques d'inondation. En outre, le programme a soutenu la formation des experts de la CEDEAO impliqués dans la mise en œuvre du projet en matière de gestion de projet, de passation de marchés et de gestion financière.

## D. AUTRES RÉALISATIONS SPÉCIFIQUES

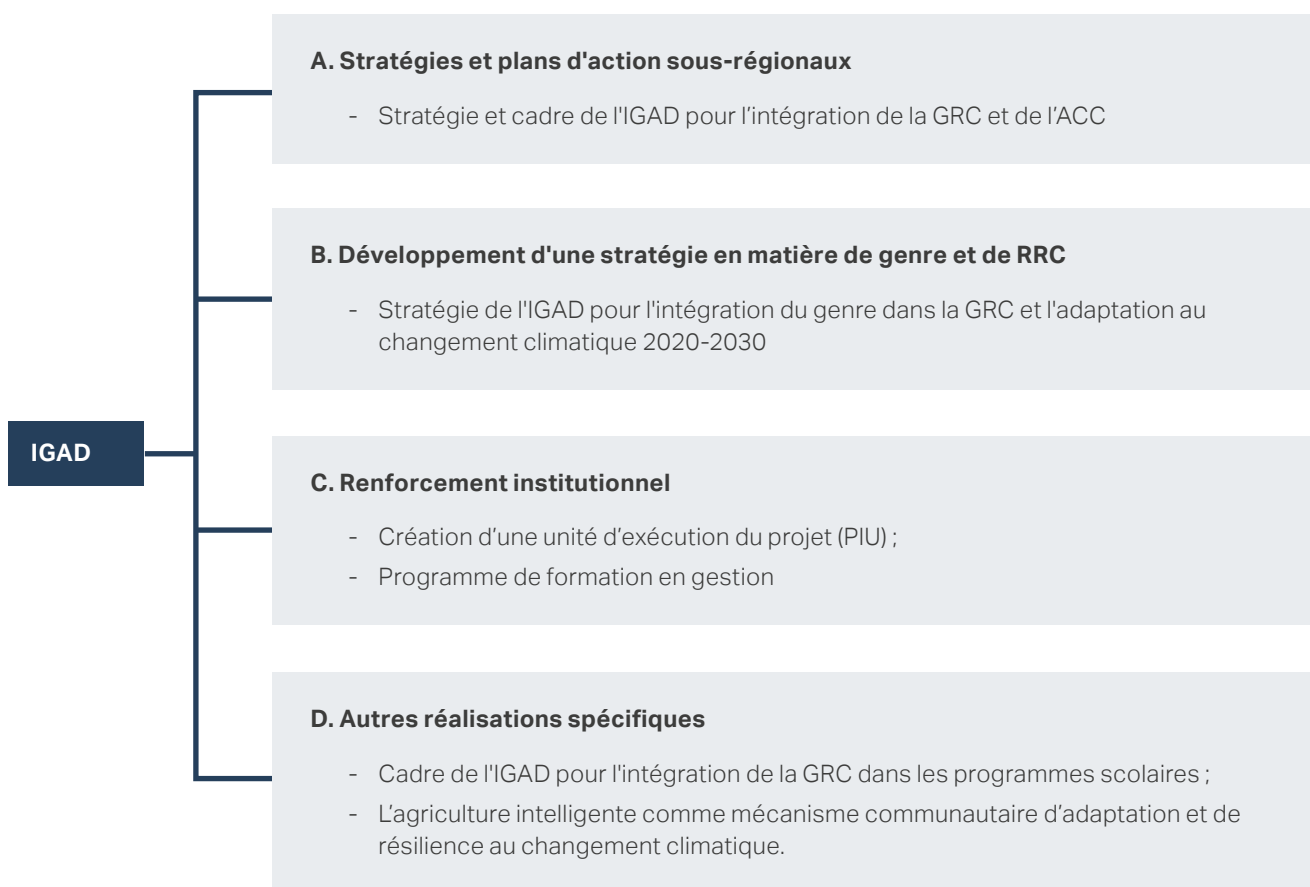
La CEDEAO a joué un rôle de premier plan dans l'élaboration des politiques en Afrique de l'Ouest. Le groupe a organisé la consultation régionale du Comité de gestion des catastrophes en Afrique de l'Ouest genre en 2017 à Monrovia, en collaboration avec les partenaires techniques, la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (IFRC), le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), le Bureau sous-régional de la CEA pour l'Afrique de l'Ouest (CEA-SROWA) et l'Agence nationale de gestion de catastrophes (NDAMA) du Libéria. L'objectif de la réunion était d'identifier les moyens de renforcer de manière permanente la capacité des gouvernements et des institutions à améliorer les efforts de préparation et à intervenir efficacement à la suite de catastrophes naturelles et anthropiques, y compris les risques climatiques affectant les communautés vulnérables.

Les experts de la CEDEAO ont également participé à la 3e Conférence mondiale sur la RRC à Sendai, au Japon, en 2015, et à la Plateforme mondiale pour la RRC en 2019 à Genève. Ils ont également participé régulièrement au groupe Groupe de Travail Africain sur la RRC, accueilli par l'UNDRR et la Commission de l'UA, dans le but de traduire les politiques mondiales en actions régionales et sous-régionales.



Banque mondiale. Femmes de l'Association Délaal. 2015. Image en ligne. Flickr.

## IGAD



## A. STRATÉGIES ET PLANS D'ACTION SOUS-RÉGIONAUX

Le programme a soutenu l'unité RRC de l'IGAD dans le développement et la validation de la Stratégie de gestion des risques d'inondation de l'IGAD 2020-2030. Cette stratégie vise à soutenir le développement durable au sein de la région en renforçant la résilience face aux risques d'inondation. Le cadre régional de l'IGAD pour l'intégration de la GRC et de l'ACC a été validé et adopté en 2019 pour renforcer la résilience des États membres face aux aléas hydrométéorologiques et les guider sur l'intégration de la GRC et de l'ACC.

## B. DÉVELOPPEMENT D'UNE STRATÉGIE EN MATIÈRE DE GENRE ET DE RRC

L'IGAD a validé et adopté sa stratégie en matière de genre et de GRC en mai 2020. La stratégie, qui couvre la période 2020-2030, a été l'occasion d'actualiser les activités de GRC et d'ACC en prenant en compte la dimension de genre. Elle est axée sur les rôles et responsabilités de l'IGAD, et sur son soutien aux États membres dans l'intégration du genre dans les stratégies et plans d'action de GRC. Cette stratégie s'appuie sur la stratégie de GRC de l'IGAD de 2019, qui intégrait le Cadre de Sendai.

## C. RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL

Le programme a soutenu l'IGAD dans le renforcement de son unité de RRC (basée à l'ICPAC à Nairobi) avec des capacités techniques et de mise en œuvre. Un coordonnateur de projet, expert en GRC, un responsable du suivi et de l'évaluation, un responsable financier/comptable, un responsable des passations de marchés, un assistant administratif et un chauffeur ont été recrutés pour soutenir le projet tout au long de sa mise en œuvre. Les membres de l'unité d'exécution du projet ont également reçu diverses formations en matière de gestion financière, de suivi et d'évaluation, de passation de marchés et de compétences en leadership.

## D. AUTRES RÉALISATIONS SPÉCIFIQUES

Le Cadre de l'IGAD pour l'intégration de la GRC dans les programmes scolaires a été élaboré et adopté avec le soutien du programme. Son principal objectif est de guider les États membres de l'IGAD sur la manière d'intégrer la GRC et l'ACC dans les processus visant favoriser le développement durable et la croissance économique par le biais des programmes scolaires. Cette approche met fortement l'accent sur la prévention, la préparation et le relèvement résilient.

Le programme a directement financé un projet d'agriculture intelligente face au climat à Kulan, dans l'est du Kenya, en collaboration avec la Croix-Rouge du Kenya. L'objectif du projet était d'améliorer la résilience aux catastrophes des communautés vulnérables dans les zones arides et semi-arides en promouvant des mesures en matière d'ACC et des pratiques d'agriculture intelligente face aux risques climatiques et aux catastrophes.



Arne Hoel / Banque mondiale. Une classe de primaire à Kampala. 2003. Image en ligne. Flickr.



## SADC



## A. STRATÉGIES ET PLANS D'ACTION SOUS-RÉGIONAUX

En 2020, le programme a soutenu la conférence des ministres en charge de la GRC de la SADC à Zanzibar, qui a conduit à l'adoption et au lancement du cadre stratégique régional de résilience 2020-2030 de la SADC. Ce cadre fournit une orientation politique globale pour les actions régionales visant à renforcer la résilience en Afrique australe.

Sous la direction de la SADC et de l'équipe de la Banque mondiale, DIMSUR/ONU-Habitat a été engagé pour mener une analyse régionale sur les facteurs de risque et de résilience urbaine en Afrique australe. L'étude, financée par le programme, a examiné les éléments et les politiques régionales qui contribuent à la résilience urbaine en Afrique australe. De plus, le programme a apporté un soutien concret à la planification et aux actions participatives pour le renforcement de la résilience dans six villes d'Afrique australe - Lusaka et Chipata (Zambie), Lilongwe (Malawi), Dondo (Mozambique), Fomboni (Comores) et Mutare (Zimbabwe) - dans le cadre du Plan d'action pour la résilience des villes (CityRAP).

## B. DÉVELOPPEMENT D'UNE STRATÉGIE EN MATIÈRE DE GENRE ET DE RRC

Une stratégie et un plan d'action régionaux en matière de genre ont été formulés à la suite d'une étroite collaboration entre les points focaux sur le genre des États membres, la société civile et les experts en genre et en gestion des risques de catastrophe du Secrétariat de la SADC. Le document donne la priorité aux actions qui assurent l'égalité des sexes et la sensibilité au genre dans les politiques, la planification, les plans d'action et les stratégies de RRC pour la région et propose des mesures concrètes pour l'égalité des sexes dans l'intégration de la RRC.

## C. RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL

La gestion des connaissances et de l'information a été un des principaux obstacles à la coordination des questions de GRC en Afrique australe. Le programme a soutenu le Secrétariat de la SADC dans la création d'un portail en ligne fournissant les dernières informations relatives aux politiques des États membres, aux aléas, aux risques et aux acteurs régionaux pour une coopération régionale et un échange de connaissances optimaux. Le programme a fourni un soutien pour le renforcement de l'unité RRC de la SADC en recrutant du personnel supplémentaire pour la gestion de projet, les passations de marchés et la gestion financière.

## D. AUTRES RÉALISATIONS SPÉCIFIQUES

Le programme a soutenu la première conférence régionale de la SADC sur la RRC en 2018 à Pretoria. L'événement a été accueilli par la SADC et le gouvernement d'Afrique du Sud, et a été organisé par la Banque mondiale. Avec environ 150 participants de tous les États membres de la SADC, la conférence a réuni des experts de la société civile, des partenaires du développement, des institutions universitaires et régionales pour discuter des questions émergentes sur les politiques et les pratiques en matière de GRC en Afrique australe. En 2021, le programme a également soutenu le Forum Hydromet de la SADC, organisé virtuellement par la Banque mondiale à la demande du Secrétariat de la SADC. Le Forum a réuni des experts techniques des États membres de la SADC, du Secrétariat de la SADC, des organisations de bassins fluviaux, des centres d'excellence mondiaux tels que l'Organisation météorologique mondiale (OMM), et d'autres parties prenantes. Le Forum a abouti à la formulation d'une approche commune pour moderniser les services hydrologiques, météorologiques et d'alerte précoce en Afrique australe.

Le programme a soutenu la SADC dans la formulation de lignes directrices pour l'intégration de la RRC dans les politiques sectorielles telles que l'eau, l'énergie, l'agriculture et la sécurité alimentaire. Au total, cinq « directives d'intégration » sectorielles ont été formulées, en plus de directives générales conseillant les gouvernements nationaux, régionaux et locaux, ainsi que le secteur privé, sur la manière de prendre en compte les questions de RRC dans la formulation de nouvelles politiques de développement, de plans et d'investissements.



UN Habitat CityRAP, Zambia

## 2.2 ÉTUDES DE CAS RELATIVES AU « RENFORCEMENT DU DIALOGUE ET DES POLITIQUES EN MATIÈRE DE RRC AU NIVEAU RÉGIONAL »

### ÉTUDE DE CAS : STRATÉGIE ET PLAN D'ACTION DE RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHE SENSIBLES AU GENRE

En raison des inégalités sociales et économiques, les femmes sont plus susceptibles de mourir et de souffrir d'une catastrophe que les hommes.<sup>1</sup> Parce que ce sont elles qui prennent généralement soin des personnes âgées et des enfants, les femmes ont souvent pour priorité de rester avec ces groupes plutôt que de chercher un abri en cas de catastrophe. Après une catastrophe, les femmes sont également plus susceptibles d'être confrontées à des violences domestiques et sexuelles<sup>2</sup>, ce qui explique que nombre d'entre elles évitent même de se rendre dans les abris par crainte d'être agressées et exploitées. En outre, les besoins nutritionnels spécifiques des femmes enceintes et des mères allaitantes ne peuvent souvent pas être satisfaits lorsque les sécheresses et les inondations réduisent la disponibilité de la nourriture. Dans certaines cultures, les hiérarchies alimentaires consistant à nourrir d'abord les hommes et les garçons exacerbent la situation des femmes, dont beaucoup souffrent de malnutrition.

Pour résoudre ces problèmes, les quatre CER ont entrepris de rendre leurs stratégies et leurs plans d'action régionaux de RRC sensibles au genre en s'attaquant aux causes profondes de l'inégalité entre les sexes. Le programme a soutenu les CER pour intégrer le genre dans les politiques et stratégies de GRC. Plus de 200 consultations, réunissant les points focaux RRC et genre, des universitaires et des ONG, ont été organisées avec les CER et leurs États membres pour comprendre les défis et les priorités. Qu'il s'agisse de comprendre comment l'alerte précoce doit être communiquée en fonction des besoins spécifiques des hommes et des femmes, de donner la priorité à la sécurité des femmes en cas de catastrophe ou de veiller à ce que les besoins particuliers des femmes enceintes et allaitantes soient pris en compte, les discussions ont été multiples et ont conduit la CEDEAO, la CEEAC, l'IGAD et la SADC à formuler leurs stratégies et plans d'action pour renforcer l'intégration du genre dans la RRC.

**« Comprendre les différences de besoins et de capacités entre les femmes et les hommes est essentiel pour une GRC efficace et intégrant la dimension de genre, »** déclare le Dr. Siga Fatima Jagne, Commissaire des Affaires Sociales et du Genre de la CEDEAO.

**« Nous sommes tous conscients que les catastrophes affectent différemment les hommes que les femmes : Il est maintenant temps de s'assurer que tous nos efforts, tous nos financements et tous nos programmes sont sensibles au genre »,** déclare-t-elle.<sup>3</sup>

Les participants aux ateliers de validation ont souligné la nécessité de diffuser largement les analyses et les stratégies en matière de genre et de veiller à ce que les États membres mettent à jour leurs stratégies nationales de RRC en fonction de celles-ci. Les ateliers ont en outre insisté sur la nécessité d'un plan de mise en œuvre et sur l'importance des campagnes de sensibilisation soutenues par les médias, la société civile et le secteur privé.

**« La Cette stratégie sensible au genre fournit un levier et une voie critique pour les acteurs du développement afin de planifier efficacement une intervention à l'échelle de la communauté. En tant que travailleur de premier plan en RRC, avec une expérience dans les stratégies d'intervention pour les communautés touchées, la GSAP a été appliquée dans des situations d'engagement pour planifier et reconstruire plus efficacement. Nous attendons avec impatience les opportunités futures de diffusion de ce document unique pour aider à la mise en œuvre complète de l'intégration du genre dans toutes les régions »,** déclare Tosin Victoria Apiriola-Ajayi, Directrice exécutive de l'Initiative pour l'environnement des femmes et le développement des jeunes.

1 UICN. 2008. Fiche d'information sur les statistiques relatives aux catastrophes et au genre. Disponible à l'adresse suivante : [https://www.unisdr.org/files/48152\\_disasterandgenderstatistics.pdf](https://www.unisdr.org/files/48152_disasterandgenderstatistics.pdf)

2 UICN. 2008. Fiche d'information sur les statistiques relatives aux catastrophes et au genre. Disponible à l'adresse suivante : [https://www.unisdr.org/files/48152\\_disasterandgenderstatistics.pdf](https://www.unisdr.org/files/48152_disasterandgenderstatistics.pdf)

3 Remarques de clôture du Commissaire aux Affaires Sociales et au Genre de la CEDEAO lors de l'atelier régional de validation de la Stratégie et du Plan d'Action 2020-2030 de la CEDEAO portant sur le genre de la RRC Dakar, Sénégal, 11-12 février 2020.



Le programme a directement aidé les CER à se concentrer sur l'égalité des sexes et l'intégration du genre dans les politiques, stratégies et plans d'action de RRC. Dans la SADC et l'IGAD, qui disposaient d'une stratégie de RRC existante, le dispositif a été intégré dans les stratégies existantes. Au sein de la CEDEAO, le plan d'action de RRC 2015-2030 met fortement l'accent sur les actions en matière de genre. La CEEAC a adopté un plan d'action en faveur de l'égalité des sexes en 2012 et a saisi l'occasion pour intégrer les considérations de genre dans son plan d'action de RRC.

## ÉTUDE DE CAS : RÉSEAU DES PARLEMENTAIRES D'AFRIQUE CENTRALE POUR LA RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHE ET D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES (REPARC)

Le Réseau des parlementaires pour la RRC en Afrique centrale, connu sous son acronyme REPARC, a été créé en 2015 pour aborder les mesures de RRC et d'ACC dans les 11 États membres de la CEEAC, et accroître le soutien politique pour mettre en œuvre le Cadre de Sendai et son plan d'action. Il est actuellement composé de parlementaires du Burundi, du Cameroun, de la République centrafricaine, du Tchad, de la République démocratique du Congo, de la République du Congo, de la Guinée équatoriale, du Gabon et de Sao Tomé-et-Principe.

Le programme a facilité les réunions annuelles du réseau, organisées par les parlementaires pour discuter et développer leurs connaissances sur les questions de RRC, y compris les services hydrométéorologiques. L'objectif était de sensibiliser les assemblées nationales aux risques climatiques et de catastrophes et à leur gestion efficace.

Le travail du REPARC est guidé par le Cadre de Sendai, la Stratégie régionale africaine pour la RRC et la Déclaration de Yaoundé, avec les cinq objectifs suivants :

- Faciliter l'intégration de la RRC et de l'ACC dans les lois nationales ;
- Organiser la formation et le renforcement des capacités de ses membres ;
- Promouvoir le partage d'expériences et la solidarité entre les parlementaires de la CEEAC ;
- Construire une communauté résiliente basée sur la démocratie, la justice sociale et la paix en Afrique centrale ; et
- Assurer le plaidoyer politique pour l'intégration de la RRC et de l'ACC dans les politiques nationales.

En 2016, le REPARC a tenu sa première réunion annuelle à Libreville, au Gabon, pendant l'atelier de formation au PDNA/Cadre de relèvement après une catastrophe (DRF). Les parlementaires ont discuté des progrès et des défis liés au plaidoyer et aux réglementations au niveau national. En agissant en tant que réseau régional, l'impact transversal est plus fort car les connaissances et les ressources sont partagées. Ainsi, la participation à des conférences sur la RRC et l'ACC a permis aux parlementaires de mieux apprécier les enjeux de la GRC et de renforcer la sensibilisation politique, bien que le maintien de la dynamique politique entre les réunions ait été un défi dans la période initiale.

Le rapport annuel 2020 du REPARC a mis en évidence certains progrès clés, notamment les efforts de plaidoyer réalisés auprès des populations locales et des parlementaires. Au Gabon, par exemple, un projet de loi sur la GRC sera bientôt présenté à l'Assemblée nationale, et la RRC a été incluse dans le nouveau Code des hydrocarbures et le Code de l'urbanisme. Au Congo, un réseau de la société civile sur la RRC a été lancé.

## ÉTUDE DE CAS : CADRE POLITIQUE POUR L'INTÉGRATION DE LA GRC ET DE L'ACC

Afin de résoudre les problèmes de cohérence des initiatives de GRC existantes, le programme a soutenu le développement d'une stratégie régionale de GRC dans la région de l'IGAD. La stratégie a défini la vision, la mission, les résultats, les objectifs, les principes directeurs et les cibles, conformément au Cadre de Sendai, afin d'assurer la cohérence verticale et horizontale entre les différents programmes et plans de GRC. La vision de l'IGAD (2020<sup>1</sup>) est de:

**« CRÉER UNE RÉGION OÙ LES VIES, LES BIENS ET LES MOYENS DE SUBSISTANCE SONT PROTÉGÉS CONTRE LES EFFETS NÉFASTES DES RISQUES NATURELS ET ANTHROPIQUES ».**

La stratégie vise à aider les États membres à renforcer les institutions, les capacités et les mécanismes de GRC afin d'améliorer la résilience aux risques naturels et anthropiques d'une manière holistique, sensible au genre et intégrée. Les principes directeurs de la stratégie adoptent une approche multirisques pour une prise de décision inclusive fondée sur le risque, basée sur l'échange et la diffusion de données désagrégées.

La stratégie régionale a donné un élan au Soudan du Sud, à l'Éthiopie et à la Somalie pour préparer leurs toutes premières stratégies nationales de RRC, avec le soutien du programme.

**« La mise en place d'une stratégie régionale a permis d'établir un cadre dans lequel les États membres peuvent développer leurs propres stratégies nationales de gestion des risques de catastrophe »,** a déclaré le Dr Joshua Banak, directeur général de la gestion des catastrophes et point focal national de la RRC du ministère des Affaires humanitaires et de la Gestion des catastrophes.

**« Le développement de la stratégie a été une « excellente opportunité » pour le Soudan du Sud, dont les institutions sont encore jeunes, de collaborer avec les partenaires régionaux pour commencer à intégrer la RRC »,** déclare le Dr Banak.

**« La stratégie régionale nous a permis de comprendre la portée et l'efficacité de la RRC. Elle a renforcé notre partenariat avec d'autres agences de l'ONU, des ONGI et des ONG, et nous sommes désormais bien connectés aux plateformes et forums mondiaux et régionaux de RRC. La stratégie nationale de GRC pour le Soudan du Sud a été soumise au cabinet pour approbation. C'est une étape cruciale pour nous, »** dit-il Le Dr Mahmudul, conseiller principal en politique de RRC pour le Soudan du Sud, affirme que les orientations mondiales et régionales ont été essentielles pour élaborer la stratégie nationale du pays.

**« NOUS AVONS MIS EN OEUVRE UNE APPROCHE TOUS RISQUES, TOUS SECTEURS ET TOUS NIVEAUX SOCIAUX (APPELÉE PAYAM). AVEC LE SOUTIEN DE L'IGAD, UN GROUPE DE TRAVAIL COMPOSÉ DE PLUSIEURS MINISTÈRES A DÉVELOPPÉ UNE FEUILLE DE ROUTE DE GRC. NOUS AVONS ÉTÉ DANS TOUS LES ÉTATS DU SOUDAN DU SUD AFIN D'OBTENIR DES RETOURS SUR LES POINTS À INCLURE DANS LA STRATÉGIE DE RRC. L'IGAD A ÉGALEMENT CONTRIBUÉ À LA CONCEPTION D'UNE APPROCHE PARTICIPATIVE DANS NOTRE PROCESSUS DE CONSULTATION. »**

**« Avec le soutien du programme, la stratégie et le cadre de l'IGAD en matière de RRC ont donné le ton, mais il reste encore du travail à faire pour « mieux harmoniser les activités de RRC dans toute la région et intégrer les questions transversales dans tous les secteurs sociaux et économiques du développement durable »,** conclut le Dr Banak.

<sup>1</sup> Intergovernmental Authority on Development (IGAD), 2020: IGAD Regional Strategy for Disaster Risk Management. Kenya

## ÉTUDE DE CAS : CONFÉRENCE RRC DE LA SADC

Le programme a soutenu en 2018 la première conférence RRC de la SADC à Tshwane/Pretoria, en Afrique du Sud. L'événement a rassemblé 178 participants issus des États membres de la SADC, du monde universitaire, de groupes de la société civile, d'agences des Nations Unies, du secteur privé et d'organismes donateurs pour discuter des risques et de la résilience dans la région de la SADC. De nombreuses sessions ont facilité la discussion sur les bonnes pratiques et solutions pour la coordination et la planification de la RRC en Afrique australe.

La conférence a permis de consolider les leçons tirées des programmes régionaux de RRC afin d'informer la planification future, et a mis l'accent sur les capacités régionales, la gestion des catastrophes et la coordination humanitaire. Il s'agissait d'une **« activité de gouvernance clé pour la SADC afin d'identifier les problèmes en matière de GRC et d'adopter un programme d'action »**, déclare le Dr Mmaphaka Ephraim Tau, directeur général adjoint du Centre national de gestion des catastrophes d'Afrique du Sud.

La secrétaire exécutive, le Dr Stergomena Lawrence Tax, a invité toutes les parties prenantes à mettre en œuvre les engagements de la conférence conformément aux cadres nationaux, régionaux et internationaux de RRC.

**« Nous appelons les États membres de la SADC et les partenaires financiers, techniques et universitaires à aller au-delà de l'élaboration de politiques, de plans et de stratégies pour accélérer la mise en œuvre d'actions coordonnées »**,<sup>1</sup> a indiqué le Dr Tax. Russell Dlamini, PDG de l'Agence de gestion des catastrophes d'Eswatini, qui dirigeait la délégation nationale, a déclaré que la conférence a été l'occasion de collaborer avec un **« réseau de praticiens de la RRC et de partager l'expérience de différents pays de la région. »** La conférence a également permis aux États membres de développer des partenariats et d'apprendre des défis de chacun. **« Il est important de saisir l'opportunité d'apporter des améliorations afin de susciter des changements à long terme en vue d'une plus grande intervention institutionnelle en matière de GRC et de résilience aux catastrophes »**, déclare M. Dlamini.

En conclusion, le Dr Tax a exhorté les États membres à **« accélérer la mise en œuvre des dispositions relatives à la stratégie et aux fonds régionaux de préparation et de réponse aux catastrophes, déjà approuvés, afin de prévenir et minimiser les pertes en vies humaines et des moyens de subsistance lors des futures catastrophes. »**<sup>2</sup>


Le Dr Tau a noté que la conférence a initié un soutien gouvernemental de haut niveau pour la RRC et a généré la dynamique menant à la première « réunion du Comité des ministres de la SADC responsables de la GRC », accueillie par la Tanzanie en 2021. Cette dynamique doit devenir autonome pour assurer la résilience à long terme de l'Afrique australe.



Banque mondiale. 2018. Conférence de la SADC sur la RRC.

<sup>1</sup> Secrétariat de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) 2019. Conférence régionale de la SADC sur la réduction des risques de catastrophe : La résilience pour le développement durable, 26-28 mars 2018. Pg. 6

<sup>2</sup> Ibid



# 3. RENFORCEMENT DES CONNAISSANCES SUR LES ALÉAS, LA VULNÉRABILITÉ ET LES RISQUES DE CATASTROPHES AU NIVEAU RÉGIONAL

Arne Hoel / Banque mondiale. Sol desséché au bord du Nil blanc. Khartoum, Soudan. 2005. Image en ligne. Flickr.



# 3. RENFORCEMENT DES CONNAISSANCES SUR LES ALÉAS, LA VULNÉRABILITÉ ET LES RISQUES DE CATASTROPHES AU NIVEAU RÉGIONAL

## RÉSULTAT ATTENDU #2 : AMÉLIORATION DES CONNAISSANCES ET DE LA COMPRÉHENSION DE LA GRC AU NIVEAU RÉGIONAL, EN ACCORDANT UNE ATTENTION PARTICULIÈRE AU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS NATIONALES DE PRISE DE DÉCISIONS (COMPRÉHENSION DES RISQUES)

Avec environ 157 millions de personnes touchées par des catastrophes en Afrique entre 2008 et 2018, les économies et les moyens de subsistance du continent sont particulièrement vulnérables aux aléas naturels. Mais la connaissance et la compréhension des dangers sous-jacents, de la vulnérabilité et des risques transfrontaliers sont insuffisantes et inégales. C'est la raison pour laquelle l'action prioritaire 1 du Cadre de Sendai souligne la nécessité d'investir dans la compréhension des risques, en indiquant:

« LA GESTION DES RISQUES DE CATASTROPHE DOIT ÊTRE FONDÉE SUR UNE COMPRÉHENSION DES RISQUES DE CATASTROPHE DANS TOUTES LEURS DIMENSIONS DE VULNÉRABILITÉ, DE CAPACITÉ, D'EXPOSITION DES PERSONNES ET DES BIENS, DES CARACTÉRISTIQUES DES ALÉAS ET DE L'ENVIRONNEMENT. » (UNDRR, 2015).

Dans ce contexte, le programme R2 a aidé les CER à évaluer les risques, à établir une cartographie des risques transfrontaliers et régionaux, à comprendre les vecteurs du risque urbain et de la résilience, et à apprendre les bonnes pratiques sur la prévision des inondations. L'objectif était de permettre la formulation d'une politique régionale et de plans d'action sur la résilience tenant compte des risques.

## 3.1 PRINCIPALES RÉALISATIONS DES CER DANS LE CADRE DU RÉSULTAT ATTENDU #2 :

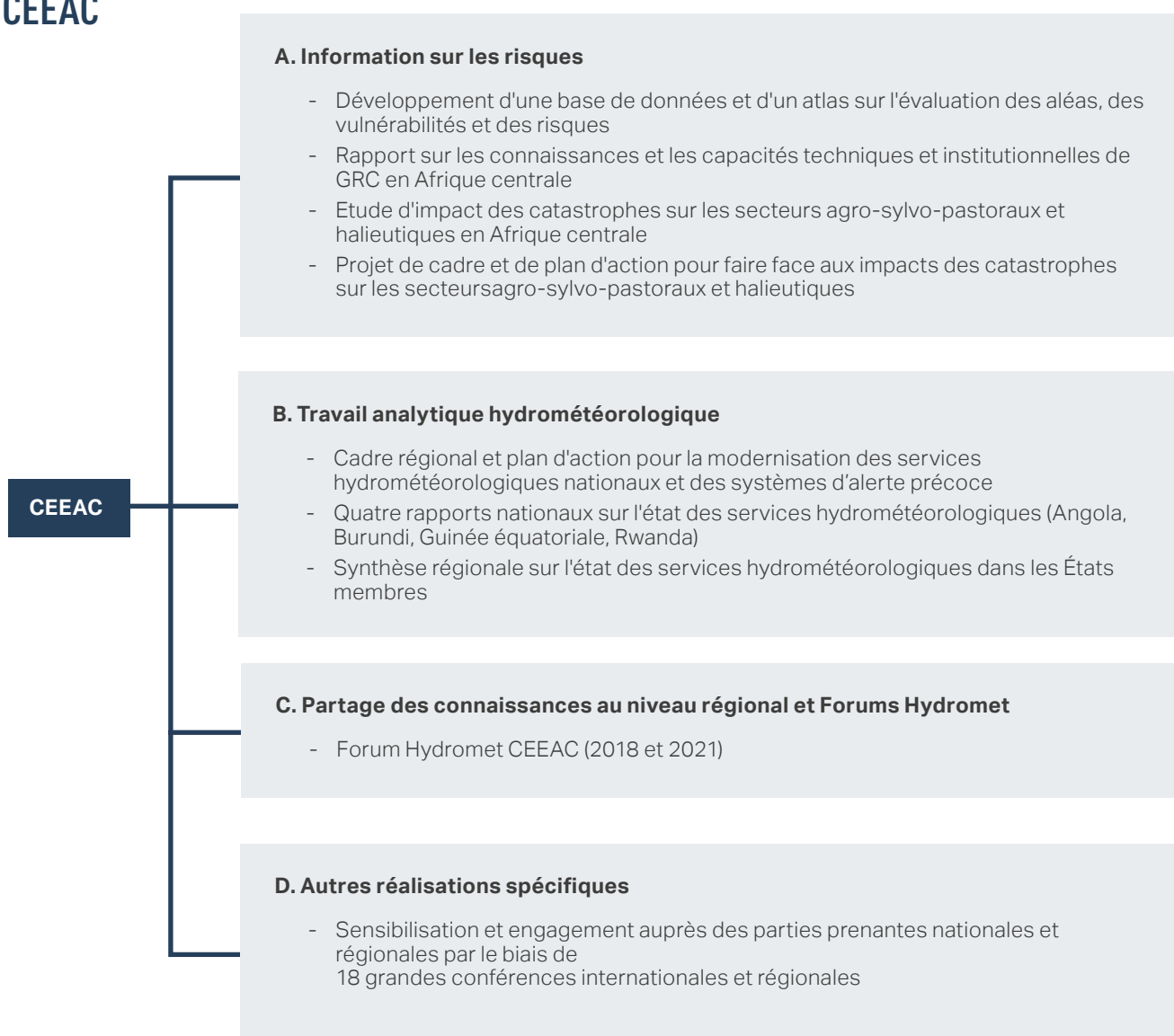
Le programme a appuyé les quatre CER participantes afin de renforcer la compréhension des vulnérabilités et des aléas liés aux dangers, d'échanger les bonnes pratiques en matière d'évaluation, de prévision et d'analyse des risques, et de communiquer efficacement les informations sur les risques aux communautés et aux décideurs. Les résultats et réalisations de ce soutien sont regroupés autour de quatre thèmes:

- a. Information sur les risques : Travail analytique facilitant une meilleure compréhension des aléas naturels et des risques transfrontaliers ;
- b. Travail analytique hydrométéorologique : Travail analytique à l'appui des services de météorologie, d'eau, de climat et d'alerte précoce afin d'informer les politiques et les actions régionales;
- c. Partage des connaissances au niveau régional et Forums Hydromet ;
- d. Autres réalisations spécifiques.

Le programme a également permis aux CER de participer et de contribuer à des conférences mondiales sur la connaissance et le plaidoyer, telles que la Conférence sur la Compréhension du Risque et la Conférence Mondiale sur la Reconstruction. Ces événements ont été l'occasion de sensibiliser aux dernières tendances mondiales en matière d'outils et de méthodologies de compréhension des risques.

Les forums régionaux sur les perspectives climatiques et les Forums Hydromet, organisés par la CEEAC, la CEDEAO et la SADC en 2018 et 2021, ont été des moments clés du soutien apporté par le programme. Les réunions ont rassemblé des représentants des agences nationales de météorologie, d'hydrologie et de gestion des risques de catastrophes, des partenaires internationaux, ainsi que des membres du secteur privé et de la société civile, pour discuter du renforcement des services météorologiques, hydrologiques, climatiques et d'alerte précoce pour le développement durable des régions. En 2021, les Forums Hydromet ont été organisés au sein de la SADC pour la toute première fois et dans la CEDEAO et la CEEAC pour la première fois sous forme virtuelle, et ont permis de mettre en relation plus de 1 000 experts et décideurs régionaux et internationaux. De plus, l'IGAD et la SADC ont soutenu les forums sur les perspectives climatiques tels que le Forum sur l'évolution probable du climat dans la région de la Corne de l'Afrique (GHACOF) et Forum régional sur les perspectives climatiques en Afrique australe (SARCOF) par le biais du programme afin de diffuser les perspectives et les informations climatiques régionales et saisonnières.

## CEEAC



## A. INFORMATION SUR LES RISQUES

Le programme a soutenu l'élaboration d'une évaluation régionale des aléas, de la vulnérabilité et des risques, ainsi que d'un atlas, dans le but de cartographier les principaux aléas et risques dans la région de la CEEAC et d'accroître la sensibilisation par le biais de l'évaluation des aléas, de la vulnérabilité et de l'analyse des risques. Cette base de données géoréférencées des aléas naturels nationaux et transfrontaliers, de la vulnérabilité et des risques constitue un outil majeur pour les décideurs, qui peuvent ainsi se concentrer sur les principales zones à risque (voir l'étude de cas ci-dessous : *L'évaluation régionale des aléas, de la vulnérabilité et des risques et l'atlas*), et complète le système d'information sur l'eau de la CEEAC, soutenu également en partie par le programme.

L'étude « *Rapport sur les connaissances et les capacités techniques et institutionnelles de GRC en Afrique centrale: Analyse des forces et faiblesses* » a également été élaborée avec l'appui du programme. Le rapport comprend une synthèse des ressources et des besoins en matière de renforcement des capacités des praticiens de la GRC dans la région de la CEEAC, et identifie les domaines de coopération Sud-Sud entre les principales parties prenantes, telles que les organisations régionales, les universités et les réseaux de recherche, pour renforcer la RRC.

Enfin, le programme a soutenu l'élaboration du rapport « *Impacts des catastrophes sur les secteurs agro-sylvo-pastoraux et halieutiques en Afrique centrale* » afin de renforcer la résilience du secteur agricole et des populations rurales par une meilleure connaissance des effets des catastrophes naturelles. L'analyse identifie les types de préjudices et de pertes par aléa naturel depuis 2010, la manière dont les secteurs réagissent aux crises et dont la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance sont affectés pendant et après les catastrophes. Le rapport met également en évidence le manque de données et la nécessité pour les gouvernements de les traiter de manière systématique. Cette étude, qui fournit un guide sur les mécanismes existants tels que l'agriculture intelligente face au climat, identifie enfin les besoins spécifiques des secteurs agro-sylvo-pastoraux et halieutiques en matière de services hydrométéorologiques, et informe le projet de cadre régional et de plan d'action de la CEEAC afin de faire face aux conséquences des catastrophes aux niveaux régional et national.

## B. TRAVAIL ANALYTIQUE HYDROMÉTÉOROLOGIQUE

Le programme a permis d'approfondir les connaissances de la région sur les services hydrométéorologiques. Des rapports de situation nationaux ont été réalisés pour l'Angola, le Burundi, la Guinée équatoriale et le Rwanda. Les quatre rapports comprennent des études de base sur les services hydrologiques et météorologiques nationaux ; un inventaire des réseaux d'observation, de transmission et de traitement des données (surveillance météorologique/climatologique, hydrologique et piézométrique) ; le cadre institutionnel et des ressources humaines ; et une description des principaux défis. Les rapports fournissent également un cadre pour la planification des initiatives de modernisation du système hydrométéorologique dans les pays de la région.

Une synthèse régionale sur l'état des services hydrométéorologiques dans les États membres a également été élaborée. L'étude résume les aspects législatifs, institutionnels, techniques, financiers et éducatifs ainsi que l'état des ressources humaines des services dans les 11 pays de la CEEAC. Elle met également en évidence les contraintes qui freinent le bon fonctionnement des Services météorologiques et hydrologiques nationaux (SMHN). La synthèse, basée sur des consultations virtuelles des parties prenantes, a montré que l'insuffisance des budgets, le manque d'investissement, l'incapacité à recruter et à conserver un personnel qualifié, l'obsolescence des équipements et l'inadéquation des systèmes, combinés à des problèmes de gouvernance, freinent les efforts des SMHN pour améliorer les services. L'Organisation météorologique mondiale (OMM) classe les SMHN en fonction de leurs normes techniques et de leurs capacités de prestation de services.

À l'exception de l'Angola et du Rwanda, tous les SMHN sont classés dans la catégorie « de base » en ce qui concerne leur niveau de service hydrométéorologique. Dans certains pays, les SMHN interagissent de manière structurée avec les ministères de la prévention des catastrophes ou de la protection civile. Cependant, l'interaction avec les autres utilisateurs reste limitée. Le rapport donne des recommandations aux décideurs pour une modernisation complète et durable des services hydrométéorologiques au profit de la croissance et du développement, et des utilisateurs finaux.

## C. PARTAGE DES CONNAISSANCES AU NIVEAU RÉGIONAL ET FORUMS HYDROMET

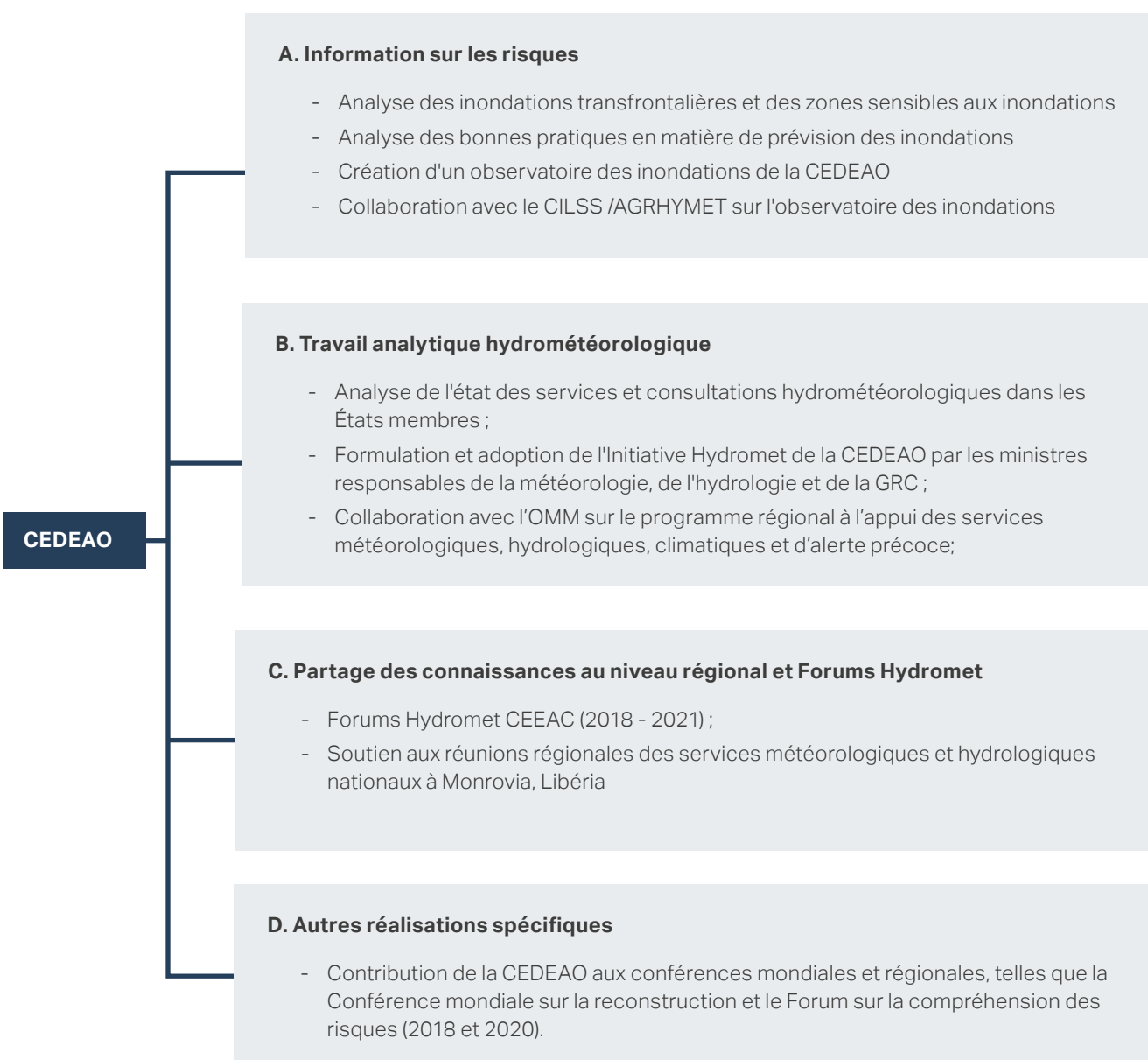
Le programme a aidé la CEEAC à organiser les Forums Hydromet en 2018 et 2021, avec le soutien de la Banque mondiale et de l'OMM. Les événements ont rassemblé des participants des 11 États membres ; des experts en GRC, en ACC, en météorologie, en eau et en agriculture ; des représentants du gouvernement ; des organisations de la société civile (y compris des groupes de femmes et de jeunes) ; des parlementaires ; des membres de la délégation de l'UE ; et d'autres acteurs du développement. Les communiqués finaux des forums ont fourni une feuille de route pour l'amélioration des services hydrométéorologiques dans la région.



## D. AUTRES RÉALISATIONS SPÉCIFIQUES

Le programme a facilité la sensibilisation et l'engagement de la CEEAC auprès des partenaires nationaux, régionaux et mondiaux par le biais de 18 grandes conférences internationales et régionales, notamment les Plateformes mondiales pour la RRC de l'UNDRR, la Conférence des Parties de la CCNUCC (chaque année entre 2016 et 2019), les Conférences sur la compréhension des risques, les Conférences mondiales sur la reconstruction, les Journées européennes du développement, la Journée de réflexion sur le Programme de NDRR ACP-UE et les Plateformes régionales africaines pour la RRC pour la RRC.

## CEDEAO



## A. INFORMATION SUR LES RISQUES

Le programme a facilité la collaboration de la CEDEAO avec le Centre de services scientifiques ouest-africains sur les changements climatiques et l'utilisation adaptée des terres (WASCAL), une organisation scientifique qui regroupe des universités de premier plan dans 10 pays d'Afrique de l'Ouest. De concert avec d'autres partenaires, WASCAL a mené une analyse des risques d'inondation, de la vulnérabilité et de l'exposition dans les 15 pays de la CEDEAO, en se concentrant sur les zones sensibles aux inondations et les risques d'inondation transfrontaliers. Des cartes des risques et d'exposition aux inondations ont été créées pour différentes périodes de retour, sur la base des données du réseau hydrologique de drainage et des données topographiques et géographiques en open source. Les cartes des risques d'inondation, basées sur l'approche Hauteur au-dessus du drain le plus proche (HAND), ont fourni un aperçu des zones exposées aux risques d'inondation. Cependant, des données plus détaillées et basées sur des modèles seraient nécessaires pour perfectionner les cartes des risques d'inondation afin de prendre en compte les précipitations et le ruissellement effectifs, qui sont les facteurs à l'origine des inondations dans les systèmes fluviaux d'Afrique de l'Ouest. Néanmoins, les cartes des risques d'inondation et d'exposition aux inondations ont fourni des orientations pour la formulation de la politique de gestion des risques d'inondation de la CEDEAO et pour le processus de consultation qui a conduit à son adoption en 2021.

À partir de la cartographie des risques d'inondation, une analyse de la prévision des inondations a été préparée sur la base de différents modèles de prévision au niveau régional. Une démonstration de faisabilité pour un modèle régional de prévision des inondations open source a été établie dans le but de mettre en place un observatoire des inondations. En 2020, le programme a appuyé la CEDEAO pour mandater AGRHYMET, le centre régional d'agro-hydrométéorologie du Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS), pour assurer la formation et mettre en place l'observatoire. Depuis 2021, la CEDEAO peut accéder aux produits et services de prévision des inondations d'AGRHYMET dans le cadre du projet FANFAR (Prévisions opérationnelles des inondations et des alertes en Afrique de l'Ouest<sup>1</sup>). À ce titre, le programme a renforcé la collaboration opérationnelle et technique entre la CEDEAO, WASCAL et AGRHYMET sur la gestion des inondations.

## B. TRAVAIL ANALYTIQUE HYDROMÉTÉOROLOGIQUE

Le programme a soutenu le développement de l'Initiative Hydromet de la CEDEAO, adoptée par les ministres responsables de la météorologie, de l'hydrologie et de la GRC en 2021. L'initiative appelle à des efforts conjoints des gouvernements, du secteur privé et des partenaires du développement pour accroître le soutien aux services hydrométéorologiques et d'alerte précoce dans la région. Elle est basée sur une analyse des lacunes et des besoins dans les 15 pays de la CEDEAO. Des consultations avec les États membres et les organisations régionales ont été menées entre 2019 et 2020, et un atelier de validation a été organisé à Dakar en 2020. L'étude technique a été complétée par une analyse économique des avantages et des coûts associés à l'investissement dans les services hydrométéorologiques et d'alerte précoce. L'analyse a montré que chaque dollar investi dans les services hydrométéorologiques en Afrique de l'Ouest pourrait rapporter 7 à 10 dollars. Pour garantir le respect des normes de l'OMM, le programme a facilité la supervision technique de l'OMM dans l'élaboration de l'initiative et de la stratégie de gestion des inondations.

## C. PARTAGE DES CONNAISSANCES AU NIVEAU RÉGIONAL ET FORUMS HYDROMET

Le programme a aidé la CEDEAO à réunir des représentants des gouvernements nationaux, des entités régionales, des organisations de bassins fluviaux, des agences de l'ONU, des partenaires du développement, du secteur privé et de la société civile en 2018 et 2021 pour les Forums Hydromet de la CEDEAO et les Plateformes sous-régionales sur la RRC. Les réunions ont été organisées par la CEDEAO et la Banque mondiale, en partenariat avec l'OMM, et ont été accueillies conjointement par les gouvernements de Côte d'Ivoire et de Gambie. En 2018, plus de 250 participants ont participé au premier forum à Abidjan, et ont appelé à la mise en place d'une initiative hydrométéorologique et d'instruments politiques

<sup>1</sup> De plus amples informations sont disponibles sur le site [www.fanfar.eu](http://www.fanfar.eu)

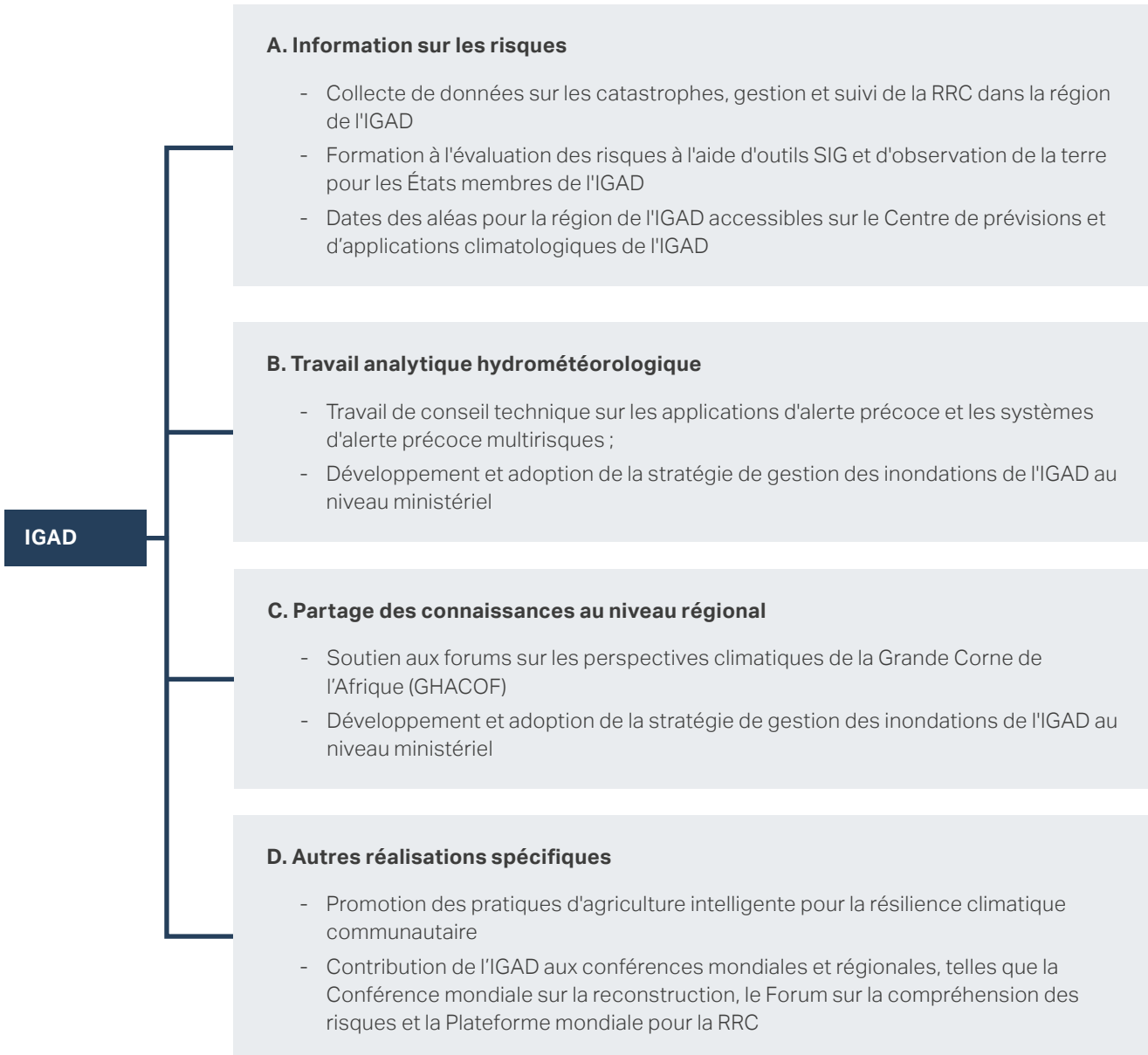
pour la gestion des risques d'inondation en Afrique de l'Ouest. En raison de la pandémie de COVID-19, le deuxième forum a été organisé virtuellement en 2021 avec plus de 500 participants. Les ministres chargés de la météorologie, de l'hydrologie et de la GRC ont assisté à l'événement et ont adopté l'Initiative Hydromet de la CEDEAO, la stratégie de gestion des risques d'inondation et la stratégie et le plan d'action pour l'intégration de la dimension de genre. Par ailleurs, le programme a soutenu la réunion de coordination régionale des directeurs des services météorologiques et hydrologiques nationaux des 15 États membres, qui a eu lieu en octobre 2019 à Monrovia, au Libéria.

## D. AUTRES RÉALISATIONS SPÉCIFIQUES

La CEDEAO a participé à de nombreux forums mondiaux et régionaux, tels que la Conférence mondiale sur la reconstruction et le Forum Hydromet Afrique en 2017, et le Forum sur la compréhension des risques en 2018, pour échanger avec des experts du monde entier sur les bonnes pratiques et les dernières connaissances sur la GRC. De plus, la CEDEAO a participé en 2020 et 2021 à plusieurs conférences virtuelles, comme la conférence virtuelle sur la compréhension des risques, où le travail de la CEDEAO sur la gestion des inondations a été abordé.



## IGAD



## A. INFORMATION SUR LES RISQUES

Le programme a soutenu l'IGAD dans la mise en place et le renforcement de mécanismes consultatifs, notamment le Comité consultatif technique (CCT) sur la GRC, qui a facilité le partage d'expériences entre les pays de l'IGAD sur les risques de catastrophe et climatiques, et sur la façon dont ils sont gérés dans la région. Le programme a également aidé l'IGAD à organiser deux fois par an, pendant la durée du projet, Forum sur les perspectives climatiques de la Grande Corne de l'Afrique (GHACOF). Les forums ont rassemblé des scientifiques, des décideurs, des membres du parlement, des experts de l'IGAD, des responsables locaux et des membres du CCT GRC, et ont mis l'accent sur le développement de plans d'urgence basés sur les prévisions climatiques pour la région.

Grâce à ce programme, l'IGAD a également organisé des formations sur l'évaluation des risques à l'aide des SIG et des outils d'observation de la terre. Cette activité a été mise en œuvre dans huit pays de la région.

## B. TRAVAIL ANALYTIQUE HYDROMÉTÉOROLOGIQUE

Basé à Nairobi, le Centre de prévisions et d'applications climatologiques de l'IGAD (ICPAC) est une institution spécialisée de l'IGAD qui fournit des services et des outils climatiques, y compris la surveillance et les prévisions climatiques, aux gouvernements, aux économies et aux communautés de la région. L'ICPAC est le Centre climatologique régional (CCR) désigné par l'OMM pour l'Afrique orientale et couvre 11 pays. Il constitue un outil important pour aider l'IGAD, qui s'est concentrée sur la surveillance des risques et les SAP, à cartographier les inondations et les sécheresses, qui représentent les aléas les plus courants dans la région. Le Centre de données climatiques de l'ICPAC fournit des produits de données open source, notamment sur le climat (données antérieures et prévisions), l'environnement et l'agriculture. Sa bibliothèque de données climatiques est un répertoire de données et un outil d'analyse accessibles en ligne gratuitement. De plus amples informations sont disponibles sur le site <http://digilib.icpac.net/>.

Le programme a appuyé l'ICPAC pour discuter et diffuser les prévisions saisonnières de la région par le biais du GHACOF, et a permis au groupe de suivre les informations d'alerte précoce en temps opportun, en coordonnant les informations entre toutes les parties prenantes. Une autre caractéristique importante du GHACOF résidait dans ses services de conseil aux utilisateurs finaux dans les secteurs relatifs au développement durable et à la croissance économique.

## C. PARTAGE DES CONNAISSANCES AU NIVEAU RÉGIONAL

Le programme a facilité la collaboration entre l'IGAD et l'UNDRR sur le programme « Suivi et base de données des pertes relatives aux catastrophes du Cadre de Sendai (DesInventar) - Accélérer la collecte et la gestion des données sur les catastrophes et le suivi de la RRC dans la région de l'IGAD » pour partager les connaissances et l'expertise, aborder les méthodologies, évaluer les progrès, et identifier les défis pour améliorer la disponibilité et l'utilisation des données sur les pertes et les préjudices liés aux catastrophes dans la région.

## D. AUTRES RÉALISATIONS SPÉCIFIQUES

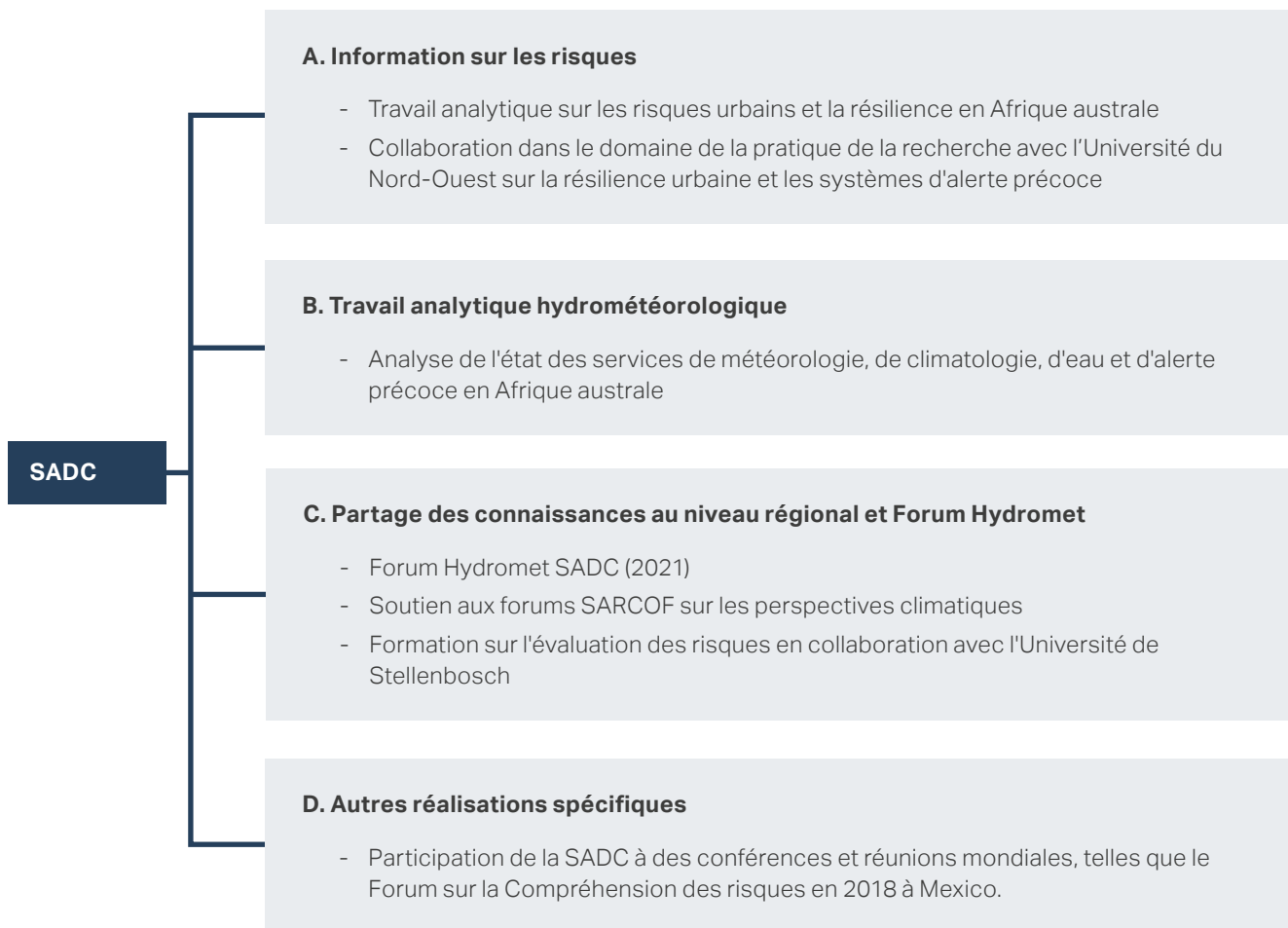
Le programme a également permis à l'IGAD de collaborer avec la Croix-Rouge du Kenya pour mettre en œuvre une initiative pour une agriculture intelligente face au climat afin de renforcer la résilience de 6 500 résidents de Kulan, dans l'est du Kenya, touchés par la sécheresse. L'initiative visait à faire face aux menaces que le changement climatique entraîne sur la stabilité et la productivité du secteur agricole dans des régions fragiles telles que la Corne de l'Afrique. Face aux risques climatiques et agro-écologiques, la préservation de la sécurité alimentaire exige que les systèmes de production agricole augmentent leur productivité et s'adaptent à la faible variabilité de la production.

L'IGAD a également produit un documentaire mettant en évidence les principaux risques affectant la région et l'importance de la GRC. Le documentaire a été créé à partir de la documentation sur l'impact du programme dans divers endroits de la région.



Peter Kapuscinski / Banque mondiale. Une femme porte un seau d'eau du lac Victoria à la plage de Dunga, à Kisumu, au Kenya. 2015. Image en ligne. Flickr.

## SADC



## A. INFORMATION SUR LES RISQUES

Le programme a soutenu le développement d'un système régional de gestion de l'information pour faciliter l'échange d'informations entre les États membres et avec le Secrétariat de la SADC. Un portail en ligne a été créé et donne un aperçu des principaux contacts dans les États membres, des informations sur les risques, ainsi que sur la législation et les questions institutionnelles. Le travail de formation a également été rendu possible grâce au soutien du programme sur les risques urbains et la résilience, par le biais des services du centre DIMSUR d'ONU-Habitat et de la collaboration dans le domaine de la pratique de la recherche avec l'Université du Nord-Ouest en Afrique du Sud.



## B. TRAVAIL ANALYTIQUE HYDROMÉTÉOROLOGIQUE

En 2020 et 2021, une analyse régionale de l'état et du renforcement des services de météorologie, de climatologie, d'eau et d'alerte précoce en Afrique australe a été réalisée par le biais de la collecte de données et de consultations entre les États membres ainsi qu'avec des organisations mondiales, de bassins fluviaux et d'autres organisations régionales. L'évaluation comprend l'analyse météorologique et un cadre d'investissement régional pour le renforcement et la modernisation, et offre des conseils sur l'engagement du secteur privé et la collaboration avec les universités. Les résultats du rapport ont été validés lors de plusieurs ateliers virtuels nationaux et régionaux. En raison des restrictions liées à la pandémie de COVID-19, le travail d'analyse a été mené par le biais d'ateliers virtuels, de questionnaires en ligne et d'outils de cartographie collaborative à distance.

## C. PARTAGE DES CONNAISSANCES AU NIVEAU RÉGIONAL ET FORUM HYDROMET

Le programme a facilité l'organisation du premier Forum Hydromet de la SADC en 2021, mené conjointement par le Secrétariat de la SADC, la Banque mondiale et l'OMM. Le forum s'est appuyé sur la dynamique d'autres événements d'échange de connaissances soutenus par le programme, notamment la Conférence RRC de la SADC, menée en 2018 à Pretoria, et les Forums Hydromet en Afrique occidentale et centrale en 2018 et 2021. Le Forum Hydromet de la SADC a accueilli plus de 340 participants en ligne pour discuter de l'état actuel et de l'avenir des services hydrométéorologiques dans la région, ainsi que de la collaboration avec le secteur privé et les institutions universitaires pour renforcer les services hydrométéorologiques.

Le programme a soutenu le Centre de services climatiques de la SADC pour accueillir le Forum régional sur les perspectives climatiques en Afrique australe (SARCOF) en 2017, avec l'objectif de diffuser les résultats des perspectives climatiques saisonnières aux experts et décideurs régionaux. Plusieurs réunions de préparation aux catastrophes saisonnières ont également été organisées afin d'améliorer la préparation aux interventions en cas de catastrophe.

En partenariat avec le réseau d'universités PeriPeriU, hébergé par l'Université de Stellenbosch en Afrique du Sud, une formation virtuelle sur l'évaluation des risques et l'utilisation des informations sur les risques dans un contexte pratique a été organisée début 2021. Plus de 40 experts des États membres de la SADC ont participé à la formation en ligne, qui a été accréditée par l'Université de Stellenbosch, permettant ainsi aux participants de recevoir des crédits universitaires.

## D. AUTRES RÉALISATIONS SPÉCIFIQUES

Étant donné que la SADC est l'une des régions qui s'urbanisent le plus rapidement au monde et qu'elle compte deux des mégapoles africaines (Kinshasa en RDC et Gauteng (zone de Pretoria-Johannesburg) en Afrique du Sud), une meilleure compréhension des vecteurs des risques urbains et de la résilience urbaine était un impératif pour la SADC. Le programme a permis au Secrétariat de la SADC de collaborer avec ONU-Habitat sur une analyse régionale des vecteurs de risques urbains, des tendances dans le domaine de l'urbanisation et des possibilités de renforcer la résilience urbaine. L'analyse a complété le travail du Plan d'action pour la résilience des villes (CityRAP) dans six villes d'Afrique australe. Les résultats ont été présentés lors du forum virtuel sur la Compréhension des risques en 2020 et ont été diffusés par le biais d'une formation des formateurs en 2020 à George en Afrique du Sud. Les résultats de la pratique de la recherche sur la résilience urbaine ont été résumés dans une note d'orientation, produite en collaboration avec l'Université du Nord-Ouest, l'Université du Botswana et l'ONG Development Initiative Network (DIN Malawi).

Le programme a également permis au Secrétariat de la SADC de participer à plusieurs forums mondiaux, tels que le Forum sur la Compréhension des risques en 2018 au Mexique. Les événements ont facilité l'échange de connaissances et le partage d'expériences avec des experts mondiaux sur les bonnes pratiques dans divers aspects de la GRC.

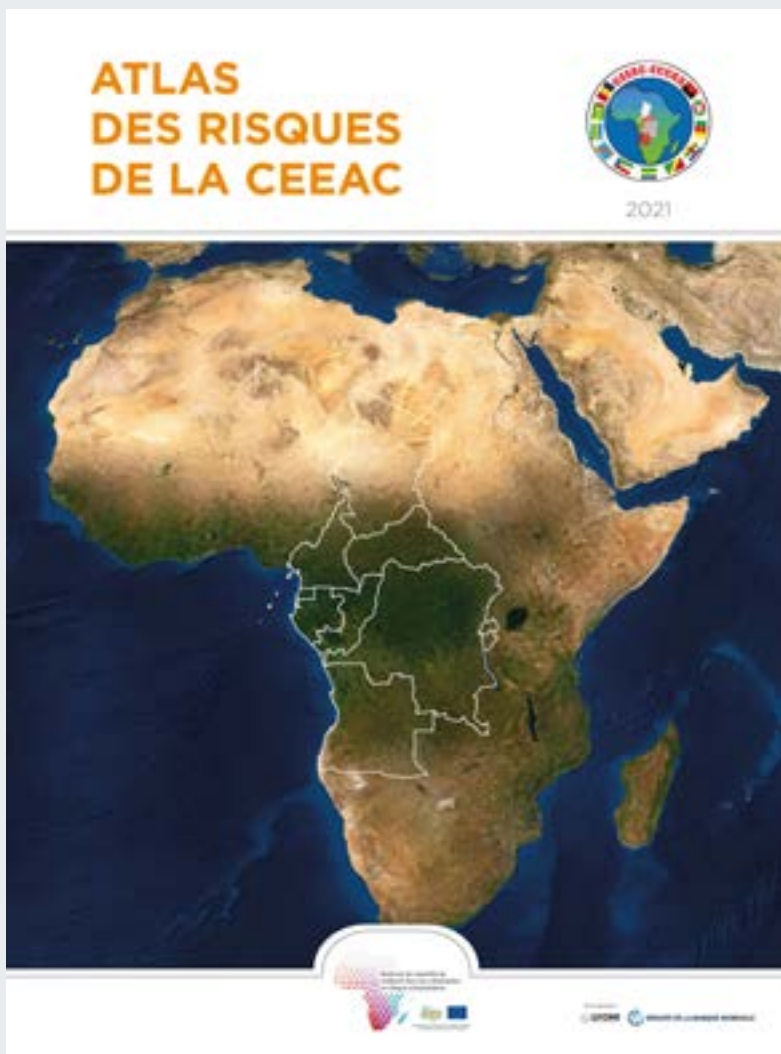
## 3.2 ÉTUDES DE CAS RELATIVES AU « RENFORCEMENT DES CONNAISSANCES SUR LES ALÉAS, LA VULNÉRABILITÉ ET LES RISQUES DE CATASTROPHES AU NIVEAU RÉGIONAL »

### ÉTUDE DE CAS : ÉVALUATION RÉGIONALE DES ALÉAS, DE LA VULNÉRABILITÉ ET DES RISQUES EN AFRIQUE CENTRALE

Poursuivant les efforts de la région pour renforcer les connaissances régionales sur la GRC, la CEEAC a développé une évaluation régionale des aléas, des vulnérabilités et des risques, ainsi qu'un atlas, afin de consolider et d'améliorer la base de connaissances sur les risques de catastrophes en Afrique centrale. Pour ce faire, les aléas et les vulnérabilités de tous les États membres de la CEEAC ont été cartographiés à différentes échelles géographiques.

L'évaluation fournit des informations essentielles aux décideurs sur l'exposition et la vulnérabilité, et identifie les domaines d'importance régionale tels que les risques de catastrophes transfrontalières. Cet outil est unique pour sensibiliser le public et le gouvernement aux aléas, aux vulnérabilités et aux risques. L'atlas met les aléas en contexte et présente une série d'approches et de cartes pour expliquer les risques, leurs conséquences et leurs déterminants physiques, socioculturels, historiques ou géographiques. Il présente également des cartes des principaux aléas et résume les risques majeurs, y compris des « études approfondies » dans 20 villes clés.

En identifiant les zones d'aléas transfrontaliers, l'évaluation et l'atlas illustrent la façon dont les risques se propagent au-delà des frontières et soulignent également l'importance de la coordination et de l'intervention régionales pour gérer les risques.



En raison de la pandémie de Covid-19, l'atelier présentant les résultats a été organisé virtuellement en 2021. Il a réuni des experts techniques et des points focaux sectoriels des 11 États membres, des autorités de bassins et des universités. Cet atelier auquel ont participé 40 personnes, a renforcé la capacité des parties prenantes régionales à comprendre comment évaluer la vulnérabilité et les risques, et à utiliser la base de données et l'atlas pour formuler des politiques et des planifications.

Le soutien du programme a permis de garantir que toutes les données soient libres d'accès, sur la base de couches SIG, pour une utilisation non commerciale par des organisations publiques et privées. Ces bases de données viennent également compléter le Système d'information sur l'eau de la CEEAC.

## ÉTUDE DE CAS : STRATÉGIE RÉGIONALE DE GESTION DES RISQUES D'INONDATION DE LA CEDEAO

La stratégie régionale de gestion des risques d'inondation de la CEDEAO a été développée pour renforcer la coordination et la capacité de gestion des risques d'inondation. Elle fournit des orientations pour des actions communes et est alignée sur plusieurs cadres contextuels, notamment le plan d'action de la CEDEAO en matière de RRC (2015-2030). La stratégie fournit également des orientations aux organisations intergouvernementales, aux États membres, à leurs services nationaux et aux organisations de bassins fluviaux sur la gestion des risques d'inondation. Basée sur une analyse des politiques de gestion des inondations et une cartographie des zones sensibles aux inondations en Afrique de l'Ouest, elle vise à combler les lacunes en matière de connaissances et de gouvernance aux niveaux national et régional.

Un processus consultatif a conduit à la formulation de la stratégie et a abouti à une réunion de validation régionale en 2020 à Dakar, au Sénégal. La stratégie a été adoptée par les ministres responsables de la météorologie, de l'hydrologie et de la GRC en 2021. Un expert de WASCAL a fait le commentaire suivant: **« le simple fait de réunir des représentants de chaque organisation dans la même pièce permet de construire un petit réseau et d'ouvrir le dialogue ».**

En ce qui concerne la mise en œuvre de la stratégie, l'expert a ajouté que **« chaque État membre a différents degrés de capacité en termes d'infrastructures et de cadres institutionnels pour faire face aux inondations. Il est important de soutenir les États membres sur la formation et l'accès aux informations des risques localisés, afin de leur permettre de mettre en œuvre les actions. Le fait de travailler en collaboration dans toute la région contribue donc à obtenir le soutien politique et la responsabilité mutuelle nécessaires ».**

## ÉTUDE DE CAS : INITIATIVE POUR UNE AGRICULTURE INTELLIGENTE FACE AU CLIMAT AU KENYA

Grâce aux ressources du programme et à la supervision technique de la Banque mondiale, le Centre de prévision et d'application climatologiques de l'IGAD a chargé la Croix-Rouge du Kenya de lancer en 2018 un projet pilote d'agriculture intelligente face au climat à Kulan, à l'est du Kenya. L'objectif était de renforcer la résilience des agriculteurs face aux risques climatiques et aux catastrophes, et de créer des approches innovantes pour lutter contre l'insécurité alimentaire.

De 2017 à 2019, l'initiative a formé 203 agriculteurs (dont 118 femmes et 85 hommes) à des pratiques agricoles intelligentes sur le plan climatique, telles que la gestion des sols, les écosystèmes résilients et la productivité de l'eau. Elle a promu des cultures résistantes à la sécheresse, comme le sorgho et le millet, et introduit l'agroforesterie pour la nutrition. L'initiative a également permis de fournir des revenus supplémentaires aux agriculteurs grâce à la culture de fruits et légumes (pastèques, tomates et oignons) et des parcelles témoins destinées à l'agriculture intelligente face au climat.

Pour une communauté pastorale pratiquant l'agriculture à petite échelle, ces changements ont nécessité un important renforcement des capacités.

**« Ce fut parfois un défi, notamment lorsqu'il s'est agi de convaincre les agriculteurs d'essayer des cultures qu'ils ne connaissaient pas et de passer à un nouveau système d'irrigation »**, a déclaré Eva Wanjiku de la Croix-Rouge du Kenya.

Malgré les difficultés liées au mauvais état des routes, à l'insécurité régionale et à l'hésitation initiale des agriculteurs, la communauté a adhéré au projet et s'est engagée dans une agriculture intelligente face au climat. Cette initiative a aidé la communauté à s'adapter à la nouvelle réalité des sécheresses prolongées tout en tirant parti du potentiel agricole sous-exploité de la région. En s'appuyant sur les prévisions climatiques et météorologiques présentées au GHACOF, l'IGAD a pu fournir des services climatiques pour aider les agriculteurs à mieux planifier et à faire des choix éclairés.

Au final, l'initiative a permis d'améliorer la productivité, d'accroître les revenus et d'améliorer les avantages nutritionnels. **« Le projet a révolutionné les revenus des agriculteurs »**, a conclu Wanjiku.

## ÉTUDE DE CAS : PLANIFICATION DE LA RÉSILIENCE URBAINE EN AFRIQUE AUSTRALE

Les villes africaines qui connaissent une croissance rapide ont un rôle essentiel à jouer pour renforcer la résilience du continent face aux catastrophes et au changement climatique. Ceci est tout particulièrement le cas en Afrique australe, une région qui s'urbanise rapidement et qui abrite deux mégapoles, Kinshasa et Gauteng (région de Pretoria-Johannesburg). La demande liée à la croissance démographique et urbaine a excédé la capacité des autorités locales et nationales à développer des infrastructures, ce qui a entraîné l'apparition de quartiers informels. Ces quartiers se trouvent généralement dans des zones plus exposées aux aléas naturels et sont confrontés à des impacts climatiques de plus en plus graves.

Dans ce contexte, le programme a mandaté le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), par l'intermédiaire de son centre technique pour la GRC, la durabilité et la résilience urbaine en Afrique australe (DIMSUR) au Mozambique, pour fournir un soutien analytique et renforcer les capacités de résilience urbaine en Afrique australe. Le programme a soutenu la planification de la résilience dans six villes d'Afrique australe : Lusaka et Chipata (Zambie), Lilongwe (Malawi), Dondo (Mozambique), Fomboni (Comores) et Mutare (Zimbabwe) par le biais de la méthodologie du Plan d'action pour la résilience des villes (CityRAP), un outil de planification participative pour les districts de petite et moyenne taille au sein des grandes villes.

L'outil CityRAP invite les autorités municipales et les membres de la communauté à collaborer pour identifier les problèmes urbains les plus urgents nécessitant une intervention en matière d'infrastructures, de gestion des déchets, d'approvisionnement en eau, de drainage, de ponts, de barrages et de reboisement. Le résultat final est un document de planification, appelé « Cadre d'action pour la ville » mettant en évidence les priorités de résilience urbaine. Une formation complémentaire aide les villes à traduire ce plan en propositions de projets susceptibles de recevoir le soutien des banques, afin d'approcher des donateurs ou des entreprises privées pour obtenir un financement.

Le succès de l'outil CityRap ne repose pas sur le renforcement des efforts en matière de GRC au niveau local, mais sur l'adoption d'une approche ascendante (bottom-up) influençant la coordination nationale et régionale de la GRC. Malgré des difficultés, l'initiative CityRAP a suscité un grand intérêt de la part des municipalités et des communautés qui ont adopté le projet. Par exemple, à Mutare, au Zimbabwe, l'outil CityRAP a permis de réorienter l'attention de la ville vers une approche inclusive et holistique de la RRC. Pour preuve, l'expression commune adoptée par les représentants des communautés bénéficiaires pour la phase pionnière du processus CityRAP était la suivante : « ce qui est pour nous sans nous, n'est pas pour nous ».

Kimberley Sithole, présidente de l'équipe de résilience urbaine, a commenté : **« L'outil CityRAP a permis à la ville de jouer un rôle de premier plan dans l'élaboration d'un programme de développement de localités urbaines véritablement résilientes, soutenu par la participation proactive des bénéficiaires et l'adhésion des parties prenantes. »** De même, à Lusaka, où CityRAP a été mis en œuvre en 2019, le programme a donné lieu à une conversation constructive entre les résidents et les points focaux municipaux, qui a débouché sur une « volonté de résoudre les problèmes ensemble et de mieux appréhender les points de vue de chacun. »

L'initiative a révélé une forte demande des villes et des districts municipaux pour cet outil. Bien que la résilience urbaine soit un concept complexe, le processus CityRAP permet à toutes les parties prenantes, y compris les bénéficiaires, d'avoir une meilleure compréhension des problèmes et des enjeux.



ONU-Habitat - Cityrap - Afrique du Sud





# 4. RENFORCEMENT DES CAPACITES ET DE LA PRATIQUE DE LA RECHERCHE

A'Melody Lee / Banque mondiale. Unité de transformation du thé de Kitabi. 2013. Image en ligne. Flickr.

## 4. RENFORCEMENT DES CAPACITES ET DE LA PRATIQUE DE LA RECHERCHE

### RÉSULTAT ATTENDU #3 : AMÉLIORATION DE LA COOPÉRATION ET DU TRAVAIL EN RÉSEAU ENTRE LES CER D'UNE PART ET LES ÉTABLISSEMENTS DE RECHERCHE ET CENTRES TECHNIQUES MONDIAUX, RÉGIONAUX ET NATIONAUX DE L'AUTRE, EN VUE DE RENFORCER LA GRC ET DE L'INTÉGRER DANS LE DÉVELOPPEMENT DURABLE.

L'Afrique subsaharienne présente un paysage diversifié d'universités et d'établissements d'enseignement supérieur. Certaines universités ont uni leurs forces pour faire progresser la recherche et le renforcement des capacités dans des domaines spécifiques tels que la recherche climatique, la gestion des ressources en eau et la RRC. Par exemple, PeriPeriU est un réseau continental d'universités, hébergé par l'Université de Stellenbosch en Afrique du Sud, qui encourage le renforcement des capacités de RRC. De même, le Centre de services scientifiques ouest-africains sur les changements climatiques et l'utilisation adaptée des terres (WASCAL) est un réseau d'universités de dix pays d'Afrique de l'Ouest qui encourage la recherche collaborative et le renforcement des capacités sur les questions pratiques liées au changement climatique.

L'une des principales réalisations du programme a été de faciliter la pratique de la recherche et le soutien technique aux CER en faisant participer ces réseaux et universités. Le programme a également contribué à remplacer les formations sporadiques par des programmes de renforcement des capacités plus systématiques.

### 4.1 PRINCIPALES RÉALISATIONS DES CER DANS LE CADRE DU RÉSULTAT ATTENDU #3

Les activités de recherche et de renforcement des capacités soutenues par le programme étaient multiples. Il s'agissait notamment de divers programmes de formation universitaire sur la GRC et les questions connexes, d'opportunités de stages pour les étudiants en master et les jeunes diplômés de la CEEAC et de la CEDEAO, de cours de formation personnalisée sur l'évaluation des aléas à l'aide de SIG et d'outils d'observation de la terre au sein de l'IGAD, ainsi que de la pratique de la recherche et la mise en réseau universitaire, en partenariat avec les universités sud-africaines du Nord-Ouest et de Stellenbosch, dans la SADC.

De plus, les étudiants en master et les jeunes diplômés ont participé à la première Conférence RRC de la SADC en 2018, au Forum hydromet de la CEDEAO en 2018 et au Forum hydromet de la CEEAC en 2018. Ils ont ainsi pu se familiariser avec les pratiques de pointe en matière de GRC dans leur région et saisir les opportunités de mise en réseau pour le renforcement de connaissances et le développement professionnel.





Isabelle Forge/ Banque mondiale. 2020.

**RENFORCEMENT DES  
CAPACITES ET DE  
LA PRATIQUE DE LA  
RECHERCHE**
**CEEAC**

- Accueil de 6 étudiants en master en partenariat avec 6 universités d'Afrique centrale
- Soutien à la mise en œuvre d'activités de GRC en Afrique centrale par le biais d'un programme de renforcement des capacités de GRC, impliquant des experts et des parties prenantes clés.

**CEDEAO**

- Collaboration et pratique de la recherche avec le Centre de services scientifiques ouest-africains sur les changements climatiques et l'utilisation adaptée des terres (WASCAL) ;
- Soutien aux stages et à la formation sur le terrain de diplômés de WASCAL ;
- 2 formations en présentiel avec WASCAL et CILSS/AGRHYMET ;
- 2 formations en ligne avec WASCAL sur les applications des SIG pour la gestion des inondations ;
- Contribution de l'Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan, Côte d'Ivoire).

**IGAD**

- Forum sur les perspectives climatiques de la Grande Corne de l'Afrique (GHACOF);
- Formation régionale sur la RRC pour les journalistes et les techniciens de la GRC;
- Organisation par l'IGAD d'une formation régionale sur le système de suivi du Cadre de Sendai en collaboration avec l'UNDRR;
- Collaboration d'entre l'IGAD et l'ICPAC sur les services climatiques dans 11 pays d'Afrique de l'Est et de la Corne de l'Afrique ;
- CCT IGAD GRC.

**SADC**

- Collaboration avec des universités, dont l'Université Nord-Ouest, l'Université du Botswana, le réseau PeriPeriU (Université de Stellenbosch) ;
- 3 programmes de formation en présentiel pour les experts ;
- 1 formation en ligne sur l'évaluation des risques à Stellenbosch ;
- Rapport analytique sur la collaboration universitaire pour la RRC ;
- Contribution des étudiants diplômés à la conférence RRC de la SADC en 2018 à Pretoria.



## CEEAC

Le programme a facilité une offre de stages pour les étudiants en master en partenariat avec six universités d'Afrique centrale (Burundi, Cameroun, République centrafricaine, au Tchad, République du Congo et République démocratique du Congo). Il a également contribué à la mise en place d'un programme de recherche et de formation pratique avec les universités régionales ainsi que d'un consortium de recherche international composé de l'Institut français de recherche pour le développement (IRD), du Centro di Ricerca e Documentazione Febbraio '74 (CERFE) italien, de l'Université de Buéa (Cameroun), qui fait partie du réseau d'universités PeriPeriU, et du Centre climatique international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (IRC). En outre, un module de formation sur la GRC et les risques en Afrique centrale a été élaboré et le programme d'études pour le Master sur la GRC a été rédigé.

## CEDEAO

Dans le cadre du programme, le Centre de services ouest-africains sur les changements climatiques et l'utilisation adaptée des terres (WASCAL), avec d'autres partenaires scientifiques tels que l'Université fédérale de technologie d'Akure (FUTA) au Nigeria et le Centre de recherche scientifique et industrielle (CSIR) au Ghana, a soutenu, de 2018 à 2021, des activités visant à renforcer la pratique de la recherche et les capacités dans la région de la CEDEAO. L'équipe d'experts de ces universités a fourni des travaux de recherche appliquée et d'analyse sur la cartographie des risques d'inondation, sur l'identification des meilleures pratiques pour la prévision des inondations, et sur la conduite d'analyses et de recherches en matière de politiques. Au total, quatre cours de formation en présentiel et en ligne ont été dispensés sur la gestion des risques d'inondation et les systèmes d'information géographique appliqués. Le programme de formation a été complété par le partenariat entre la CEDEAO et AGRHYMET.

## IGAD

L'IGAD a soutenu la formation régionale sur la RRC pour les journalistes et les techniciens de la GRC. Une session de formation a également été dispensée aux délégués et experts régionaux chargés du suivi du Cadre de Sendai, en collaboration avec l'UNDRR. De plus, l'IGAD a organisé une formation régionale sur l'évaluation des risques de catastrophes, le suivi et les SAP, ainsi que huit formations (dans huit pays) sur l'évaluation des risques à l'aide des SIG et des outils d'observation de la terre.

## SADC

Deux programmes de pratique de la recherche et de collaboration ont été établis avec l'Université du Nord-Ouest (Afrique du Sud), l'Université du Botswana, l'ONG Development Initiative Network (DIN Malawi), ainsi qu'avec le réseau d'universités PeriPeriU, hébergé par l'Université de Stellenbosch (Afrique du Sud). La collaboration avec l'équipe d'experts dirigée par l'Université Nord-Ouest a porté sur trois cours de formation appliquée d'une semaine sur les SAP, la gouvernance de la RRC et la résilience urbaine. En outre, la pratique de la recherche a donné lieu à des enquêtes approfondies et à la production de documents d'orientation dans ces domaines. La collaboration avec le réseau d'universités PeriPeriU était axée sur la mise en réseau des universités. Enfin, les diplômés et les étudiants en Master de l'Université Nord-Ouest ont joué un rôle déterminant en soutenant la première conférence sur la RRC de la SADC qui s'est tenue à Pretoria en 2018.

## 4.2 ÉTUDES DE CAS RELATIVES AU « RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ET DE LA PRATIQUE DE LA RECHERCHE »

### ÉTUDE DE CAS: RENFORCEMENT DES CAPACITÉS RÉGIONALES ET DE LA PRATIQUE DE LA RECHERCHE EN AFRIQUE CENTRALE

Le programme a soutenu le développement d'une initiative de renforcement des capacités de RRC, impliquant 60 experts et parties prenantes clés du gouvernement, du monde universitaire, de la société civile, des médias et du secteur privé. Deux ateliers ont été organisés à Douala (Cameroun) et à Libreville (Gabon) en 2020. Les présentations techniques et les activités interactives ont porté sur l'examen de risques spécifiques, l'engagement des communautés dans la préparation et la réponse aux catastrophes, et l'utilisation d'outils de modélisation pour soutenir la prise de décision en matière de résilience aux catastrophes. Une visite de terrain a également été effectuée à l'observatoire environnemental de Tongo Bassa, géré par l'équipe du projet « Douala Ville durable », afin d'observer les différents outils utilisés pour surveiller et prévenir les risques d'inondation.

L'un des principaux succès de l'initiative a été l'organisation d'une activité d'échange de connaissances Sud-Sud sur la GRC afin de partager les bonnes pratiques entre les praticiens de la GRC. Les participants ont pu partager leur expertise respective, allant des services de prévision aux produits de connaissance liés aux populations exposées aux catastrophes.

Marie Tamoifo Nkon, représentante de la société civile pour la jeunesse et le genre et directrice exécutive de l'Association Jeunesse Verte du Cameroun, a partagé les bonnes pratiques à son réseau en 2020 à travers plusieurs présentations. Elle explique:

« EN TANT QUE COORDONNATRICE DU RÉSEAU, JE NE SAVAIS PAS CE QU'IL SE PASSAIT DANS LE DOMAINE DE LA GRC. À NOTRE NIVEAU, NOUS NOUS CONCENTRONS PLUS SUR LES FORÊTS ET LA BIODIVERSITÉ. LA RRC ET LA GRC SONT HABITUELLEMENT CONFIÉES À DES PERSONNES HAUTEMENT SPÉCIALISÉES, AYANT UNE FORMATION TECHNIQUE, DE SORTE QU'ELLES N'ÉTAIENT PAS TOUJOURS TRÈS INCLUSIVES. LA FORMATION M'A DONNÉ L'OCCASION D'APPRENDRE LES BASES DE LA GRC ET DE POUVOIR LES PARTAGER AVEC MON RÉSEAU. PLUS NOUS ORGANISONS D'ÉVÉNEMENTS DE CE TYPE, PLUS LA PARTICIPATION EST IMPORTANTE. NOUS METTONS ENSUITE LES POINTS FOCaux GRC EN CONTACT AVEC LES RÉSEAUX DE JEUNES ET DE FEMMES AFIN QU'ILS PUISSENT POURSUIVRE ENSEMBLE LES CONVERSATIONS. »

Ces ateliers sont la première étape de la contribution de la CEEAC au renforcement des capacités de RRC/GRC dans les pays d'Afrique centrale, mais Marie Tamoifo espère voir ces formations se traduire rapidement par des actions concrètes au sein des communautés. **« J'espère vraiment voir les décisions prises et le travail accompli devenir visibles sur le terrain et avoir un impact sur la vie des gens »,** dit-elle. **« Globalement, le programme a renforcé nos capacités, nous comprenons mieux les enjeux, mais nous aimerions avancer avec des actions plus tangibles. »**

La Commission de la CEEAC a également accueilli six étudiants en Master de six universités des États membres, leur offrant des possibilités de stages sur les travaux de RRC et d'adaptation au changement climatique. Avec le soutien de leurs superviseurs universitaires, les étudiants ont présenté six thèses sur des sujets tels que « La résilience urbaine : Vulnérabilité des populations aux risques d'inondations et de glissements de terrain (Cas de Libreville). » Les stages ont permis aux étudiants d'acquérir des compétences pratiques concernant la RRC, l'ACC et les politiques régionales. En participant à des ateliers régionaux et en effectuant des recherches sur les thèmes essentiels de la RRC, les étudiants ont également approfondi leur compréhension des défis auxquels sont confrontés leurs pays et la région.

Plusieurs stagiaires ont partagé leur expérience :

**« Ce stage a changé ma façon de percevoir la gestion de la RRC. Les connaissances acquises m'ont permis de sensibiliser mes proches à l'attention particulière qui doit être portée à la RRC, en leur expliquant les causes et les conséquences des nombreuses catastrophes qui surviennent au niveau sous-régional. Au final, j'espère pouvoir aider à faire avancer le domaine de la RRC en Afrique centrale en militant pour des actions plus saines et plus responsables pour les populations de mon pays et de la sous-région »,** déclare Janvier Biol Ndereyimana, stagiaire du programme et originaire du Burundi.

**« Mon stage à la CEEAC a été un succès et m'a aidé à comprendre les questions liées au genre, mais surtout il m'a donné un aperçu des liens entre le genre et le changement climatique »,** déclare Eunice Kasuma Mbuy, stagiaire du programme et originaire de la République démocratique du Congo.

**« Grâce à ce stage, nous avons participé à différentes réunions de travail et ateliers sous-régionaux, ce qui nous a permis d'avoir une vision régionale de la GRC. Je me sens capable de mettre en pratique ces acquis dans mon pays et dans la sous-région afin que ces risques soient minimisés »,** déclare Georgia Paola Charline Nguenendji Kizzo, stagiaire du programme et originaire de la République centrafricaine.

**« J'ai travaillé avec l'équipe en charge de la GRC, ce qui m'a permis de faire mes recherches plus facilement, d'avoir accès aux documents stratégiques et de connaître les personnes impliquées dans la gestion des risques et des catastrophes. Toutes ces leçons m'ont donné l'envie de travailler sur la RRC à Brazzaville pour aider mon pays qui est exposé aux risques de catastrophes »,** déclare Edvan Seydel Mbete Matondo, stagiaire du programme et originaire du Congo.

## ÉTUDE DE CAS : PRATIQUE DE LA RECHERCHE SUR LA RRC ET MISE EN RÉSEAU UNIVERSITAIRE EN AFRIQUE AUSTRALE

Entre 2017 et 2019, le programme a financé l'Université du Nord-Ouest (NWU), ainsi que l'Université du Botswana et Development Initiative Network (DIN Malawi), une ONG qui s'efforce de remédier à la pauvreté et de créer un changement durable pour les communautés vulnérables, pour soutenir des programmes de pratique de la recherche et de formation destinés aux experts des États membres de la SADC.

Une équipe de chercheurs a élaboré trois documents de recherche et trois sessions de formation autour de thèmes majeurs de la RRC, notamment gestion budgétaire dans le secteur public, les SAP multirisques et la planification urbaine pour la RRC. Les documents ont fait l'objet d'un examen par les pairs et leurs conclusions ont été validées lors d'ateliers régionaux. Les formations ont été une véritable réussite: elles ont forcé les personnes à « sortir de leurs silos » et ont été « une expérience d'apprentissage particulièrement enrichissante », déclare Livhuwani Nemaconde, chercheur principal à l'Université du Nord-Ouest et codirecteur du projet.

Elles ont également contribué à créer un « réseau » de professionnels de la RRC. Après les sessions, divers groupes WhatsApp ont été créés, et sont toujours utilisés, par les praticiens pour partager des informations, des données et des alertes précoces. Ces groupes ont été largement utilisés lors des cyclones Idai et Kenneth qui ont frappé l'Afrique australe en avril 2019. **« Chaque fois que des problèmes liés à une catastrophe surviennent dans un pays, ils les partagent sur la plateforme et s'échangent des informations. C'est comme une communauté de pratique »,** explique Nemaconde. **« C'est un très bon exemple de la façon dont les gens peuvent s'organiser s'ils ont un intérêt commun. Néanmoins, le défi à venir sera de maintenir cette dynamique »,** dit-il. Le succès de l'initiative souligne le rôle que la SADC peut jouer en tant que facilitateur, rassembleur et courtier de connaissances à travers les États membres. **« En réunissant les gens et en leur permettant de se connaître, les sessions de formation ont créé un lien qui s'est traduit par la suite par un réseau bien meilleur »,** ajoute le professeur Dewald Van Niekerk de l'Université du Nord-Ouest et codirecteur du projet.

## ÉTUDE DE CAS : FORMATION À L'ÉVALUATION DES RISQUES À L'AIDE DES SIG ET DES OUTILS D'OBSERVATION DE LA TERRE

L'IGAD a organisé une série de formations techniques pour ses États membres sur l'évaluation des risques, en particulier les risques de sécheresse et d'inondation. Le programme a soutenu cette initiative en finançant le partenariat de l'IGAD avec l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR). L'objectif était d'accroître la capacité des pays à développer des bases de données spatiales et des cartes pour identifier les zones à haut risque afin de minimiser les risques de catastrophes et d'en atténuer les effets.

La formation a rassemblé 226 participants, dont 94 femmes, venant de huit États membres. Les participants venaient de différents départements, notamment de la santé, de l'environnement et des infrastructures. Le personnel national a été formé aux outils de télédétection et de SIG open source. L'UNITAR et l'IGAD ont mené des enquêtes après la formation qui ont montré que plus de 93 % des participants étaient « tout à fait d'accord » sur la pertinence du contenu ou qu'ils recommanderaient la formation à leurs collègues.

Mme Hafsa Ahmed, experte en SIG pour le gouvernement du Soudan, affirme que la formation lui a permis d'améliorer ses connaissances sur les outils SIG et d'observation de la terre. Elle explique :

« LA FORMATION A RENFORCÉ MA CAPACITÉ D'ANALYSE DANS L'INTERPRÉTATION DES IMAGES PLUVIALES ET DES CARTES D'ALÉAS ET DANS L'ANALYSE DES VULNÉRABILITÉS. J'UTILISE LES COMPÉTENCES ACQUISES LORS DE LA FORMATION DANS MON TRAVAIL QUOTIDIEN POUR DÉVELOPPER DES CARTES PLUVIALES ET DES CARTES D'ALÉAS POUR LE PORTAIL WEB GÉOSPATIAL DE L'IGAD. »

Mme Ahmed est devenue formatrice et a donné une session de formation sur les outils SIG à Djibouti avec 20 participants des institutions de RRC dans les départements de l'agriculture, des infrastructures et des statistiques. **« Ce qui est bien avec les outils SIG et d'observation de la terre, c'est qu'ils sont pertinents pour de multiples secteurs »**, ajoute-t-elle.

Grâce au renforcement de ses capacités, le Bureau central des statistiques du Soudan est désormais en mesure de visualiser les données de recensement au moyen de l'application ArcGIS, ce qui permet de réaliser des cartes et des analyses SIG, explique Mme Ahmed. Elle ajoute que le fait de disposer d'une carte SIG des aléas a permis d'identifier les zones à risque lorsque le Soudan a été frappé par des inondations dévastatrices en 2020.

À l'avenir, l'un des principaux défis consistera à **« maintenir les connaissances et les compétences acquises, compte tenu de la forte rotation du personnel dans les ministères et les organismes publics de nombreux pays d'Afrique de l'Est »**, dit-elle.



## ÉTUDE DE CAS : FORUMS HYDROMET RÉGIONAUX ET CONFÉRENCES

Pour souligner la nécessité d'une collaboration régionale sur les services météorologiques, hydrologiques, climatiques et d'alerte précoce, collectivement appelés « services hydrométéorologiques », la CEEAC, la CEDEAO et la SADC ont accueilli plusieurs forums hydrométéorologiques régionaux. En 2018, les forums ont eu lieu à Abidjan (Côte d'Ivoire) et à Libreville (Gabon) et ont mis l'accent sur le plaidoyer pour le renforcement des services hydrométéorologiques. En 2021, les forums ont été menés virtuellement, avec jusqu'à 500 participants, afin de formuler des plans concrets, des initiatives et des appels à l'action pour la modernisation des services hydrométéorologiques dans les régions.

Les Forums Hydromet et d'autres conférences, telles que la conférence RRC de la SADC en 2018, ont été mis en œuvre avec la participation de multiples parties prenantes, et ont servi d'opportunité d'apprentissage pour de nombreux étudiants dans les régions. Par exemple, les diplômés de WASCAL à l'Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan ont acquis une expérience de terrain dans l'organisation et l'accueil de conférences, l'accueil et le compte rendu des sessions. De même, les étudiants et les diplômés de l'Université Omar Bongo à Libreville ont été impliqués dans le Forum Hydromet de la CEEAC, tandis que la Conférence RRC de la SADC à Pretoria a reçu l'aide d'étudiants de l'Université du Nord-Ouest.

Le renforcement des réseaux régionaux permet aux pays de travailler ensemble, de partager les connaissances et les ressources, et de réaliser des économies d'échelle. Le Dr Fofana Rafatou, experte en hydrologie à l'Autorité du Bassin de la Volta, qui a participé au Forum Hydromet de la CEDEAO à Abidjan, explique que l'initiative **« a créé des opportunités pour apprendre de nouvelles perspectives. »**

Elle précise: **« C'ÉTAIT TRÈS ENRICHISSANT, ET AVEC CES NOUVELLES CONNAISSANCES, ON A AMÉLIORÉ NOTRE CAPACITÉ DE PRISE DE DÉCISIONS. COMME NOTRE TRAVAIL COUVRE DES DOMAINES MULTIDISCIPLINAIRES, LE FORUM A PERMIS DE SE FAMILIARISER AVEC TOUT LE MATÉRIEL. »**



Banque mondiale. 2018. Forum Hydromet de la CEEAC.



# 5. CONSEILS EN MATIERE DE POLITIQUES ET SOUTIEN TECHNIQUE AUX ÉTATS MEMBRES

Dominic Chavez/Banque mondiale. Une vue de Beira, au Mozambique, après l'impact du cyclone Idai. 2019. Image en ligne. Flickr.

## 5. CONSEILS EN MATIÈRE DE POLITIQUES ET SOUTIEN TECHNIQUE AUX ÉTATS MEMBRES

### RÉSULTAT ATTENDU #4 : APPORT DE CONSEILS ET D'ASSISTANCE TECHNIQUE AUX ÉTATS MEMBRES DES CER À L'ÉLABORATION DE POLITIQUES ET DE STRATÉGIES DE GRC AINSI QUE DES PROGRAMMES DE PRÉVENTION DES RISQUES SUR LE PLAN NATIONAL (POLITIQUES NATIONALES/SOUTIEN AUX ÉTATS MEMBRES)

Les CER ont reconnu l'importance de structures solides de gouvernance des risques de catastrophe, comme le stipule l'objectif de développement durable 13 (cible 13.1) sur l'action climatique : « Renforcer, dans tous les pays, la résilience et les capacités d'adaptation face aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles liées au climat. » L'un des instruments importants pour atteindre cet objectif est l'élaboration par les pays de stratégies nationales de RRC (ainsi que de politiques régionales de RRC, comme indiqué dans le résultat attendu #1). L'alignement des politiques et stratégies régionales et nationales de RRC sur le Cadre de Sendai a été une priorité du programme. Les CER ont appuyé leurs États membres respectifs pour s'assurer que les politiques nationales sont adaptées au contexte du pays et suivent une approche multi-aléas.

Les États membres ont bénéficié de conseils pour intégrer la RRC dans les politiques nationales et dans de multiples secteurs, notamment l'agriculture, l'environnement, la santé et les infrastructures. Les plateformes nationales de RRC, qui ont réuni des institutions gouvernementales, des ministères, des partenaires locaux, des organisations de la société civile et le secteur privé dans une approche participative inclusive, ont contribué à appuyer le développement de politiques et de stratégies nationales de RRC.

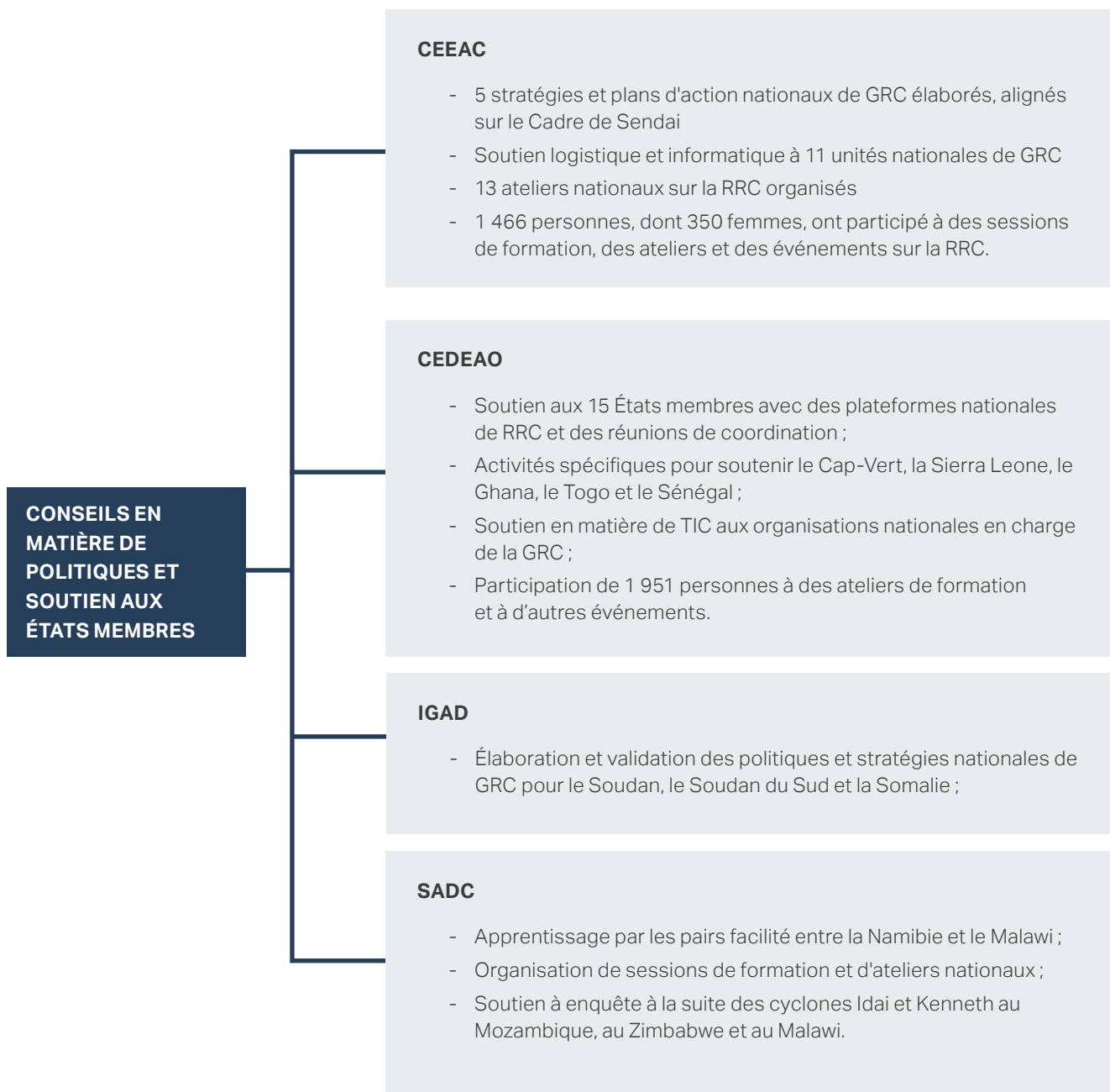


Banque mondiale. 2018. Forum Hydromet de la CEEAC.

## 5.1 PRINCIPALES RÉALISATIONS DES CER DANS LE CADRE DU RÉSULTAT ATTENDU #4

Grâce à ce programme, les quatre CER ont développé un programme de partenariat solide avec leurs États membres, qui comprenait une assistance technique pour le renforcement des plateformes nationales et des politiques de RRC, l'apprentissage par les pairs entre les États membres, un soutien analytique et des formations. De plus, la CEEAC et la CEDEAO ont également soutenu les institutions nationales de gestion des catastrophes de leurs États membres en leur fournissant des outils de gestion de bureau, notamment des ordinateurs, des imprimantes et des logiciels connexes.

Les principales réalisations des CER dans le cadre du résultat attendu #4 sont résumées comme suit :





## CEEAC

Bien que la stratégie régionale de la CEEAC pour la GRC et l'ACC ait été adoptée en 2015 et également alignée sur le Cadre de Sendai pour la RRC, la plupart des États membres n'ont pas encore mis en place de stratégies nationales de GRC. Le Burundi et le Rwanda sont en effet les deux seuls pays à avoir une stratégie ou une politique de GRC. La CEEAC a donc décidé d'aider ses États membres à développer leurs stratégies. Le programme a fourni une assistance pour le développement de cinq stratégies et plans d'action nationaux de GRC alignés sur le Cadre de Sendai au Cameroun, en République du Congo, en République centrafricaine, au Tchad et à Sao Tomé-et-Principe.

Le programme a apporté un soutien en termes de matériel informatique et de logiciels, y compris la formation aux logiciels, pour les 11 unités nationales de GRC de la CEEAC afin de remédier au manque de capacité et d'équipement. Grâce au programme, tous les points focaux GRC de la CEEAC disposent désormais d'ordinateurs et d'imprimantes opérationnels.

En outre, le programme a facilité l'organisation de 13 ateliers nationaux de RRC et 1 466 personnes, dont 350 femmes, ont participé aux formations, ateliers et événements liés au projet pour renforcer les capacités et les connaissances en matière de RRC.

## CEDEAO

Une part importante du programme consistait à permettre à la CEDEAO d'aider ses États membres en matière de renforcement des capacités, de soutien opérationnel, de conseils politiques et d'engagement des parties prenantes. Le soutien, fourni dans les 15 pays de la CEDEAO, comprenait la fourniture d'équipements de bureau et informatiques de pointe (imprimantes, ordinateurs et photocopieuses) pour faciliter le fonctionnement quotidien des organisations nationales en charge de la GRC. Par ailleurs, la CEDEAO a aidé ses États membres dans le cadre de différentes activités, telles que des ateliers de formation sur les méthodologies de planification et d'évaluation du relèvement au Togo et au Sénégal ; des évaluations des besoins de formation en RRC et en GRC au Ghana ; des exercices de simulation en Sierra Leone ; des évaluations des risques sur l'île de Brava (Cap-Vert) ; et des sessions de formation pour les membres des plateformes nationales.

## IGAD

L'IGAD a soutenu l'élaboration de politiques nationales de GRC alignées sur le Cadre de Sendai en Somalie, au Soudan du Sud et au Soudan. Cela a permis aux trois États membres de formuler leurs toutes premières politiques de GRC. L'objectif des stratégies et des politiques de GRC est de favoriser le développement de programmes et de plans qui tiennent compte du changement climatique et des risques de catastrophe. Ainsi, les entités gouvernementales responsables de la GRC seront en mesure de suivre les indicateurs de suivi et d'évaluation pour mettre à jour leurs politiques au fil du temps. Ces politiques de GRC doivent être intégrées dans les politiques relatives à l'environnement et à l'eau pour une coordination opérationnelle en matière de prévention et de réponse.

## SADC

Le soutien de la SADC à ses États membres a mis l'accent sur l'apprentissage et l'examen par les pairs entre les États membres. Le programme a contribué à établir un cadre pour le processus d'examen par les pairs qui a permis aux États membres de se soutenir mutuellement dans la mise en œuvre du Cadre de Sendai. Le Malawi et la Namibie sont les deux pays qui ont participé au processus d'examen par les pairs et ont testé le cadre établi. L'initiative devrait être déployée dans d'autres États membres. Le Secrétariat de la SADC a en outre soutenu les États membres avec différentes activités de formation et a mené une mission d'enquête au Malawi, au Mozambique et au Zimbabwe à la suite des cyclones Idai et Kenneth en 2019.

## 5.2 ÉTUDES DE CAS RELATIVES AUX « CONSEILS EN MATIÈRE DE POLITIQUES ET SOUTIEN TECHNIQUE AUX ÉTATS MEMBRES »

### ÉTUDE DE CAS: STRATÉGIES NATIONALES DE GRC DANS CINQ ÉTATS MEMBRES DE LA CEEAC

La stratégie régionale de l'Afrique centrale pour la réduction des risques, la gestion de catastrophes et l'adaptation au climat a servi de modèle pour la promotion des stratégies nationales de GRC. Le programme a permis à l'unité RRC de la CEEAC de fournir un soutien technique à cinq États membres – le Cameroun, la République du Congo, la République centrafricaine, le Tchad et Sao Tomé-et-Principe – pour réviser ou développer leurs stratégies et plans d'action nationaux en matière de RRC, conformément au Cadre de Sendai et à la stratégie de l'UA. Ces documents ont fait l'objet d'une révision par les pairs de l'UNDRR et de la Commission de l'UA, et ont été validés lors d'ateliers nationaux par les points focaux nationaux de RRC et les représentants des ministères, des autorités locales et des ONG.

Ces stratégies seront des documents d'orientation pour les décideurs et seront essentielles pour soutenir la mise en œuvre et le suivi des priorités de réduction des risques. En outre, ils définissent les principales responsabilités des acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux et identifient les besoins en ressources techniques et financières. Par exemple, au Cameroun, le document sera un outil de planification et d'orientation de la politique de GRC, selon Madame Yap Mariatou, le représentant du ministre de l'Administration Territoriale.

Bien que l'élaboration de ces cinq stratégies et plans d'action nationaux en matière de GRC constitue une étape importante, un soutien supplémentaire aux mécanismes de coordination, aux dispositions législatives, aux capacités humaines et financières, ainsi qu'une forte adhésion politique, seront nécessaires pour permettre leur mise en œuvre.

### ÉTUDE DE CAS : FORMATION À L'ÉVALUATION PRÉCOCE APRÈS UNE CATASTROPHE AU TOGO

En 2019, la CEDEAO a soutenu l'Agence Nationale de la Protection Civile (ANPC) du Togo dans la collecte et l'analyse de données liées à l'évaluation humanitaire rapide après une catastrophe. L'atelier de formation comprenait le renforcement des capacités, des conseils en matière de politiques régionales et le partage des bonnes pratiques. Il a rassemblé 50 participants de la plateforme RRC, des préfectures, du personnel de l'ANPC et des organisations de la société civile. L'atelier comprenait des présentations, des travaux de groupe, des exercices pratiques, des jeux de rôle et des débats.

La formation a abordé les lacunes identifiées dans les évaluations rapides après une catastrophe. Elle a mis l'accent sur le développement d'outils standardisés d'évaluation rapide après une catastrophe afin de garantir des évaluations harmonisées et bien coordonnées. Selon le lieutenant-colonel Yoma Baka, directeur général de l'ANPC, dans le passé, les informations après une catastrophe étaient souvent imprécises, contradictoires et insuffisantes. Cela avait un impact important sur la planification et la prise de décision, notamment sur l'identification des besoins prioritaires et l'organisation des efforts de réponse et de relèvement.

Les participants ont été formés à l'utilisation de différents outils, tels que la fiche d'identification des catastrophes, la fiche d'évaluation rapide, l'outil de collecte de données sur les catastrophes et l'outil de plan d'action, dans le but d'améliorer la collecte de données et de permettre la planification d'une réponse rapide et en temps réel. La numérisation des données a permis une analyse plus détaillée, car les données peuvent être désagrégées pour prendre en compte des indicateurs clés tels que le sexe, l'âge et les handicaps, ce qui permet de ventiler les indicateurs clés en question. Comprendre les besoins et les priorités des principaux porteurs de risques et des populations affectées est essentiel pour la GRC. Les données ont permis une approche de « bout en bout », orientée vers les personnes. Selon le lieutenant-colonel Yoma Baka, l'impact de la formation s'est déjà fait sentir sur le terrain. Il explique : **« Le Togo a déjà connu de nombreuses inondations cette année, et la fiche a permis de recueillir les informations nécessaires. Cependant, il est encore nécessaire de former davantage d'acteurs, notamment aux niveaux municipal et local. »**

## ÉTUDE DE CAS : LEÇONS TIRÉES ET SOUTIEN APRÈS UNE CATASTROPHE AU MALAWI, AU MOZAMBIQUE ET AU ZIMBABWE APRÈS LES CYCLONES IDAI ET KENNETH

En 2019, le Malawi, le Mozambique et le Zimbabwe ont été touchés par les cyclones tropicaux Idai (14 mars 2019) et Kenneth (25 avril 2019). En touchant terre, ces cyclones ont paralysé les économies et les moyens de subsistance dans la région de l'Afrique australe, ce qui a incité le Secrétariat de la SADC à soutenir les pays touchés par des ressources d'urgence et à renforcer la mobilisation des ressources. Les pays touchés ont reçu des contributions mondiales d'un montant de 204 millions de dollars US pour la réponse et le soutien au relèvement. D'après les pertes et les préjudices signalés par le gouvernement du Mozambique, le cyclone Idai a touché à lui seul trois millions de personnes, dont 2 347 ont été blessées, 278 000 déplacées et plus de 1 000 sont décédées. De plus, plus de 800 000 hectares de terres ont été inondés, ce qui a entraîné une perte de stocks alimentaires et une flambée des prix des denrées alimentaires.

Compte tenu de la situation, les pays touchés ont demandé une assistance technique pour renforcer les capacités locales en matière d'évaluations des besoins après une catastrophe (PDNA). Le gouvernement du Malawi a en outre organisé une formation au PDNA en avril 2019, ainsi qu'une évaluation rapide de l'impact et des besoins (RINA) au Zimbabwe, dans le cadre d'une démarche de relèvement.

Afin de tirer les leçons de la ou des catastrophes, la SADC a collaboré avec son Centre de services climatiques (CSC) pour revoir le mécanisme d'alerte précoce lié à l'outil d'alerte cyclonique. Bien que le CSC ait fourni une alerte en temps utile, des problèmes se sont posés dans les interactions entre le CSC et les Services météorologiques et hydrologiques nationaux (SMHN), ainsi qu'en raison de possibles limitations nationales dans la surveillance et le suivi des mises à jour des cyclones en direct. L'examen a révélé qu'il y avait peut-être des équipements de systèmes radar dysfonctionnels et une capacité opérationnelle insuffisante. L'exercice a fait appel à de nombreux outils pour recueillir des informations sur la préparation, les actions rapides, la réponse et le relèvement. Une gamme d'approches interactives de collecte de preuves a été utilisée pour obtenir des données pertinentes.

Pour améliorer le suivi et la collaboration, le Secrétariat de la SADC a créé un groupe de travail technique (TWG) régional composé de représentants des différentes directions et unités. L'une des principales réalisations du TWG a été l'appel régional de la SADC pour l'aide humanitaire en réponse au cyclone tropical Idai en avril 2019.



Sarah Farhat / Banque mondiale. À Beira, le cyclone Idai a causé des dommages aux infrastructures. 2019. Image en ligne. Flickr

## ÉTUDE DE CAS : STRATÉGIES DE RRC POUR LE SOUDAN, LE SOUDAN DU SUD ET LA SOMALIE

L'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) a cherché à développer des politiques nationales de RRC et d'ACC afin d'améliorer la cohérence de la planification en matière de développement durable et de résilience régionale. Dans le cadre du programme, l'IGAD a aidé les gouvernements du Soudan du Sud, du Soudan et de la Somalie à rédiger leurs stratégies ou politiques de RRC, dans le but de concevoir des initiatives appropriées et d'assurer l'affectation des ressources à la gestion des risques existants et à la prévention de nouveaux risques.

En collaboration avec l'unité RRC de l'IGAD, la République du Soudan du Sud a pu rédiger sa stratégie nationale de GRC en 2019. L'objectif de cette stratégie, selon son document principal, est de:

*« CRÉER UN SYSTÈME UNIFORME, FLEXIBLE ET EFFICACE QUI ASSURERA LA RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHES NATURELLES ET HUMAINES PAR DES EFFORTS CONJOINTS ET DES ACTIVITÉS COORDONNÉES DES AGENCES TELLES QUE DÉFINIES DANS LES CADRES RÉGLEMENTAIRES ET POLITIQUES DU SOUDAN DU SUD. »*

Cette stratégie est particulièrement importante, étant donné la situation du pays. Le Soudan du Sud, qui a obtenu son indépendance le 9 juillet 2011 à la suite d'une sécession pacifique avec le Soudan, est sujet à plusieurs aléas naturels et anthropiques, qui sont souvent désastreux et aggravent les conditions économiques des communautés, les rendant vulnérables sur le plan social. Ces aléas comprennent les sécheresses, les inondations, les épidémies humaines et épizooties, la dégradation et la pollution de l'environnement, et les conflits. Les préjudices et les pertes liés aux catastrophes ont augmenté ces dernières années, ce qui a entraîné des coûts importants pour la population. La croissance démographique rapide, la mauvaise planification urbaine, la variabilité et le changement climatique, la fragilité des États et les conflits ont été les vecteurs de ces aléas naturels, sans compter les migrations et les déplacements internes de populations.

De même, l'unité RRC de l'IGAD a soutenu le gouvernement de la Somalie dans le développement de sa politique nationale de GRC, dont l'objectif est de fournir un cadre législatif pour intégrer la GRC au sein des entités gouvernementales appropriées. La politique a été validée en 2020 et devrait renforcer les capacités nationales en matière de préparation, de réponse, d'atténuation, de prévention, de rétablissement et de résilience en cas de catastrophe.

De surcroît, le gouvernement du Soudan a bénéficié du soutien de l'unité RRC de l'IGAD pour le développement de sa stratégie de RRC en 2018. Le document inclut les recommandations clés des conventions et protocoles internationaux sur la GRC, et est conforme aux priorités et objectifs du pays.



# 6. PRÉPARATION AUX CATASTROPHES ET PLANIFICATION DU RELEVEMENT



Curt Carnemark / Banque mondiale. Marche à travers un champ. 2015. Image en ligne. Flickr.

## 6. PRÉPARATION AUX CATASTROPHES ET PLANIFICATION DU RELÈVEMENT

### RÉSULTAT ATTENDU #5 : AMÉLIORATION DES CAPACITÉS RÉGIONALES, EN VUE DE SOUTENIR LES ÉVALUATIONS DES BESOINS POSTCATASTROPHE POST-DISASTER NEEDS ASSESSMENT (PDNA) ET LA PLANIFICATION DU RELÈVEMENT/DE LA RECONSTRUCTION.

Les aléas naturels affectent les populations, les moyens de subsistance et les économies dans toute l'Afrique. Entre 1970 et 2015, 460 millions de personnes ont été touchées par des aléas sur le continent. Les catastrophes ont également des répercussions macroéconomiques et ont pesé sur la croissance du PIB dans de nombreux pays. Soutenir les pays pour permettre une reprise résiliente et mieux reconstruire est une priorité pour les CER et le programme. Le Cadre de Sendai met l'accent sur le fait de « mieux reconstruire » dans le cadre du relèvement, de la réhabilitation et de la reconstruction dans le cadre de sa priorité 4.

Les évaluations des besoins après une catastrophe (PDNA) sont un instrument clé pour aider les pays à évaluer systématiquement les préjudices et les pertes liés aux catastrophes et à planifier une reprise et une reconstruction résilientes. Cette initiative est fondée sur la déclaration conjointe signée en 2018 portant sur les évaluations après une crise et la planification de relèvement de la Banque mondiale, de l'UE et du Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUM) sur le relèvement après une catastrophe. La formation à l'évaluation après une crise et à la planification du relèvement a donc été un élément essentiel de ce programme.



CityRap ONU-Habitat, Mozambique

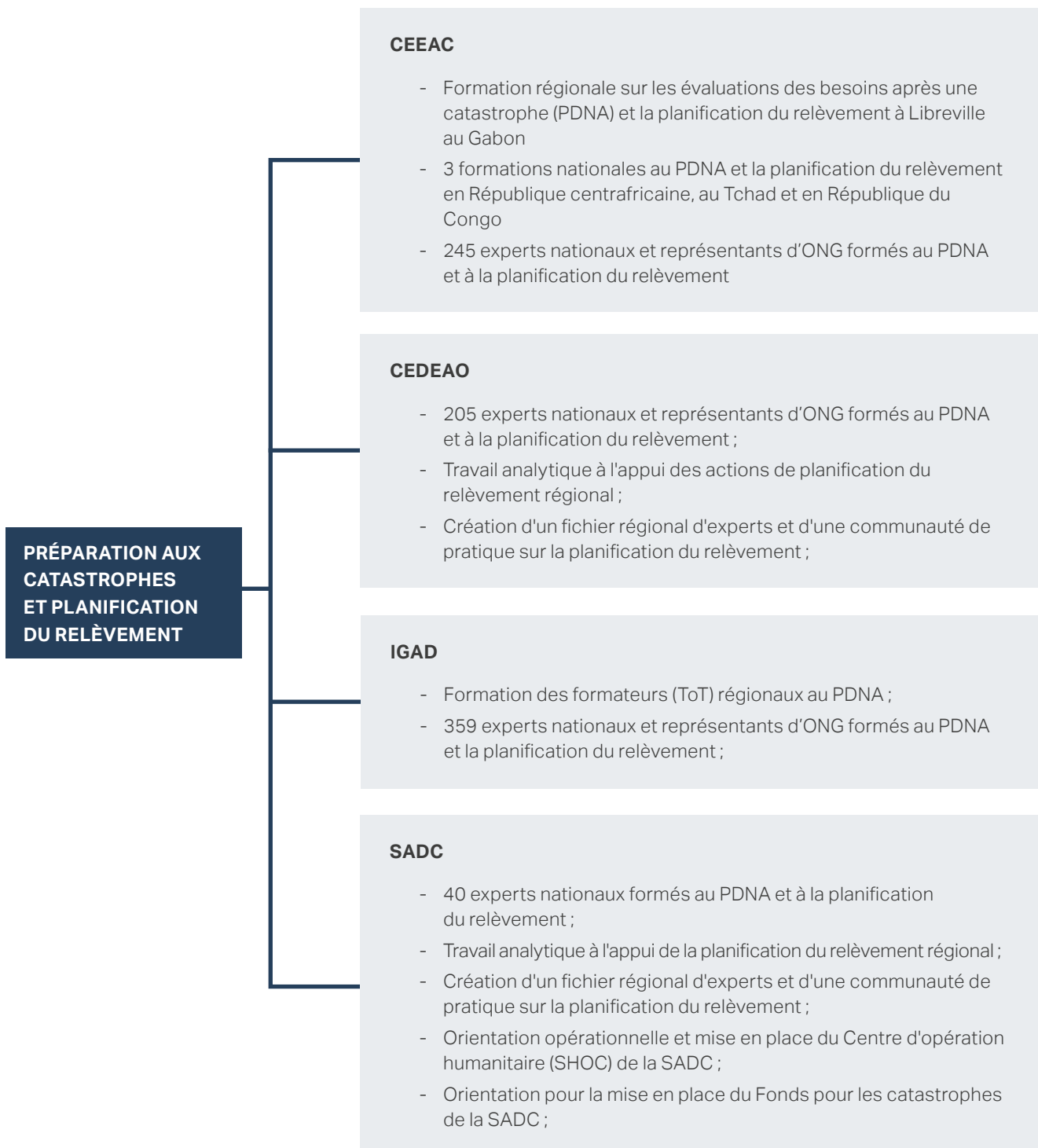




Banque mondiale. 2018. ECCAS Hydromet.

## 6.1 PRINCIPALES RÉALISATIONS DES CER DANS LE CADRE DU RÉSULTAT ATTENDU #5

Les CER participantes ont soutenu différents programmes de renforcement des capacités et de formation liés au PDNA et à la planification du relèvement dans le cadre du programme. Les formations au PDNA ont été organisées par les experts des États membres aux niveaux régional et national. En partenariat avec le PNUD, l'expérience de plus de 10 ans de soutien aux pays dans la conduite de PDNA a été évaluée dans le but de tirer des leçons et de préparer un fichier régional d'experts en planification du relèvement. Le programme a également soutenu la mise en place du Centre d'opération humanitaire (SHOC) de la SADC, la création d'une équipe d'intervention d'urgence (ERT) d'experts régionaux, et la mise en place du Fonds de la SADC pour les catastrophes.





## CEEAC

Le programme a facilité la formation des États membres de la CEEAC au PDNA et au cadre de relèvement après une catastrophe (DRF). L'objectif des sessions, dont ont bénéficié 245 personnes au total, était de renforcer les capacités nationales sur la manière de relever les défis d'une situation après une catastrophe et les besoins futurs pour planifier un relèvement résilient. Ces sessions ont compris un événement régional à Libreville (Gabon) et trois ateliers de formation nationaux qui ont eu lieu à N'Djamena (Tchad), Bangui (République centrafricaine) et Brazzaville (République du Congo) en 2019.

Ces formations ont été organisées avec le soutien de la Banque mondiale/GFDRR et de formateurs de l'UE et du PNUD. Des experts sectoriels du Secrétariat de la CEEAC, des points focaux des 11 États membres, des représentants des gouvernements, des parlementaires du REPARC et des spécialistes de la GRC ont participé à ces événements. Des statisticiens, des météorologues, des hydrologues, des climatologues et des experts en agriculture, en éducation, en environnement et en santé ont également assisté aux ateliers.

## CEDEAO

En Afrique de l'Ouest, plusieurs formations au PDNA ont été soutenues par le programme. Ce soutien a notamment compris des formations virtuelles et nationales en Gambie (2017), au Cap-Vert (2017), au Libéria (2020), au Ghana (2021) et au Sénégal (2021). Un examen des PDNA dans la région depuis 2009 a été réalisé avec le soutien de WASCAL et du PNUD. Des orientations ont été données pour établir une liste d'experts des États membres de la CEDEAO.

## IGAD

Dans la région de l'IGAD, 10 formations nationales au PDNA ont été menées dans le cadre du programme. L'unité RRC de l'IGAD a également organisé en 2019 une formation régionale de formateurs pour développer une équipe régionale de praticiens de la RRC ayant la capacité de dispenser une formation professionnelle aux méthodologies PDNA et DRF. Les participants comprenaient des points focaux de la GRC et des agents techniques précédemment formés à la méthodologie PDNA.

## SADC

En plus d'une formation régionale au PDNA pour les experts des États membres de la SADC en 2019 à Pretoria, la SADC a utilisé les ressources du programme pour mettre l'accent sur la préparation aux catastrophes, la coordination humanitaire et la capacité d'intervention. La création du Centre d'opération humanitaire (SHOC) de la SADC a été l'une des principales réalisations de ces efforts. Le programme a soutenu la formulation des aspects opérationnels du SHOC, qui doit être basé au Mozambique. Une équipe d'intervention d'urgence (ERT) a également été créée. Ainsi, des experts des États membres ont été formés et ont reçu du matériel et des équipements de protection individuelle. Enfin, le programme a soutenu la mise en place institutionnelle, logistique et organisationnelle du Fonds de préparation aux catastrophes de la SADC dont l'objectif est de faciliter le relèvement après une catastrophe.

## 6.2 ÉTUDES DE CAS RELATIVES À LA « PRÉPARATION AUX CATASTROPHES ET PLANIFICATION DU RELÈVEMENT »

### ÉTUDE DE CAS : RENFORCER LES CAPACITÉS EN MATIÈRE DE PDNA EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Des formations au PDNA et à la planification du relèvement, conformément au protocole conjoint sur le relèvement après une catastrophe de la Banque mondiale, de l'UE et des agences des Nations Unies, ont été menées dans les quatre CER. Ces formations ont été dispensées conjointement par les CER, les États membres concernés et des experts de la Banque mondiale, du PNUD et de l'UE.

Les formations du PDNA ont porté sur l'évaluation conjointe et la planification du relèvement des gouvernements après une catastrophe. Chaque session de formation a enseigné une approche et une méthodologie standardisées pour mener des PDNA, formuler des stratégies de relèvement et planifier leur mise en œuvre. Les sessions ont été adaptées aux contextes nationaux. Au Tchad, par exemple, la formation s'est axée sur les personnes déplacées et les risques sanitaires. La session a renforcé la visibilité des actions de la CEEAC en matière de GRC et d'ACC dans la région, et a permis aux experts nationaux de partager leurs expériences sur les catastrophes, la préparation aux situations d'urgence et la mise en œuvre des activités dans le cadre des plans d'action nationaux.

Au Libéria, Abraham B. Tamba Senior, administrateur au département d'intervention médicale d'urgence du ministère de la Santé, a déclaré :

« LA FORMATION NOUS A DONNÉ UNE MEILLEURE CONNAISSANCE DES BONNES PRATIQUES INTERNATIONALES EN MATIÈRE DE PDNA. ELLE NOUS A AIDÉS À CONCENTRER NOS EFFORTS SUR LES PERTES ET LES PRÉJUDICES APRÈS UNE CATASTROPHE ET SUR LES BESOINS DES SURVIVANTS. »

Pour maintenir les bonnes pratiques de formation au PDNA, surtout en période de pandémie, Senior suggère que le Libéria crée un comité composé d'experts pour conseiller l'Agence nationale de gestion de catastrophes. **« Cela permettrait d'assurer une approche multisectorielle de la réponse à la pandémie et de consolider les connaissances acquises »**, dit-il.

« NOTRE MINISTÈRE DES TRANSPORTS AU LIBÉRIA EST UN EXEMPLE DE BONNES PRATIQUES POUR UN TEL COMITÉ CAR IL ENQUÊTE SUR LES ACCIDENTS IMPORTANTS DE TRANSPORT DE FAÇON MULTISECTORIELLE. »

Senior a enfin souligné que conjuguer les solutions techniques et scientifiques avec l'expertise et les capacités locales joue un rôle important dans l'atténuation des catastrophes.

# 7. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS



Sarah Farhat / Banque mondiale. Le village de Soavina à Madagascar. 2019. Image en ligne. Flickr.

# 7. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Le Cadre de Sendai reconnaît le rôle central de la coopération régionale en matière de RRC et appelle au renforcement des mécanismes régionaux et nationaux pour soutenir l'élaboration et la mise en œuvre des politiques et des stratégies, partager les informations et promouvoir l'apprentissage mutuel, la formation et le renforcement des capacités. Le programme en cours d'examen, financé par l'ACP-UE et mis en œuvre par la Banque mondiale/GFDRR, a aidé quatre CER africaines (CEEAC, CEDEAO, IGAD et SADC) à renforcer leurs capacités pour soutenir la mise en œuvre du Cadre de Sendai.

Ce rapport présente les activités, les produits de connaissance et les stratégies soutenus par le programme dans les quatre CER et la manière dont ils ont atteint les cinq résultats attendus de manière holistique. Les quatre objectifs prédéfinis pour le suivi de la réalisation des résultats attendus sont les suivants, et ont été atteints :

- Les quatre CER africaines ont rendu opérationnelles leurs stratégies de GRC en conformité avec leurs plans d'action respectifs, en s'appuyant sur les réalisations d'initiatives de GRC précédentes.
- Au moins huit ateliers de formation sous-régionaux ont été organisés sous la direction de leurs CER concernées.
- Les quatre CER africaines ont renforcé leurs capacités de conseil et d'apport d'assistance technique à leurs États membres en vue d'élaborer des politiques et stratégies nationales de GRC et des programmes de prévention des risques.
- Les quatre CER ont développé et/ou amélioré leurs capacités à soutenir leurs États membres respectifs à entreprendre des évaluations des besoins post-catastrophe (PDNA) et la planification du relèvement.

## 7.1 LE RÔLE CENTRAL DU PROGRAMME D'INTÉGRATION RÉGIONALE

Grâce au programme, les quatre CER ont renforcé leurs capacités institutionnelles en matière de collaboration, de coordination, de communication et de partage d'informations au sein et entre les régions. Le rôle renforcé des CER, reconnu par leurs États membres et leurs partenaires, est manifeste dans le leadership qu'elles exercent dans l'élaboration, l'adoption et la mise en œuvre des politiques, stratégies et plans d'action régionaux. Les exemples incluent les stratégies de gestion des risques d'inondation de la CEDEAO, et l'intégration du genre dans les stratégies et plans d'action en matière de GRC, adoptés par les quatre CER. Grâce à ces stratégies et politiques, le programme a créé un impact durable dans les régions. Toutes les parties prenantes, y compris les États membres, les partenaires du développement, le secteur privé, le monde universitaire et la société civile, ont été rassemblées par les CER lors d'initiatives régionales telles que les plateformes RRC et les forums hydrométéorologiques. Le programme a ainsi permis aux CER de jouer leur rôle dans la mise en œuvre du Cadre de Sendai en se concentrant sur les actions prioritaires régionales.

Les politiques, stratégies et plans d'action régionaux fournissent les cadres contextuels pour le développement des stratégies et plans d'action nationaux de RRC. Le programme a permis aux CER de fournir une assistance opportune aux États membres fragiles, lesquels ont généralement un accès plus limité à l'assistance technique de pointe et à la collaboration. Le programme a soutenu l'élaboration de politiques et de stratégies nationales, notamment en Somalie, au Soudan du Sud, au Cameroun et en République centrafricaine. L'une des réalisations concrètes du programme a été de faciliter le soutien aux États membres et d'aider les pays fragiles à rattraper leurs voisins. En outre, le programme a renforcé l'infrastructure informatique des unités nationales de GRC de la CEDEAO et de la CEEAC. Dans l'ensemble, le programme a démontré que les programmes/initiatives de collaboration régionale peuvent apporter un soutien supplémentaire crucial aux pays fragiles et vulnérables dans la formulation de leurs politiques nationales et le renforcement de leurs capacités institutionnelles.

Les événements régionaux de partage des connaissances et de renforcement des capacités organisés dans le cadre du programme ont permis de renforcer la coopération Sud-Sud, la collaboration transfrontalière et l'apprentissage mutuel. Les actions de collaboration menées dans le cadre du programme, telles que les bases de données d'informations



géographiques régionales et le plaidoyer politique conjoint pour intégrer la RRC et l'ACC dans l'IGAD et la CEEAC, ainsi que la préparation, la réponse et la planification des interventions rapides d'avant-saison dans la SADC et l'IGAD, ont renforcé l'intégration régionale et créé des communautés de pratique. Les Forums Hydromet sont de bons exemples de mobilisation des parties prenantes sur des priorités d'action urgentes.

Parallèlement au renforcement institutionnel, à l'élaboration de politiques et à la collaboration régionale, le programme a soutenu la formation et le renforcement des capacités aux niveaux régional et national dans les régions de la CEEAC, de la CEDEAO, de l'IGAD et de la SADC. La formation intensive des fonctionnaires nationaux à la méthodologie PDNA dans toutes les CER, et la formation au SIG dans l'IGAD, sont des exemples de réalisations ciblées du programme en matière de renforcement des capacités. Ce dernier a également facilité la collaboration avec les réseaux universitaires et de recherche en Afrique occidentale, centrale et australe. Le programme a soutenu des initiatives de formation qui ont tiré parti de ce lien avec les universités, comme le programme de stages de la CEEAC, la pratique de la recherche sur la gestion des inondations avec WASCAL, et les programmes de recherche et de formation avec les universités de Stellenbosch et du Nord-Ouest (Afrique du Sud), l'Université du Botswana, et la société civile comme l'ONG Development Initiative Network au Malawi. Cette synergie a permis d'améliorer les connaissances et de renforcer les capacités de la prochaine génération de praticiens et de décideurs en matière de GRC. S

Le programme a facilité l'intégration régionale et attiré l'attention de la communauté internationale sur les risques climatiques et de catastrophes auxquels l'Afrique subsaharienne est confrontée. Le programme a permis aux CER de jouer leur rôle de liaison entre les niveaux national et mondial, de représenter leurs régions dans les forums mondiaux et de stimuler la collaboration entre les gouvernements nationaux, les parties prenantes et les partenaires du développement en vue de renforcer la résilience aux catastrophes et au climat. Le programme a également apporté un soutien supplémentaire indispensable aux pays vulnérables et à leurs unités de gestion des catastrophes pour élaborer des politiques et améliorer leur efficacité.

## 7.2 LES DÉFIS QUI RESTENT À RELEVER ET LA MANIÈRE D'ALLER DE L'AVANT

Le programme a permis aux CER de renforcer, au niveaux régional et national, la coordination, les politiques, la planification, la capacité opérationnelle, les connaissances et les mécanismes institutionnels en matière de RRC. De tels efforts prennent du temps à mûrir et à devenir autonomes, car les investissements dans le renforcement des connaissances et des capacités ont une gestation à plus long terme. Ainsi, les réalisations du programme sont fragiles et doivent être soutenues sur une plus longue période de temps.

La GRC continue d'être perçue comme un secteur d'investissement plutôt que comme un élément intégré à l'ensemble des politiques et programmes de développement. En tant que telle, elle est en concurrence avec une multitude de priorités régionales allant de la paix et la stabilité, l'eau et l'agriculture, l'énergie et le transport, le genre, la santé, l'éducation, et autres. Les vecteurs sous-jacents du risque sont indissociables des processus de développement socio-économique. La résilience donne de meilleurs résultats lorsqu'elle est intégrée. En d'autres termes, la résilience n'est pas un secteur en soi, mais un élément indissociable de tous les secteurs. Au sein de l'IGAD, l'élaboration d'une stratégie régionale de GRC visant à intégrer la RRC et l'ACC (englobant les risques naturels et anthropiques) est un bon exemple d'intégration cohérente entre les secteurs traditionnels.

Dans les processus de GRC en Afrique subsaharienne, l'accent est demeuré sur la réponse après la catastrophe, le relèvement et la reconstruction. Une attention égale doit être accordée à la prévention avant la catastrophe, à l'information sur les risques, à la réduction des risques, au financement des risques et à la préparation, y compris les systèmes d'alerte précoce, afin de protéger les vies et les moyens de subsistance. Le programme a fait des progrès dans l'intégration à la GRC dans la planification du développement et les investissements, et dans l'équilibre entre l'accent mis avant et après la GRC. Cependant, il s'agit d'un processus continu, qui doit être soutenu dans le temps, avec l'adhésion des dirigeants nationaux et régionaux.

Les Forums Hydromet régionaux, organisés par la CEDEAO, la CEEAC et la SADC, sont de bons exemples de collaboration entre les gouvernements nationaux, le secteur privé, le monde universitaire et la société civile pour se concentrer sur les aspects préalables à la GRC, notamment l'information sur les aléas, la réduction des risques et la préparation. Les informations sur les risques, en particulier, permettent également d'effectuer des analyses comparatives pour le financement des risques et l'assurance.

Parmi les défis de la coopération régionale au niveau opérationnel figurent l'écart entre la politique et la pratique, la disparité des capacités institutionnelles nationales, la disponibilité de ressources financières prévisibles et adéquates, et l'adaptation des stratégies et des plans aux profils de risque locaux. Pour combler ces lacunes dans la mise en oeuvre, il est nécessaire de confronter les stratégies régionales et nationales en matière de RRC à la réalité du terrain, en mettant davantage l'accent sur la mise en place d'un « environnement favorable » à des actions locales inclusives visant à obtenir des bénéfices tangibles au niveau de la communauté, en particulier pour les personnes les plus vulnérables et marginalisées.

Un renforcement continu des capacités et une assistance technique sont nécessaires pour renforcer les capacités de gouvernance des risques au niveau sous-national et local afin d'intégrer les considérations relatives aux risques de catastrophe dans la planification et la mise en œuvre des efforts de développement, en accordant une attention particulière au genre et aux groupes vulnérables. Le soutien du programme au projet pilote d'agriculture intelligente face au climat de l'IGAD, en collaboration avec la Croix-Rouge du Kenya, est un bon exemple de pratique participative de GRC et d'ACC au niveau communautaire et mérite d'être reproduit.

Les risques transfrontaliers, comme les inondations qui se produisent le long des grands fleuves, sont importants pour les CER et sont à l'origine de certaines politiques et actions régionales. La qualité des politiques et des initiatives régionales dépend des données, des modèles et des hypothèses qui les sous-tendent. Par exemple, le partage limité des informations sur les hydrométéorologies, les aléas et autres risques localisés reste l'une des principales contraintes pour des initiatives politiques régionales. Établir des protocoles et mettre en place des systèmes permettant un partage efficace des données sera essentiel à l'avenir.

À l'avenir, les CER continueront à jouer un rôle pivot entre les institutions nationales et mondiales, et à agir comme des nœuds de coopération régionale pour les gouvernements nationaux. Le programme a apporté un soutien crucial à la formulation des politiques, au développement des stratégies et aux actions de planification. À partir de là, les défis et les opportunités résident dans le développement et le suivi d'une feuille de route concertée pour la mise en œuvre, la mesure et le compte rendu des actions, aux niveaux régional et national. Il s'agit notamment de la coopération régionale et locale pour renforcer les capacités opérationnelles brutes, de l'élaboration de principes, de normes et d'approches, de la formation de « communautés de pratique » pour partager les connaissances et soutenir l'apprentissage par les pairs, ainsi que des conseils aux États membres pour leur permettre d'accéder aux ressources financières nationales et extérieures afin de mettre en œuvre des actions de renforcement de la résilience.

## 7.3 LEÇONS TIRÉES ET RECOMMANDATIONS

### LES ENTITÉS RÉGIONALES SONT LES PIÈCES IMPORTANTES DU PUZZLE DE LA RÉSILIENCE.

Le caractère essentiel de l'intégration et de la coopération régionales est le thème central du programme. Il a permis aux CER de réunir toutes les parties prenantes, y compris les États membres, les partenaires du développement, le secteur privé, le monde universitaire et la société civile, autour d'initiatives régionales. Par conséquent, une leçon à retenir dans la conception des opérations futures est de maintenir l'espace régional comme un point d'appui crucial pour la collaboration et la coordination afin de garantir la durabilité, l'appropriation et l'optimisation des ressources grâce à des économies d'échelle. Cette orientation régionale garantit également un soutien supplémentaire aux pays les plus vulnérables dans l'élaboration de politiques, de stratégies et de plans d'action ciblant les priorités en matière de résilience.

### LES CER RECONNAISSENT QU'IL EST TEMPS DE PASSER DU PLAIDOYER AUX ACTIONS RÉGIONALES DE RRC.

Maintenant que les CER ont plaidé en faveur d'un programme régional solide sur la RRC et formulé des politiques, plans et stratégies régionaux, tels que la stratégie de gestion des risques d'inondation et le GSAP de la CEDEAO, il est temps de passer à l'action. Cela peut prendre différentes formes et inclut soutien à la mise en œuvre concrète permettant aux États membres de renforcer leur résilience et de bénéficier des programmes régionaux. Parmi les actions concrètes, on peut citer le partage des données relatives aux aléas, à la vulnérabilité et aux risques. À l'avenir, les futurs programmes

devraient envisager la création et le renforcement de portails de données et faire en sorte que les informations soient accessibles aux États membres.

## **LE RENFORCEMENT DE L'INTÉGRATION DE LA GRC DOIT ÊTRE UNE CASCADE À PLUSIEURS NIVEAUX.**

Les interventions visant à renforcer l'intégration de la GRC/ACC doivent être conçues pour toutes les parties prenantes dans un cadre global en cascade. Par exemple, les programmes peuvent être conçus comme une cascade avec des composantes pour le niveau local avec la société civile et les communautés, pour le niveau national avec les gouvernements nationaux, et pour le niveau régional avec les commissions économiques régionales, avec en parallèle des composantes pour le monde universitaire, le secteur privé, et les organisations techniques telles que les autorités des bassins fluviaux. Cette structure à plusieurs niveaux garantira que les réalisations et les résultats d'un niveau renforcent les réalisations et les résultats d'un autre niveau, sans quoi la demande des gouvernements nationaux en matière de GRC/ACC, générée par ce programme, se dissipera. Dans la même logique, même au sein d'une commission économique régionale, l'intervention devrait s'adresser à toutes les unités pertinentes, telles que l'eau, l'agriculture, l'énergie, l'hydrologie, la météorologie, l'éducation, la santé, et ne pas rester limitée à la protection civile et à la gestion des catastrophes.

## **LES POLITIQUES ET PROGRAMMES RÉGIONAUX NE PEUVENT ÊTRE AUSSI PERTINENTS QUE LES ÉTATS MEMBRES QUI LES PORTENT.**

Au fil des années, de nombreuses organisations régionales se sont concentrées sur la mise en œuvre de programmes financés par les donateurs, tandis que les États membres étaient en retard dans le paiement de leurs cotisations. Les futurs programmes ne pourront être menés à bien que si les CER les exécutent également avec un cofinancement substantiel, et si les États membres intensifient donc leurs efforts pour régulariser les arriérés (le cas échéant) envers les organisations régionales. La mise en place d'un cofinancement obligatoire, soit en argent, soit en personnel, est donc importante pour les CER et leurs États membres.

## **LE PLAIDOYER ET LE LEADERSHIP POLITIQUES SONT AUSSI IMPORTANTS QUE LE SAVOIR-FAIRE TECHNIQUE.**

Il est nécessaire de trouver un équilibre entre le renforcement des capacités fonctionnelles et des capacités techniques. L'efficacité de ce projet est due à sa conception qui va au-delà de l'amélioration des compétences techniques. Le projet a alloué suffisamment de ressources pour développer la capacité à prendre des décisions et des actions efficaces en matière de GRC, notamment en améliorant la coordination et en élaborant des politiques et des planifications. Ces aspects non techniques sont essentiels pour obtenir des résultats en matière de renforcement des capacités.

## **LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS EST UN RÉSULTAT PROGRAMMATIQUE, ET NON L'EXTRANT D'UN PROJET.**

L'assistance technique et le renforcement des capacités sont des processus qui demandent beaucoup de temps et d'énergie. Par conséquent, toutes les initiatives de renforcement des capacités doivent s'inscrire dans un calendrier plus long, car le renforcement des capacités nécessite plus d'efforts et de temps que d'argent. Il existe des arguments convaincants en faveur d'une approche programmatique pour le renforcement des capacités dans des domaines transversaux tels que la GRC/ACC et dans l'intégration. Les programmes de renforcement des capacités, l'apprentissage par la pratique et les échanges Sud-Sud s'avèrent efficaces lorsqu'ils sont ancrés dans la région et portés par des universités ou des réseaux régionaux. Cela s'est avéré plus facile, par exemple, en Afrique australe où il existe un solide réseau d'universités axées sur la recherche et le renforcement des capacités en matière de RRC. L'institutionnalisation de ces partenariats sera importante pour soutenir une collaboration à long terme. Cela comprend l'établissement

de réseaux et de listes d'experts, auxquels les CER et les États membres peuvent faire appel pour des questions spécifiques. Par exemple, certaines CER comme la CEDEAO ont établi des listes d'experts en planification du relèvement et en conduite de PDNA, qui peuvent soutenir les États membres.

## **IL FAUDRA UNE APPROCHE CADRE IMPORTANTE, PROGRAMMATIQUE ET À MOYEN TERME POUR MAINTENIR LE SOUTIEN AUX CER.**

Un cadre programmatique d'engagement à plus long terme peut être envisagé par les partenaires du développement en tant que modèle de soutien à moyen terme pour une région. Cela permettra d'introduire de la prévisibilité et de la cohérence dans le flux des ressources, d'améliorer l'appropriation par les pays et de renforcer la coordination des donateurs. Cette approche garantira également que chaque région est financée en fonction de ses besoins et de son potentiel, et qu'il n'y a pas de déséquilibre involontaire dans le financement des différentes régions.



## REMERCIEMENTS

L'équipe de la Banque mondiale souhaite remercier la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) pour leur gestion, autorités et les différents départements et unités responsables de la réduction des risques de catastrophe pour leur contribution à ce rapport : Vers la résilience face aux catastrophes en Afrique subsaharienne : Renforcer les capacités régionales de coordination, de planification et de conseil en matière de gestion des risques de catastrophe.

Ce rapport a été rendu possible et préparé dans le cadre du programme de « Renforcement de la résilience aux aléas naturels dans les régions, les pays et les communautés d'Afrique subsaharienne », une initiative de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP), financé par l'Union européenne (UE) et mise en œuvre par la Banque mondiale et le Dispositif mondial de réduction des effets des catastrophes et de relèvement (GFDRR). L'équipe de la Banque mondiale témoigne sa reconnaissance à l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et à l'Union européenne, ainsi que la Commission de l'Union africaine pour leurs conseils et leur leadership dans le cadre de ce programme.

Le rapport a été préparé avec les conseils et le soutien technique d'AECOM Limited, avec une équipe dirigée par Michael Henderson. L'équipe de la Banque mondiale chargée de ce rapport était dirigée par Prashant Singh, avec la contribution de Carl Dingel, Isabelle Forge et Thembi Kumapley. Le rapport a bénéficié des conseils stratégiques et du soutien de Sameh Wahba, Meskerem Brhane, Sylvie Debomy, Niels Holm Nielsen et Ana Campos.

La Banque mondiale, la CEEAC, la CEDEAO, l'IGAD et le Secrétariat de la SADC ainsi que tous les partenaires et consultants impliqués expriment leur gratitude et leur appréciation aux nombreuses parties prenantes qui ont contribué de différentes manières à l'étude et à l'élaboration de ce rapport.

## CLAUSE DE NON-RESPONSABILITÉ

Le présent rapport a été préparé par la Banque mondiale et le Dispositif mondial de réduction des effets de catastrophes et de relèvement (GFDRR) avec les contributions de la CEEAC, la CEDEAO, l'IGAD et la SADC. Les constatations, analyses et conclusions exprimées dans ce rapport ne reflètent pas les opinions de la Banque mondiale, de son Conseil d'administration, des gouvernements représentés ou de ses organisations partenaires.

Bien que la Banque mondiale et le GFDRR aient fait tout leur possible pour s'assurer que les informations contenues dans ce rapport sont correctes, leur exactitude ne peut être garantie. L'utilisation des données ou des informations contenues dans ce rapport est aux risques de l'utilisateur. La Banque mondiale, le GFDRR ou l'un de ses partenaires ne peuvent être tenus responsables de toute perte, dommage, responsabilité ou débours en raison de l'utilisation des données contenues dans ce document.

Les frontières, couleurs, dénominations et autres informations figurant sur les cartes de cette publication n'impliquent aucun jugement de la part de la Banque mondiale et de ses partenaires concernant le statut juridique d'un territoire ou l'approbation ou l'acceptation de ces frontières.

Le programme examiné dans ce rapport a été financé par l'Union européenne dans le cadre du 10e Fonds européen de développement de la coopération au développement par le biais du Secrétariat des ACP et mis en œuvre par la Banque mondiale en association avec le GFDRR.



**GFDRR**  
Global Facility for Disaster Reduction and Recovery



**WORLD BANK GROUP**